SOUS LA DIRECTION DE
Sélim ABOU et Joseph MAILA

anthropologue, recteur émérite, Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban,
titulaire de la Chaire "Louis D. - Institut de France"
d'anthropologie interculturelle.

(2004)

Dialogue des cultures et résolution des conflits. Les horizons de la paix.

Conférence internationale organisée
par le Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph avec le concours
de la Chaire Louis D- Institut de France d'anthropologie interculturelle,
24-25 octobre 2003.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca, à partir de :

Sous la direction de Sélim ABOU, s.j., et Joseph Maila

DIALOGUE DES CULTURES ET RÉOLUTION DES CONFLITS. LES HORIZONS DE LA PAIX.

Conférence internationale organisée par le Conseil stratégique de
l'Université Saint-Joseph avec le concours de la Chaire Louis D- Insti-
tut de France d'anthropologie interculturelle, 24-25 octobre 2003.

Beyrouth : Les Presses de l'Université Saint-
Joseph, 2004, 180 pp. Collection : Anthropologie.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 avril 2011 de
diffuser le texte de cette conférence ainsi que plusieurs livres dans
Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : sabou@usj.edu.lb

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Micro-
soft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 27 décembre 2011 à Chi-
coutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Sous la direction de
Sélim ABOU et Joseph Maïla

Dialogue des cultures et résolution des conflits. Les horizons de la paix.

Conférence internationale organisée par le Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph avec le concours de la Chaire Louis D- Institut de France d'anthropologie interculturelle, 24-25 octobre 2003. Beyrouth : Les Presses de l'Université Saint-Joseph, 2004, 180 pp. Collection : Anthropologie.

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 janvier 2002, le Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph, réuni à Bruxelles, a décidé d'organiser une conférence internationale sur le thème *Dialogue des cultures et résolution des conflits : les horizons de la paix*.

Cette conférence, qui s'est tenue à Beyrouth en octobre 2003, est organisée autour de trois thèmes, dont chacun est développé en une conférence et une table ronde. *Le premier - « Mondialisation, paix et dialogue des cultures »* - est d'ordre sociopolitique et juridique, qu'il s'agisse de s'interroger sur les frontières imprécises entre le concept de terrorisme et celui de résistance, ou sur l'ambiguïté des défenses identitaires dans le mouvement de la mondialisation, ou encore, après avoir défini les inégalités de l'ordre international, de savoir où se rejoignent et où s'opposent les droits des peuples et le droit d'ingérence.

Le deuxième thème - « Le rôle de l'Europe dans la résolution des conflits » - se divise en deux volets. Le premier concerne la culture de paix dans le monde arabo-musulman et, plus généralement, les rapports

entre la culture de paix et les religions. Le second volet s'interroge sur la nature des rapports de force entre les diverses cultures que la mondialisation accule à des contacts de plus en plus serrés et, plus spécifiquement, sur l'apparent conflit entre l'universalité des Droits de l'homme et la particularité des cultures.

Le troisième thème - « Développement économique et résolution des conflits : les voies de la coopération » - envisage la nature du rapport entre le développement économique et la démocratie. S'agit-il d'un rapport de nécessité ? La question est controversée. Quoi qu'il en soit, il faut définir le rôle des institutions de la coopération dans le développement économique et celui des institutions internationales dans la prévention des conflits, avant de se demander dans quelle mesure la démocratie est un régulateur des conflits.

[5]

**Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.**

INTERVENANTS

[Retour à la table des matières](#)

Sélim ABOU

titulaire de la Chaire *Louis D - Institut de France* d'anthropologie interculturelle.

Francisco ACOSTA

Conseiller politique et économique, représentant Patrick Renauld, chef de la délégation de la Commission européenne au Liban.

Antoine AUDO

Évêque d'Alep des Chaldéens.

Michel CAMDESSUS

Gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien Directeur général du Fonds Monétaire International.

René CHAMUSSY

Recteur de l'Université Saint-Joseph.

Moharned CHARFI

Professeur émérite de droit privé à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, ancien Ministre de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Christine DESOUCHES

Délégué aux Droits de l'Homme, à la Démocratie et à la Paix de
l'Organisation Internationale de la Francophonie.

[6]

Michel GERVAIS

Directeur général du Centre hospitalier Robert Giffard, ancien
Recteur de l'Université Laval, Canada.

Marwan HAMADÉ

Ministre de l'Économie et du commerce, Député du Chouf, Liban.

Françoise HÉRITIER

Professeur honoraire au Collège de France et à l'École des hautes
études en sciences sociales.

Bernard KOUCHNER

Fondateur de « Médecins sans frontières » et de « Médecins du
Monde », ancien Ministre délégué de la Santé, France.

Philippe LAGAYETTE

Président Directeur Général JP Morgan - France

Henri MADELIN,

Rédacteur en chef de la revue Études, Maître de conférence à
l'Institut d'études politiques de Paris.

Joseph MAÏLA

Doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques de
l'Institut Catholique de Paris, Directeur du Centre de recherche
sur la paix.

Christian PHILIP

Député, Professeur de droit à l'Université Lyon III.

M. Nasser SAÏDI

Ancien Premier vice-Gouverneur de la Banque du Liban, ancien Mi-
nistre de l'Économie.

Ghassan TUÉNI

Président Directeur Général de la Société « Les Éditions Dar An-Nahar », ancien Ministre, ancien Ambassadeur, Liban.

Abdoulaye WADE

Président de la République du Sénégal.

[7]

Table des matières

Quatrième de couverture

Intervenants

PREMIÈRE SÉANCE

Ouverture du colloque

René CHAMUSSY, recteur de l'Université Saint-Joseph
Sélim ABOU, titulaire de la Chaire "Louis D Institut de France"
d'anthropologie interculturelle.

Conférence

"Mondialisation et dialogue des cultures, les nouveaux horizons de la
paix."

Maître Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal
Représenté par Cheikh Tidiane Sy
Ministre d'État à la présidence de la République

Première table ronde

Président de séance : Michel GERVAIS
Directeur général du Centre hospitalier Robert Giffard.
ancien recteur de l'Université Laval, Canada

"Terrorisme, résistance et sécurité."

Marwan HAMADÉ
Ministre de l'économie et du commerce,
Député du Chouf, Liban

"Les inégalités de l'ordre international."

Christian PHILIP
Député, professeur de droit à l'Université Lyon III

"Mondialisation et conflits identitaires."

Joseph MAÏLA

*Doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques
de l'Institut catholique de Paris
Directeur du Centre de recherche sur la paix.*

"Droits des peuples, droit d'ingérence."

Bernard KOUCHNER

*Fondateur de "Médecins sans frontières" et de "médecins du
Monde". ancien ministre délégué de la Santé, France.*

[8]

DEUXIÈME SÉANCE

Deuxième table ronde

Président de séance : Philippe LAGAYETTE

Président Directeur général J.P. Morgan, France

"Culture de paix et monde arabe."

Mohamed CHARFI

Professeur émérite de droit privé à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, ancien Ministre de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

"Monothéismes et dialogue interreligieux."

Antoine AUDO

Évêque d'Alep des Chaldéens

"Mondialisation et civilisation : choc ou dialogue ?"

Ghassan TUÉNI

Président Directeur général de la Société "Les Éditions Dar An-Nahar", ancien Ministre, ancien Ambassadeur, Liban.

"Les droits des femmes dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures."

Françoise HÉRITIER

Professeure honoraire au Collège de France et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

TROISIÈME SÉANCE

Conférence

"Développement économique et résolution des conflits : Quelle contribution de l'Europe des 25 à l'ordre économique mondial ?"

Michel CAMDESSUS

*Gouverneur honoraire de la Banque de France,
ancien Directeur général du Fond Monétaire international*

Troisième table ronde

Présidente de séance : Mme Christine DESOUCHES

*Déléguée aux Droits de l'Homme, à la Démocratie et à la Paix de
l'Organisation internationale de la francophonie.*

"Démocratie et développement économique et partenariat euro-méditerranéen."

Francisco ACOSTA

Représentant Patrick Renauld, Chef de la délégation de la Commission européenne au Liban.

"Promesses chatoyantes, piètre performance : aide et coopération dans les pays sortant d'un conflit."

Nasser SAÏDI

*Ancien Premier Vice-Gouverneur de la Banque du Liban,
ancien Ministre de l'Économie.*

"La démocratie comme régulateur des conflits."

Henri MADELIN, s.j.

Rédacteur en chef de la revue Études,

Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris.

"Conférence de synthèse."

Joseph MAÏLA

Doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques

de l'Institut catholique de Paris

Directeur du Centre de recherche sur la paix.

[11]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

PREMIÈRE SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[9]

**Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.**

PREMIÈRE SÉANCE

Ouverture du colloque

René CHAMUSSY, recteur de l'Université Saint-Joseph
Sélim ABOU, titulaire de la Chaire "Louis D Institut de France"
d'anthropologie interculturelle.

[Retour à la table des matières](#)

[11]

René CHAMUSSY s.j.

Recteur de l'Université Saint-Joseph. Né à Lyon le 15 décembre 1936, de nationalité française vit au Liban depuis 1969. Après des études de philosophie, de lettres et de théologie, il opte pour la sociologie, et c'est dans cette discipline qu'il obtient en 1995 le DEA et en 2002 le Doctorat. Directeur de la revue *Travaux et Jours* (1972-1976), Directeur du Centre d'accueil et d'information de PUSJ (1978-1985), Chef du Département de sociologie et d'anthropologie (1985-1995), Directeur de l'Institut de langues et de traduction (1989-1995), Vice-Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines (1993-1995), Doyen de la FLSH (1995-2000), Vice-Recteur aux ressources humaines (2000-2003).

Auteur de nombreux articles publiés dans les revues *Travaux et jours* (Beyrouth), *Études* (Paris), *Civilita Cattolica* (Rome), *The Month* (Londres), on lui doit quatre numéros parus dans la série « Chroniques Politiques » des *Annales de sociologie et d'anthropologie* de la FLSH. Il a obtenu le Prix de d'Association France-Liban 1982 pour son livre *Chronique d'une guerre : Le Liban, 1975-1977*.

[Retour à la table des matières](#)

Excellences,
Mesdames, Messieurs

La conférence qui se tient aujourd'hui ne peut que réjouir tous ceux qui se trouvent ici réunis. Elle devait avoir lieu en avril, des vents contraires se sont levés : le P. Abou, cheville ouvrière de toute l'opération, se retrouvait gravement malade alors qu'en fait de résolution des conflits, les tempêtes irakiennes bousculaient les choses et les gens et chacun sait que rien n'est encore résolu en ce domaine. Mais

voilà, le P. Abou a pu reprendre les choses en main et nous nous réjouissons de son rétablissement et le temps nous est donné pour réfléchir aux graves problèmes qui se posent aujourd'hui en fonction de vos expériences passées.

C'est donc en toute sérénité qu'au nom de l'Université Saint-Joseph, je peux vous souhaiter la bienvenue et vous dire la reconnaissance de toute l'Université pour le temps que vous avez accepté de consacrer à ce dialogue des cultures et à la résolution des conflits.

[12]

Cela dit, et avant de laisser les débats prendre leur cours, permettez-moi de faire deux remarques. D'une part je suis frappé par l'éventail des positions sociales que vous, intervenants, vous assumez : évêque, ministre, député, anciens ministres, fonctionnaires internationaux, universitaires, essayistes et responsables de publication. Les expériences personnelles que vous avez pu vivre en ces différentes positions sont, je pense, garantes de la richesse des échanges qui s'annoncent. Mais d'autre part on ne peut que noter l'absence en cette manifestation de tout ce qui peut se référer au continent américain ainsi qu'à l'Asie moyenne ou extrême. L'Afrique est là, l'Europe, le Proche-Orient tout aussi bien. Mais c'est tout.

Peut-être n'est-ce pas plus mal. Une réflexion plus resserrée entre des mondes plus proches peut sans doute être plus fructueuse. Elle le sera d'ailleurs, j'en suis sûr.

[13]

Sélim ABOU s.j.

Né en 1928. En 1946, il entre chez les jésuites. Docteur ès lettres en 1961, Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth de 1977 à 1992, Recteur de l'Université Saint-Joseph de 1995 à 2003. Sélim Abou est philosophe et anthropologue. Il est directeur des Presses de l'Université Saint-Joseph et titulaire de la Chaire « Louis D. - Institut de France » d'anthropologie interculturelle.

Ses principales publications : *Enquêtes sur les langues en usage au Liban* (1961), *Le bilinguisme arabe français au Liban* (1962), *Liban déraciné. Immigrés dans l'autre Amérique* (1978), *Béchir Gemayel ou l'esprit d'un peuple* (1984), *Retour au Parand Chronique de deux villages guaranis* (1993), *La « République » jésuite des Guaranis* (1995), *L'Identité culturelle suivi de Cultures et droits de l'homme* (2002), *Les libertés* (2003).

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 janvier 2002, le Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph, réuni à Bruxelles, a décidé d'organiser une conférence internationale sur le thème *Dialogue des cultures et résolution des conflits : les horizons de la paix* et d'y inviter, à titre de participants, des personnalités éminentes qui occupent ou ont occupé des fonctions d'envergure internationale et y ont acquis, dans leurs domaines respectifs, une expérience inégalée en matière de négociations et de médiation.

Le 17 octobre 2002, le prix culturel de l'Institut de France était décerné à l'Université Saint-Joseph pour la création, en son sein, d'une Chaire d'anthropologie interculturelle. L'administration centrale de l'Université a alors décidé de confier à cette nouvelle institution le soin d'organiser la conférence internationale, dont la thématique coïncidait avec ses objectifs.

La thématique de la Conférence s'imposait à un moment où se manifestaient déjà, à l'échelle planétaire, deux visions du monde opposées : celle d'un monde unipolaire, dominé par une superpuissance maîtresse exclusive de décisions engageant le destin de l'humanité et celle d'un monde multipolaire, où de telles décisions sont le fruit [14] d'une concertation multilatérale. Cette opposition a pris des proportions pour le moins dramatiques, surtout après le 11 septembre et les options des grands pays par rapport à la guerre d'Irak.

Il y avait une raison pour que cette Conférence se tînt de préférence au Liban, raison d'ordre symbolique, car ce pays a une longue expérience des conflits intercommunautaires ou idéologiques et de la résolution de ces conflits par le dialogue, que celui-ci soit intervenu avant ou après les affrontements armés. La tradition de la coexistence islamo-chrétienne, de la compréhension interculturelle et d'une ouverture essentielle à la civilisation occidentale a toujours prévalu ou fini par prévaloir, au cours des siècles, sur les moments de crise, quelle que fût l'ampleur des conflits.

La conférence est organisée autour de trois thèmes, dont chacun est développé en une conférence et une table ronde. Le premier - « Mondialisation, paix et dialogue des cultures » - est d'ordre sociopolitique et juridique, qu'il s'agisse de s'interroger sur les frontières imprécises entre le concept de terrorisme et celui de résistance, ou sur l'ambiguïté des défenses identitaires dans le mouvement de la mondialisation, ou encore, après avoir défini les inégalités de l'ordre international, de savoir où se rejoignent et où s'opposent les droits des peuples et le droit d'ingérence.

Le deuxième thème - « Le rôle de l'Europe dans la résolution des conflits » - se divise en deux volets. Le premier concerne la culture de paix dans le monde arabo-musulman et, plus généralement, les rapports entre la culture de paix et les religions. Le second volet s'interroge sur la nature des rapports de force entre les diverses cultures que la mondialisation accule à des contacts de plus en plus serrés et, plus spécifiquement, sur l'apparent conflit entre l'universalité des droits de l'homme et la particularité des cultures.

Le troisième thème - « Développement économique et résolution des conflits : les voies de la coopération » - envisage la nature du rap-

port entre le développement économique et la démocratie. S'agit-il d'un rapport de nécessité ? La question est controversée. Quoi qu'il en soit, il faut définir le rôle des institutions de la coopération dans le développement économique et celui des institutions internationales dans la prévention des conflits, avant de se demander dans quelle mesure la démocratie est un régulateur des conflits.

[15]

Conflit, dialogue, paix sont les trois notions fondamentales autour desquelles s'organise le colloque. Elles entretiennent entre elles des rapports complexes dont vos interventions s'efforceront d'explicitier les éléments. Les sujets que vous allez traiter se recourent et s'entrelacent à maints égards ; c'est là chose normale, car les instances qui structurent le social - l'économique, le politique, le religieux - agissent les unes sur les autres dans un mouvement dialectique permanent. Vous parviendrez à en démêler l'écheveau et à fournir aux enseignants, aux chercheurs, aux étudiants de quoi alimenter leur réflexion et orienter leurs travaux. Je vous souhaite un colloque fructueux.

[17]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

PREMIÈRE SÉANCE

Conférence

Mondialisation et dialogue des cultures,
les nouveaux horizons de la paix

Maître Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal
Représenté par Cheikh Tidiane Sy
ministre d'État à la présidence de la République

[Retour à la table des matières](#)

[19]

MONDIALISATION ET DIALOGUE DES CULTURES, LES NOUVEAUX HORIZONS DE LA PAIX

Maître Abdoulaye WADE
Président de la République du Sénégal
Représenté par Cheikh Tidiane Sy
ministre d'État à la présidence de la République

Abdoulaye WADE

Né le 29 mai 1926 à Saint-Louis (Sénégal). Grand officier de la Légion d'honneur (France). Commandeur de l'Ordre du mérite (Sénégal) ; membre de l'Académie de droit comparé (Stockholm, Suède) ; membre de « The International Academy of trial Lawyers » (USA). Vice-Président de l'Internationale libérale (Londres) ; président de la Coordination 3es publications : *Le point de vue du tiers-monde sur le rapport Brandt*, document de travail de la Fondation Friedrich Naumann, F.F.N. Grummersbach, RFA (1981) ; *Le libéralisme en Afrique noire, Droits de l'Homme et droits des peuples*, Internationale libérale, Londres (1984) ; *Un destin pour l'Afrique*, Éditions Karthala, Paris (1989).

[19]

Messieurs les ministres,
Monsieur le Recteur de l'Université Saint-Joseph,
Monsieur le Recteur émérite,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, m'a chargé de délivrer à votre auguste assemblée le présent message, un message qui se veut d'amitié et d'encouragement.

En raison d'un calendrier diplomatique fort chargé, et en raison également du report de la date de la conférence, initialement fixée au mois d'avril dernier, il regrette beaucoup de ne pouvoir être parmi vous, aujourd'hui.

Le Président Wade remercie d'ores et déjà le Comité académique de l'Université Saint-Joseph ainsi que le Père Sélim Abou, le Recteur René Chamussy, tout le corps professoral d'avoir eu l'amabilité de lui décerner la haute distinction de la Médaille de vermeil de l'Université Saint-Joseph et de lui conférer l'honneur intellectuel de prononcer le [20] discours inaugural sur le thème « Mondialisation, paix et dialogue des cultures ». Voici, sans plus tarder, le contenu du message du Président Wade.

« Expression des cristallisations identitaires et repli sur soi, mouvements prometteurs des peuples et conflits désastreux, espoirs de paix et désenchantements ont rythmé l'étonnante trajectoire de l'humanité durant le dernier siècle. La première guerre mondiale a été d'un coût humain énorme tandis que la seconde demeure encore, pour nombre de penseurs, un sérieux mystère, tellement l'irrationnel a pris le pas sur la raison, la barbarie sur la civilisation, la haine sur la paix et l'amour.

La création de l'Organisation de Nations Unies, sur les cendres de la Société des Nations, a été saluée comme le commencement d'une nouvelle ère de paix, de dialogue et de gestion harmonieuse de l'irréductible diversité qui caractérise la communauté humaine. Malgré tout, le nouvel espace ouvert par l'après-guerre sera marqué par la division du monde en deux blocs, régi par la notion de coexistence pacifique même si l'on peut relever ici et là des conflits sous la forme de guerres de libération nationale, notamment en Afrique et en Asie.

Le XXe siècle n'a certainement pas fini d'être encore là, sollicitant le geste de la pensée pour dire ce qu'il a été, ce qu'il recèle de sombre et de prometteur pour éclairer les bonnes volontés qui ont décidé de continuer, dans ce siècle, qui a hélas commence par de lourds malentendus, de croire en la possibilité d'un monde où règne la déesse Astrée, un monde désencombré du "noir démon des combats".

Un tel pari, il faut le tenir, le soutenir. Il est fondé sur le génie humain, la raison et surtout l'immense courant en faveur d'un monde apaisé, soucieux, ainsi que le veut la Charte de l'ONU, "de préserver des générations futures de la guerre". Et il est d'autant plus possible que la mondialisation nous en offre aujourd'hui les moyens. Certes, il faut redouter des tendances hégémoniques de cette formidable ouverture des marchés, ponctuée par la libre circulation des biens et des services et y faire face. Certes, il faut œuvrer pour réduire chaque jour les inégalités de chance entre les nations et les individus. Mais il faut saluer, toute mesure gardée, cette étape capitale dans l'histoire de l'humanité.

Le monde n'a jamais été aussi ouvert, aussi uni malgré l'extrême diversité des nations et des cultures. Les révolutions technologiques dans les domaines de la télécommunication et de l'informatique ont profondément bouleversé le vécu des sociétés contemporaines en les [21] rendant moins fermées et davantage plus porteuses aux souffles les plus divers du monde. Plus que les progrès des transports de type classique, la communication des données de toutes sortes atteint aujourd'hui une vitesse sans doute jamais imaginée par les générations passées.

Michèle Gendreau-Massalou, Recteur de l'Agence universitaire de la francophonie, comparant différentes phases d'évolution du monde

écrit : "Les grands empires du monde antique ont dû leur puissance aux techniques d'irrigation qu'ils ont conçues, sur le Nil, l'Euphrate et le Tigre. La Cité grecque a fait siennes les techniques de mémorisation, de l'écriture à la bibliothèque. L'empire romain, les techniques de navigation côtière. Les empires européens de l'âge classique, les techniques d'extraction et de transformation de l'énergie. La grande puissance de cette fin de siècle déploie ses investissements intellectuels, industriels, politiques et publicitaires sur les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). À l'heure où les révolutions satellitaires, numériques et télématiques bouleversent le transport de l'image et du son, ces nouvelles technologies modèlent la formation, la transmission et l'accès aux messages que nous appelons culturels".

C'est dire que les NTIC constituent ainsi une caractéristique essentielle, un trait d'identité forte de ce qui, aujourd'hui, est appelé "mondialisation". Cette mondialisation se révèle ainsi, certes, comme un faisceau d'opportunités et de possibilités pour l'aménagement d'espace, de communication, d'échange et de rencontre entre les nations, les cultures, les individus. Toutefois, elle recèle aussi des tendances hégémoniques dont l'ambition manifeste est de réduire la diversité à un unique référentiel, la pluralité des cultures à un standard imposé.

Il y a ainsi une sorte de nouvelle quête hégémonique qui n'est pas seulement ni principalement économique, mais essentiellement culturelle, quête qui bénéficie, pour les puissants de ce monde, de ce que les professionnels du numérique appellent ces "outils mobiles, furtifs, miniaturisés qui apparaissent auto-pilotés alors qu'ils sont mus par des intérêts hégémoniques".

Or, cette nouvelle quête hégémonique est d'essence tout à fait singulière. Elle touche en effet à ce que les hommes, les peuples et les nations possèdent de plus profond, de plus substantiel, je veux parler de la mémoire, de l'imaginaire, de la langue, des manières d'être et de savoir, en somme de la culture qui peut être considérée comme "l'ensemble des attitudes, des habitudes et des aptitudes", tissés dans [22] la longue durée et qui confèrent au groupe humain son identité, sa spécificité, son être.

Il est d'ailleurs significatif que toutes les résistances à la domination et toutes les batailles pour la liberté, dans l'histoire et dans toutes les sociétés, aient comme ressort d'abord un biais culturel. Il est également significatif que, malgré la durée d'une domination, le peuple dominé conserve le noyau de sa culture.

La mondialisation ouvre cependant une nouvelle séquence marquée par des brassages et des ponts entre les différentes cultures, décloisonnées, et par conséquent de plus en plus en position d'échange, de dialogue et d'appropriation, adaptation des éléments des unes et des autres.

Dans son ouvrage *Dialogue des cultures*, le premier président du Sénégal indépendant Léopold Sédar Senghor écrit : "Toutes les cultures de tous les continents, races et nations sont, aujourd'hui, des cultures de symbiose où les quatre facteurs fondamentaux que sont la sensibilité et la volonté, l'intuition et la discussion jouent, de plus en plus, des rôles équilibrés". Cette tendance est, hélas, mise à rude épreuve par la nouvelle quête hégémonique qui, parce qu'ayant un versant culturel manifeste, risque d'être à l'origine des conflits les plus sanglants, les plus longs donc les plus coûteux.

En effet, la culture construit et encadre le regard que nous avons de l'Autre. C'est d'elle que se tissent les réflexes, les a priori, les préjugés, les sentiments, les comportements, les attitudes, les perceptions, en somme l'image que nous projetons sur le monde en tant qu'espace où avoisine une extrême diversité. Voilà pourquoi la quête hégémonique en ce domaine aussi sensible est sans aucun doute porteuse de malentendus et de conflits sous toutes les formes imaginables.

Dans la mesure où les thèses sur la suprématie de tel ou tel modèle culturel sont aujourd'hui devenues insoutenables, parce que fausses, parce qu'aux conséquences meurtrières, il est évident que toute tentative hégémonique est forcément vouée à l'échec. Senghor, que je viens de citer, a raison de penser que "le problème majeur, aujourd'hui, pour l'humanité, c'est que chaque continent, race ou nation, chaque homme ou femme prenne, enfin, conscience de cette évolution culturelle, que surtout, en enterrant le mépris culturel, il y apporte son active contribution".

En somme, il est requis de penser, aujourd'hui que l'enjeu majeur, en ce début de siècle, et au regard de l'expérience du siècle dernier, reste [23] la capacité des nations et des communautés à aménager un espace de dialogue culturel qui postule le respect et l'acceptation de la diversité.

Le monde est uni, mais cette unité est traversée par la pluralité des cultures qui, loin d'être un handicap, est la richesse la plus précieuse du monde. Il convient, dans cette perspective, d'œuvrer pour la promotion d'une véritable solidarité internationale pour une libre et égale circulation des éléments culturels, condition incontournable pour un dialogue fécond qui rend possible la découverte et la connaissance de l'Autre, l'acceptation et le respect de l'identité de l'Autre.

Les conflits naissent le plus souvent du rejet de l'Autre, motivé généralement par l'ignorance et la peur. Aujourd'hui, avec l'essor des NTIC, il est incontestablement possible d'effacer les frontières de l'ignorance, de rapprocher davantage les cultures, de créer les indispensables espaces de dialogue et par conséquent d'ouvrir de nouveaux horizons pour une paix durable. Toutefois, la configuration actuelle du marché de l'information et de la communication, autorise peu à croire en la possibilité de l'égal accès de toutes les nations et de tous les hommes et femmes à ce "rendez-vous de l'universel".

Les pays riches concentrent en effet la quasi-totalité des possibilités technologiques dans ce domaine, tandis que des continents entiers tels que l'Afrique, continuent encore de vivre ce véritable fléau des temps modernes qu'est l'analphabétisme électronique.

Voilà pourquoi j'ai proposé, il y a quelques mois, le concept, qui est programme aussi, de "solidarité numérique", qui est un mécanisme de solidarité internationale pour réduire considérablement le "gap numérique" entre les plus riches et les plus démunis, pour donner la chance à tous de participer à ce vaste courant d'échange qui, on l'a dit, constitue un puissant moyen de prévenir ou de réduire les conflits. En un mot, il s'agit d'une stratégie d'éradication de la fracture numérique par la création d'une "Fondation Mondiale de la Solidarité Numérique" - The Digital Solidarity World Foundation - dont le financement sera assuré par des contributions volontaires, ce qui est loin des taxes mondiales qui font peur à l'OMC et à ses cousins institutionnels.

Je suis heureux que beaucoup d'institutions adoptent aujourd'hui cette idée, et il est permis de croire que le prochain Sommet mondial de la Société d'Information sera un pas décisif dans la mise en œuvre.

Je ne vois pas en effet comment l'humanité peut victorieusement aborder cette nouvelle étape de son évolution en laissant la majorité de la population dans les limbes du retard technologique, mais surtout [24] comment construire un monde de paix alors que l'exclusion frappe des continents et des nations entiers. Je crois fermement en l'émergence d'une "civilisation de l'Universel si chère à mon pays". Le Sud contribuera, si les moyens lui sont donnés, à la "e-civilisation" et à la mondialisation de la solidarité. »

Tel est, Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs, le message que Maître Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal, m'a chargé de vous transmettre. Je vous remercie de votre attention.

[25]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

PREMIÈRE SÉANCE

Première table ronde

[Retour à la table des matières](#)

*Président de séance : Michel GERVAIS
Directeur général du Centre hospitalier Robert Giffard,
ancien Recteur de l'Université Laval, Canada*

Terrorisme, résistance et sécurité

Marwan HAMADÉ
*Ministre de l'économie et du commerce,
Député du Chouf, Liban*

Les inégalités de l'ordre international

Christian PHILIP
Député, Professeur de droit à l'Université Lyon III

Mondialisation et conflits identitaires

Joseph MAÏLA

*Doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques
de l'Institut Catholique de Paris,
Directeur du Centre de recherche sur la paix*

Droits des peuples, droit d'ingérence

Bernard KOUCHNER

*Fondateur de « Médecins sans frontières »
et de « Médecins du Monde »
ancien Ministre délégué de la Santé, France*

[27]

Michel GERVAIS

Michel Gervais a fait des études de philosophie et de théologie à l'Université Laval (Québec) et à l'Université Saint-Thomas d'Aquin (Rome) où il obtint son doctorat en 1973. L'essentiel de sa carrière universitaire s'est déroulé à l'Université Laval où il a enseigné et mené des recherches qui ont donné lieu à une cinquantaine de publications. Il a été Recteur de cette université de 1987 à 1997, Président de la Conférence des recteurs du Québec, de l'Association des collèges et universités du Canada et de l'AUP ELF, devenue l'Agence universitaire de la Francophonie.

Michel Gervais est aujourd'hui Directeur général du Centre hospitalier Robert-Giffard, un institut universitaire en santé mentale. Il est Officier de l'Ordre du Canada, de l'Ordre du Québec et de l'Ordre national du mérite (France). Il est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

[Retour à la table des matières](#)

Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de présider cette séance sur le thème « Dialogue des cultures et résolution des conflits ».

Ce thème est aussi dramatiquement actuel que vaste et complexe. Il requiert d'être examiné sous divers angles à la lumière de compétences et d'expériences diverses. D'où la présence parmi nous d'experts de réputation internationale qui nous feront part de leurs réflexions et qui tenteront d'apporter un éclairage original sur le thème de la conférence.

Mon rôle se limitera à vous présenter ceux qui composent la première table ronde.

Mon rôle consistera aussi à régler l'emploi du temps pour prévenir les conflits d'horaire plutôt que d'avoir à les résoudre.

J'aurai donc l'agréable devoir de donner la parole aux intervenants et la détestable obligation, le cas échéant, de la leur retirer.

Sans plus tarder, je vous présente notre premier intervenant, Monsieur Marwan Hamadé.

[29]

"TERRORISME, RÉSISTANCE ET SÉCURITÉ."

Marwan HAMADÉ

Né à Beyrouth, Marwan Hamadé, un ancien de l'Université Saint-Joseph, est actuellement membre de son Conseil stratégique. Il a fait ses premières armes dans le journalisme : Chroniqueur économique et politique, correspondant de guerre au Vietnam, au Pakistan, au Yémen, à Chypre et en Palestine. Il a aussi été le correspondant au Moyen-Orient de RTL et du magazine le Point et éditorialiste puis rédacteur en chef adjoint à *L'Orient- Le Jour* et enfin directeur du quotidien An Nabar. Il a fondé à Paris les *Publications Internationales du Nabar* et a dirigé de 1977 à 1980 son édition diplomatique. Membre depuis 1977 du Conseil Supérieur Druze pour le Développement, Conférencier, auteur de nombreux essais, « Islam et Participation », « Du Kilomètre 101 à Camp David », « Francophonie et arabité », il siège toujours au Conseil d'Administration des deux quotidiens beyrouthins, *L'Orient- Le Jour* et *An Nabar*. Il est de plus membre du Conseil Supérieur de la Presse Libanaise.

[Retour à la table des matières](#)

Passant de la presse à la politique, il a été sept fois ministre, occupant les portefeuilles du Tourisme, de l'Économie et du commerce, de la Santé, des Affaires sociales, et des Déplacés ; il est depuis 1991 député du Chouf et a longtemps présidé la commission parlementaire du Plan et du Développement. Depuis 1998, il est également consultant régional de l'OMS, et membre du Comité International de Bioéthique de l'Unesco ainsi que du Comité de Bioéthique de la Conférence Islamique.

Dans ce triptyque qui sert de titre à mon intervention ce matin, l'on pourrait caser, résumer ou tout simplement classer toutes les images, toutes les émotions voire toutes les péripéties de notre quotidien. Si l'on devait, en effet recenser les mots les plus récurrents sous la plume de nos journalistes, dans les rapports de nos diplomates ou aux micros de nos débats, terrorisme, résistance et sécurité occuperaient le haut du tableau. Avec en prime, bien sûr, le terrible spectacle d'un monde où le sens des mots, l'interprétation des gestes et la mesure des émotions se heurtent, s'entremêlent, se confondent, et pèsent désormais sur le mouvement d'ensemble de nos sociétés ; ils en dénaturent l'histoire et bousculent la géographie affublant des peuples entiers, des religions et des continents de stigmates innés ou de pathologies acquises.

Vous me permettez donc, dans cette brève réflexion sur le terrorisme, la résistance et la sécurité d'évoluer sur un terrain qui [30] m'est familier, le Proche-Orient ; car s'il nous faut explorer ces nouvelles clés de la géopolitique où certains veulent trouver le choc des civilisations et d'autres la fin de l'histoire, le conflit arabo-israélien offre le meilleur des milieux de culture.

Il est évident que si sur la définition du terrorisme, nous nous accordons de différentes manières ou à différents paliers pour en dénoncer les horreurs et en refuser les alibis, la résistance, elle, est sujette à des interprétations qui tantôt la subliment et tantôt la dégradent. Quant à la sécurité, elle subit, à son tour, des balisages de niveau liés à sa nature, son degré, ses fondements et souvent aux contreparties qu'elle implique.

Sur le terrorisme, on pourrait, bien sûr, dissenter des heures. Mais je me contenterai ici d'en cerner les formes et d'en discerner les limites. Étymologiquement, le terrorisme est un ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages) commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système.

En réalité, et nous le vivons au quotidien, le terrorisme n'est pas lié aux seuls attentats et n'est pas nécessairement l'apanage d'une organisation ; il peut être l'acte d'un individu comme il peut être pratiqué

par un État. Dans ce délicat relais entre symbolisme et réalité, l'histoire, le recul, la répartition des torts sont autant de coefficients de pondération, aux multiples exemples. Pour l'Angleterre du dix-huitième, la guerre d'indépendance américaine était l'œuvre de terroristes souvent manipulés de l'extérieur. Pour l'Allemagne nazie, les maquisards étaient dénoncés et traités comme terroristes. Pour la France coloniale, les fellaghas algériens étaient de méprisables terroristes. Pour les États-Unis, quelques années plus tard, le Vietcong était aussi une organisation terroriste. Aujourd'hui, l'État d'Israël qui, rappelons-le, avait pratiqué un terrorisme grand cru lors de « sa guerre d'indépendance », lance tous azimuts les accusations de terrorisme. Dans ce large mitraillage personne n'est épargné : ni la Résistance libanaise, qui a forcé Tsahal, au bout de vingt-deux ans d'occupation, à quitter le Sud-Liban. Ni les fedayins palestiniens qui luttent, depuis 1948, contre une injustifiable spoliation des terres, une colonisation rampante, un déni total des droits nationaux et le pillage systématique des biens comme des eaux. Ne sont même pas épargnés les États dont les territoires occupés attendent toujours, depuis des décennies, l'application des résolutions de l'ONU.

[31]

Il y a, chers amis, dans cette confusion des droits et des vérités, du faux et de l'usage de faux. Il y a dans cette pratique des mots et de leur sens, une usurpation de la propriété intellectuelle des termes terrorisme et résistance. Certes, nous conviendrons ensemble puisqu'il faut appeler un chat un chat, que tout acte terroriste qui vise des civils innocents mérite son appellation. Nous conviendrons tout autant que l'acte de désespoir ne peut à la limite se justifier que s'il cible vraiment l'auteur du désespoir, en l'occurrence l'occupant avec ses instruments de coercition et de répression.

Première conclusion donc et notre réprobation unanime des attentats du 11 septembre en procède, quand la victime est civile, l'acte est nécessairement terroriste. Mais entendons-nous. Il ne saurait y avoir en la matière, de marque déposée liée au statut social, économique, religieux ou à l'accès médiatique. Il ne saurait y avoir de civil protégé et de civil disponible !

Deuxième conclusion : l'État terroriste est encore plus répréhensible que son homologue privé, soit-il individuel ou collectif. Avec ses attributs l'État a moins de droits à la terreur. Avec ses moyens l'État a moins besoin de la terreur. Il suffit pour avaliser cette thèse de se référer à tous les verdicts rendus par l'histoire contre la barbarie. Les juges de Nuremberg, comme la contestation qui a précédé, accompagne ou suivi les guerres d'Algérie et du Vietnam en témoignent encore ; les stalags, les tortures et le napalm d'hier n'ont rien à envier aux raids d'hélicoptères, au rasage de camps de réfugiés aux rafles massives, aux assassinats programmés et ciblés que subit le peuple palestinien. Aussi si la cause ne justifie nullement les moyens, les moyens eux, ne se justifient point par l'identité de ceux qui les emploient. Tous les civils doivent être épargnés, tous les auteurs doivent être dénoncés.

Il est vrai que pour expliquer les dérapages actuels, les politiques de deux poids et deux mesures, les jugements de cour qui font de vous, selon que vous êtes puissant ou misérable à l'échelle graduée des nations, un terroriste ou un résistant, mes interlocuteurs américains évoquent leur propre traumatisme du 11 septembre. Pour eux, c'est le jour où la planète a vacillé, où l'apocalypse s'est produite où le monde ancien a disparu. C'est le jour du *Djihad* américain, des vérités interdites, du rêve brisé, de la guerre des Bush, des dollars de la terreur. C'est le jour de la nouvelle croisade, le jour où s'est accomplie la diabolisation de l'Islam, affligée d'une maladie héréditaire, l'intégrisme.

[32]

Il faudra certes, un certain temps pour que ce retour à une conflictualité radicale et sans détours qui est la fille du 11 septembre mais aussi la face obscure et violente de la mondialisation s'apaise. Pour qu'à Washington, on puisse de nouveau faire la part des choses, exerce sans lequel les États-Unis continueront de s'enfoncer dans une logique créatrice de guerres, prédatrice de droits et surtout génératrice de chocs entre les peuples, les religions et les civilisations.

Entre-temps quid de la résistance, du droit des peuples à l'autodétermination, du respect des résolutions de l'ONU, de la Charte des droits de l'homme. Comment réhabiliter, non seulement les principes fondamentaux de justice et d'équité mais aussi le droit élémentaire à

la lutte pour les faire prévaloir. Il en est ainsi pour le Liban, dont les résistants furent d'abord et essentiellement de gauche avant d'être principalement issus de la mouvance islamiste. Celle-ci aura eu le privilège et l'avantage d'enregistrer, sur le terrain, la première victoire contre Israël et d'obtenir le premier, et le seul, retrait sans condition aucune, d'un territoire arabe occupé. Le secret de cette victoire réside moins dans le coran que dans le fait que la résistance est née et s'est développée sur notre territoire, qu'elle a impliqué nos propres fils et qu'elle n'a ciblé que des objectifs militaires. Phénomène légitime que devait d'ailleurs reconnaître - et même couvrir - l'accord d'avril 1996 obtenu, sous l'égide franco-américaine, après le massacre de Qana.

Comme l'acte terroriste qui peut être celui d'un individu, d'un groupe ou d'un État, l'action de résistance peut être exercée par un État agressé, ou une population spoliée. Elle est autorisée par la Charte des Nations unies, pour ce qui en reste, certes, avec l'hégémonie unipolaire que nous vivons. Le Liban et la Syrie sont toujours des états résistants. Le Hezbollah est encore une force résistante potentielle. Ils le seront tant que tous nos territoires n'auront pas été libérés et que les Palestiniens réfugiés chez nous depuis des décennies n'auront pas obtenu leur droit au retour. Ce qui est mis en cause, aujourd'hui, c'est ce droit à la résistance et même celui de conserver à l'avenir un potentiel de résistance. La Résistance n'est plus, pour le moment un acte, elle n'est pas pratiquée dans la violence ; mais elle demeure une carte maîtresse du jeu politique. Pour nous en priver, l'État d'Israël dénature le passé et défigure le présent. Le Hezbollah n'est plus à ses yeux donc à ceux des Américains, qu'une organisation terroriste. Du coup, le Liban et la Syrie deviennent des pays complices ou accusés, pour le moins, de flirter avec le terrorisme.

[33]

Rapidement, cette confusion délibérée mène au racisme : la résistance, quand elle est arabe ou islamique, devient, sans autre forme de procès, terroriste ; même quand elle se limite au seul verbe elle est tout simplement vouée aux gémonies de l'antisémitisme. Il y a, et j'y reviens, faux et usage de faux contre lesquels, jusqu'ici, rien n'y fait : pas plus le refus de signer un traité de non-prolifération des armes

nucléaires alors que ceux qui n'en ont ni les moyens ni même l'ambition passent pour détenteurs d'armes de destruction massive que le déni systématique et chronique des résolutions internationales : ici on détruit les maisons, on arrache les oliviers, on construit un nouveau mur de la honte ; là on construit des colonies, on puise l'eau des autres, on remplace le natif de Hébron par l'immigré de Cracovie. Le droit au retour change de substance selon l'horizon où il s'applique.

Voilà où nous en sommes, à l'heure où au-delà du dialogue indispensable des cultures, et au détriment de la nécessaire résolution des conflits, qui sont au cœur de notre propos ce matin à Beyrouth, les considérations de sécurité sont invoquées pour réprimer toute velléité de résistance, voire même de contestation. Et je reviens aux exemples de notre quotidien : il y a quelque chose d'irraisonnable, pour ne pas dire de diabolique, dans ce refus de donner à l'autorité palestinienne les instruments de la sécurité que l'on exige d'elle ; que dire, aussi, de la perverse logique qui a mené à invoquer des armes imaginaires pour justifier la destruction de l'Irak et qui conduit désormais à menacer l'Iran et le Pakistan, détenteurs virtuels ou réels d'une bombe atomique musulmane ? De la discrimination à l'égard d'un passager basané, jusqu'à la doctrine appliquée de la guerre préventive justifiée envers tout et contre tous, la prédominance du sécuritaire sur le droit s'impose sur la scène internationale avec pour seul préposé les États-Unis et pour principal auxiliaire Israël.

Ainsi la similitude des objectifs est souvent battue en brèche par la disparité des moyens. Ce chassé-croisé des interprétations porte le plus grand des torts aux vrais résistants privés de légitimité par les pratiquants de la terreur. Funeste cycle qui permet à la terreur de s'installer aux commandes des états et de devenir un véritable style de gouvernement, une robuste doctrine politique, une nouvelle architecture de combat. Le crime de guerre figure dès lors au cursus des académies militaires, avec pour travaux pratiques la répression réelle sur terrain réel. Un pays tout entier, en l'occurrence la Palestine est transformé en camp de concentration avec murailles, miradors, privations alimentaires [34] ou sanitaires, représailles aveugles, punitions collectives, liquidations ciblées ou globales.

L'ambivalence terrorisme-résistance devient ainsi une arme que détiennent et qu'utilisent les maîtres du désordre à l'échelle locale, régionale ou mondiale. Par la dangerosité des espaces qui englobent désormais les grandes métropoles du monde, par la gravité du malheur provoqué, par l'imprévisibilité de l'acte qui transgresse dans sa nature, son timing, et son objectif tous les interdits, est née une psychose de la sécurité, syndrome des nouvelles sociétés. L'avalanche d'images qui engloutit nos regards et emporte notre discernement est à l'origine des réactions sécuritaires qui n'épargnent aucun pays, aucune population, aucun électeur. La cruauté des Arabes afghans en Algérie, la chronicité du terrorisme des narcotrafiquants colombien, les excès d'un Abou Sayyaf aux Philippines apportent de l'eau au moulin des politiques de terreur que pratiquent les occupants sur les territoires des autres ou même les dictateurs sur leurs propres peuples.

La scène mondiale s'en trouve bouleversée, à telle enseigne que les pourfendeurs de la terreur n'hésitent pas à la pratiquer eux-mêmes. Des peuples entiers, des religions entières sont, de ce fait, pris dans le collimateur de certaines puissances ou de certains cercles de la nouvelle droite américaine.

Dans ce paysage, la démocratie menacée par AI Qaïda a bon dos. Le premier ministre malaisien est invité à ravalier ses propos, avant que les foudres n'atteignent, on se demande pourquoi, M. Jacques Chirac.

Par contre Washington manifestera une tolérance complice envers les déclarations de Richard Perle, faites la semaine dernière à Jérusalem. « Frapper la Syrie ? Il fallait s'y prendre plus tôt. Chasser ou tuer Arafat ? Une chirurgie à proposer à deux options. Faire éclater ce qui reste de l'État irakien ? Ah la bonne nouvelle ! » Et si par mégarde, les régimes arabes alliés de l'Amérique manifestent quelque signe de réprobation ou de nervosité, les plaies de leur système politique et social, longtemps tolérées et entretenues, leur sont vertement rappelées.

La sécurité avant le droit : inutile d'invoquer la sécurité contre le droit, la sécurité avec le droit, la sécurité basée sur le droit, la sécurité consolidée par le droit, aucune place à la nuance n'est tolérée, aucune marge n'est laissée à un contrat international d'éthique qui sous-

tendrait un dispositif planétaire dont la sécurité, certes, mais aussi la justice seraient les piliers fondamentaux.

[35]

À partir de là, ne reprochez pas à mon propos de s'achever sur une note pessimiste. Je m'empêcherai avec certains de faire l'apologie aveugle de la victime suicidaire. Ce culte-là détruira, à la longue, notre image de dépossédés luttant pour leurs droits au profit des spoliateurs luttant pour préserver un bien mal acquis et injustement conservé. Est-on parvenu à la logique de Bernard Henri Lévy qui, dans ses réflexions sur la guerre disait que c'en est fini des guerres ou l'on savait, quand on mourait pourquoi on le faisait. Dans son récent ouvrage *Proche Orient, psychanalyse d'un conflit*, le philosophe Daniel Sibony éppluche l'origine, la texture et les retombées du déchirement que vit notre région. Mais en puisant dans les textes des repères symboliques, en évoquant l'intrication de deux fantasmes fondamentaux arabe et juif, il récuse le pouvoir des instances internationales à régler le conflit, voire même à en apaiser les aspérités meurtrières. Or, depuis le Sommet arabe de Beyrouth, le message est clair : tous les territoires occupés contre toute la paix avec ses nécessaires annexes sécuritaires et économiques. Tant que cette équation n'est pas retenue, toutes les feuilles de route feront fausse route, tombant sous les coups conjugués du terrorisme des États ou des particuliers. Les appels à la résistance et les soucis de sécurité continueront à s'affronter, empêchant notre mémoire de se remettre à jour. La conférence internationale qui nous réunit aujourd'hui devait se tenir il y a six mois. La guerre l'a retardée sans rien changer au paysage ou au climat qui nous entoure. Cette guerre est-elle vraiment finie, voire même suspendue ? Bien au contraire, elle est passée à une vitesse supérieure tout en empruntant de nouvelles voies. De plus, le fondamentalisme est désormais vivace et menaçant tant en Islam que chez les juifs sionistes ou les nouveaux chrétiens intégristes. Samuel Huntington, si souvent réexhumé n'a pas encore repris, avec son opuscule, les sentiers de l'oubli. Bien au contraire. The « *West versus the rest* » reste d'actualité chez ceux qui brassent à leur guise les notions de terrorisme, de résistance et de sécurité pour réécrire des définitions qu'ils mettent, fort habilement, au service des satanisations voulues.

Chers amis,

Vous êtes réunis dans une capitale, parfois secouée par des bangs supersoniques, régulièrement menacée de représailles, et qui a vécu en vingt ans de nombreux sièges, des pilonnages, des prises d'otages et des exécutions sommaires qui ont trop souvent fait la une des médias. [36] Plus que Bagdad, Kaboul ou Sarajevo, cette ville témoin peut verser au dossier du terrorisme et de la résistance les véritables pièces à conviction. Celles avec lesquelles nous pourrons construire ensemble un vibrant plaidoyer pour une justice dégagée de sa gangue raciste, libérée de ses jeux de mots et enfin capable de remettre les pendules de la paix à l'heure de la vérité.

[37]

"LES INÉGALITÉS DE L'ORDRE INTERNATIONAL." ¹

Christian PHILIP

54 ans, Professeur agrégé des Facultés de droit, Professeur à l'Université Lyon III (directeur du Centre d'études européennes), Député du Rhône, Président de Lyon Parc Auto, Président d'honneur de France-Québec, Premier Vice-Président du GART (Groupement des autorités responsables de transport), Président de CODATU (Association internationale pour la promotion des transports publics). Président d'Avenir transports. Il a été Président d'université au Mans (1978-1982), Directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale (1986-1989), Recteur des Académies de Reims (1989-1992) puis Clermont Ferrand (1992-1993), Directeur de cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (1993-1995), Premier Adjoint de M. Raymond Barre (1995-2001), Maire du 3e arrondissement de Lyon (2001-2002). Il est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

[Retour à la table des matières](#)

La Charte de l'ONU proclame à l'article 2, premier alinéa, que « l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres ». Cette égalité de droits et devoirs entre les États est sans doute le principe premier qui constitue le droit international

¹ Cette intervention ne se veut pas une contribution scientifique exhaustive mais l'énoncé de quelques réflexions pour introduire un débat.

public. Reconnue par les traités dits de Westphalie en octobre 1648 qui mettent fin à la guerre de Trente Ans, l'égalité des États a été depuis considérée comme le fondement des relations internationales et ce principe réaffirmé dans de nombreux traités.

Or, chacun le constate tous les jours, l'ordre international apparaît davantage caractérisé par les inégalités que par cette règle cardinale de l'égalité souveraine. Grandes puissances et petits États, États riches et pays pauvres, États disposant de forces armées opérationnelles et ceux incapables de se défendre seuls en cas d'attaque... Il est aisé de multiplier les exemples d'inégalités ! Qui va croire que les États-Unis, la France, le Liban... où les Îles Maldives sont des États dont la situation les uns par rapport aux autres répond à la notion d'égalité souveraine !

[38]

Le principe juridique n'est pas remis en cause mais la pratique montre que cette égalité consacrée est factice, purement déclaratoire. Nous constaterons d'abord que l'ordre international (mais comment pourrait-il en être autrement ?) est en effet un ordre inégalitaire avant de nous demander quelles évolutions se dessinent en ce début du XXI^e siècle. Ces évolutions, quelles peuvent en être les conséquences, à quelles conditions ces inégalités (s'il est toujours possible de parler d'inégalités) peuvent-elles être assumées sans mettre en cause la paix, le développement et la démocratie, vers quel ordre international nous nous dirigeons. Au mot « inégalités », ne faut-il pas substituer celui de « multipolarité » ?

Des inégalités évidentes

Elles sont faciles à recenser et à commenter même si, c'est vrai, l'égalité proclamée a des effets juridiques qui perdurent, mais des effets juridiques comportant de plus en plus d'exceptions. Oui le principe, un État = une voix, est toujours la règle dans les conférences internationales et l'unanimité souvent requise mais on n'a cessé de mettre en place des mécanismes permettant, vu l'accroissement continu

du nombre des États, d'éviter la paralysie qui résulterait d'un principe d'égalité strictement mis en œuvre. Oui, le principe selon lequel un texte fait également foi dans la langue de chaque pays subsiste, mais chacun sait que l'anglais est aussi le plus souvent utilisé. Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples...

Surtout, les inégalités conduisent à un partage de l'influence dans la société internationale qui, d'évidence, ne permet pas de donner vraiment corps à l'égalité souveraine proclamée par la Charte de l'ONU. Certes cette constatation n'est pas nouvelle et toute l'Histoire de l'Humanité est marquée par des États dominants. Mais, il serait utopique de croire que le nombre d'États nouveaux reconnus au XXe siècle et l'institutionnalisation de l'ordre international auraient réellement modifié cet état de fait.

Il y a des « grands » et des « petits » États et tous n'ont pas un poids équivalent. L'ordre juridique international le reconnaît dans la structure et les règles de fonctionnement des organisations internationales.

« Grands » et « petits » États

La distinction entre « grands » et « petits » États n'est pas toujours simple car elle ne repose pas sur les seuls critères de la superficie du [39] territoire, de la population ou du produit intérieur brut. Nous essayerons d'abord de distinguer les éléments qui permettent à un État d'avoir aujourd'hui une influence internationale particulière puis de constater la traduction dans les faits de la prééminence de certains États.

Les éléments constitutifs de l'inégalité entre États

Ils sont au minimum de trois, à savoir la force militaire, critère le plus classique, le niveau de développement économique, critère qui s'est imposé dans la seconde moitié du XXe siècle, et ce que j'appellerai la volonté politique car dans certaines conditions des États parviennent à imposer une influence.

La force militaire. À l'évidence, disposer d'une force militaire supérieure à celle des autres États a toujours été le facteur prééminent expliquant la puissance d'un État. Aujourd'hui, on considérera que les États possédant l'arme nucléaire (et capables de s'en servir, c'est-à-dire sachant construire des missiles crédibles) constituent un « club » d'États à même de jouer un rôle particulier au plan international malgré l'interdiction du recours à la force édictée par la Charte des Nations Unies. Les États dont on pourrait penser, toujours malgré le droit international, qu'ils ont su développer des armes bactériologiques ou chimiques sont également dans cette situation. Même si le niveau militaire atteint ne permet pas de sortir vainqueur d'un conflit, pouvoir frapper l'adversaire d'une manière sensible est à la fois un facteur de dissuasion qui conduit à se faire respecter mais aussi un facteur de puissance si une agression de la part de cet État paraît possible. De même pouvoir assurer un autre État de sa volonté de lui porter assistance en cas d'agression permet d'avoir sur cet État une influence.

Le niveau de développement économique. Là aussi, personne ne contestera que les pays les plus riches ont un rôle international spécifique. Il est vrai que le droit international a reconnu la nécessité d'appliquer aux pays dits en voie de développement des règles particulières, la non-application du principe de réciprocité et un traitement préférentiel sur le plan commercial par exemple, mais on sait que ceci reste d'une portée limitée et ne porte pas atteinte aux moyens de pression considérables dont disposent les États les plus développés. Il n'est nul besoin d'en donner des exemples !

[40]

La volonté politique. Un « grand » État, c'est un État qui le veut. La Chine, pays le plus peuplé dans le monde, a été longtemps absente au niveau universel parce qu'elle n'estimait pas nécessaire de jouer un rôle de puissance internationale, privilégiant sa révolution interne. Au contraire, certains États ont pu, à tel ou tel moment, acquérir une influence parce qu'ils ont voulu et su se positionner sur une position, souvent autour d'un leader charismatique (L'Indonésie avec Suharto ou l'Égypte avec Nasser au début du mouvement des pays non alignés ; malheureusement, la Libye ou l'Irak plus récemment ...), ou sur une spécificité (exemple des grandes puissances maritimes - au sens du nombre des pavillons - que sont le Panama ou le Liberia).

La traduction dans les faits de l'inégalité entre États

Elle se manifeste clairement dans les traités constitutifs des organisations internationales, dans la reconnaissance de régimes différenciés, dans la constitution d'une forme de directoire des grands États.

L'inégalité au sein des organisations internationales. La plupart des organisations internationales ont mis en place une structure prévoyant un organe plénier où tous les États membres sont représentés et où l'on statue, sauf exception, à l'unanimité et un organe restreint où par définition seuls certains États sont membres et qui peut avoir un rôle réel. L'exemple type, c'est le Conseil de sécurité de l'ONU avec, on le sait, cinq membres permanents disposant d'un droit de veto et sur le plan du maintien de la paix de vraies compétences même si elles sont difficiles à exercer.

Il est aussi possible de noter que le vote à la majorité trouve assez souvent sa place, même si ce n'est pas le cas partout, même si les décisions les plus importantes requièrent, sauf exception, l'unanimité, même si un État minoritaire n'est pas toujours lié par la résolution votée à la majorité. Dans certaines organisations internationales, tous les États ne disposent pas d'une voix mais d'une influence plus ou

moins différenciée selon leur poids économique (exemple du FMI) ou d'un équilibre démographie - PIB (cas de l'Union européenne même si l'exemple est particulier du fait de la nature juridique spécifique de l'Union).

La reconnaissance de régimes différenciés. Des situations différentes d'un État à un autre peuvent conduire à la reconnaissance de droits et [41] obligations différenciés au regard de certains instruments du droit international. Tel est le cas entre États industrialisés et pays en voie de développement. Même si ces derniers trouvent à juste raison que cette différenciation n'est pas suffisante, chacun a compris que l'égalité souveraine pouvait être la meilleure source d'inégalités importantes comme durables, et admet un certain degré d'inégalités fondé sur des situations qui ne sont pas les mêmes.

La constitution d'une forme de directoire des grands États. Je pense bien évidemment ici au G7 devenu le G8 avec la participation désormais reconnue de la Russie. Même si le nombre d'États participants peut encore évoluer, il y a là incontestablement l'expression voulue par certains États de régler entre eux certaines questions, d'avoir une coordination et une coopération qui leur soient propres. Même si des mouvements dits anti-mondialistes contestent cette prééminence, il est clair que chacun reconnaît l'influence de ces réunions à quelques-uns, surtout au niveau des Chefs d'États ou de Gouvernement.

L'ordre international est-il donc devenu un ordre inégalitaire ? Oui, mais en même temps, la société internationale évolue très vite et il est possible de se demander s'il ne faudra pas demain utiliser un autre terme, à « inégalitaire » substituer celui de « multipolaire ». Prenons conscience des évolutions en cours et demandons-nous quelles peuvent en être les conséquences.

Des inégalités au multipolaire ?

Même si nous n'en avons peut-être pas encore vraiment conscience, les inégalités que nous venons de constater, inégalités qui ont caractérisé la seconde moitié du XXe siècle et qui produisent encore leurs

effets, sont sans doute déjà un phénomène en voie de profonde modification et, même si je prends certains risques en le pronostiquant, ne traduiront bientôt plus l'ordre international qui s'ébauche progressivement. Nous soulignerons d'abord les évolutions en cours avant de chercher à en mesurer les conséquences.

Les évolutions en cours

La société internationale semble d'abord marquée par la prééminence d'un État, les États-Unis. Cette inégalité fondamentale est une évidence. Mais dans le même temps, nous assistons à la constitution de [42] groupements d'États qui peuvent acquérir une certaine influence, au moins dans certaines régions du monde ou dans certains domaines. Nous voyons aussi des États qui peuvent seuls se donner les moyens d'une place particulière dans l'ordre international. Voilà pourquoi le terme de monde multipolaire pourrait très vite être plus approprié.

La prééminence des États-Unis. L'actualité montre à l'évidence qu'elle existe ! Depuis l'implosion de l'URSS, les États-Unis sont la seule superpuissance mondiale et la politique actuelle de Georges BUSH accentue encore ce constat. Quel plus bel exemple d'inégalité dans l'ordre international !

Cette prééminence s'appuie, chacun le sait, sur le poids économique des États-Unis, sur une monnaie - le dollar - devenue la monnaie internationale de référence, sur son avance dans le domaine des nouvelles technologies mais surtout sur sa force militaire appuyée sur un effort budgétaire sans égal par d'autres États (qui plus est continu depuis un demi-siècle).

Cette prééminence, nous pouvons encore en trouver des manifestations dans la structure même de certaines organisations internationales. On peut citer le FMI où le système de vote donne un droit de veto aux seuls États-Unis et où ceux-ci, comme à la BIRD, ont dans les postes de responsabilité des places éminentes. On peut aussi citer l'OTAN où tous les postes de commandement importants ont toujours été tenus par des officiers américains. Cette prééminence est accrue

par le poids des entreprises américaines et leur prépondérance dans la mondialisation de l'économie.

L'affirmation progressive de groupements d'États. Comment ne pas penser d'abord à l'Union européenne, quelles que soient ses divisions mises au grand jour par le conflit irakien ? Même si nous restons éloignés d'une politique étrangère et de sécurité commune, il n'y a pas de doute que l'Union européenne, parce qu'union économique et monétaire de plus en plus réelle, a acquis une place propre dans les relations économiques internationales. Parce que la politique commerciale est de compétence communautaire, l'Union européenne parle d'une seule voix à l'OMC. Elle a adhéré en tant que telle à plusieurs traités internationaux ou organisations intergouvernementales.

Peut-on aussi évoquer l'Organisation internationale de la Francophonie ou les Sommets France Afrique ? La constitution de l'Union africaine n'est-elle pas une reconnaissance de cette possibilité, si ces États [43] parvenaient ensemble à leurs objectifs, d'acquérir une influence à laquelle aucun d'entre eux ne peut seul prétendre ? Citons aussi les groupements d'États qui se développent ou qui sont en voie de constitution dans la plupart des continents (du Mercosur à la CE-DEAO)...

Le rôle propre de certains États. Des États, pour des raisons diverses, ont une place particulière dans la Société internationale. On citera, par exemple, la Chine du fait de son poids démographique et maintenant de son développement économique présent et surtout à venir, l'Inde pour les mêmes raisons même si à un degré moindre que la Chine. On citera, malheureusement, l'Iran, la Corée du Nord parce que pouvant apparaître comme menaçant la paix. On citera encore des États qui acquièrent au moins pendant une période donnée, une influence propre du fait de la personnalité du Chef de l'État (hier l'Égypte de Nasser, l'Indonésie de Suharto, l'Afrique du Sud de Mandela ; aujourd'hui encore Cuba avec Castro, la Libye avec Kadhafi ; demain le Brésil de Lula ...).

De l'inégalité au multipolaire

À l'heure de la pax americana cette affirmation peut surprendre et être contestée. Rien ne permet de garantir que la prééminence des États-Unis ne puisse être la caractéristique première de l'ordre international pendant plusieurs années. Cependant, quitte à être critiqué et demain contredit par la prochaine décennie, je crois que l'ordre international va vers le multipolaire. Et ce monde multipolaire, sans bien entendu exclure toute inégalité, conduira à un partage des influences entre davantage d'acteurs, d'où des conséquences dont il faut prendre conscience car elles ne seront pas nécessairement toutes positives.

L'affirmation du multipolaire. Comme l'a peut-être montré l'attitude de la France dans l'affaire irakienne, la toute puissance américaine appellera inévitablement des stratégies de certains qui s'efforceront d'exister à côté des États-Unis, et d'abord en s'opposant à leur politique de domination directe ou indirecte.

Je suis un Européen convaincu qui reste persuadé, malgré ce que l'on vient de vivre, que l'Europe va s'affirmer comme un acteur propre. Certes, cela prendra du temps et se fera par étapes, mais cela viendra. Cette Europe puissance, comme l'on dit, ne sera sans doute pas à 25 mais résultera de la constitution d'une avant-garde (la France et [44] l'Allemagne, les six pays fondateurs plus, malgré la position d'Aznar aujourd'hui, l'Espagne et sans doute la Pologne, là aussi malgré son attitude atlantiste présente ?).

Je crois aussi que d'autres groupements d'États sur une base régionale s'affirmeront, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud.

Je crois que le combat de la diversité culturelle n'est pas perdu d'avance et qu'il aura des effets de type multipolaire.

Certes, rien n'est acquis et beaucoup ne croient pas à cette évolution comme la Chine qui au regard de sa priorité pour son développement économique ne veut pas d'une tension avec les États-Unis.

Les conséquences de la multipolarité. L'inégalité ne disparaîtra pas. 200 États et une égale souveraineté, c'est réservé à l'affirmation de principe de la Charte de l'ONU ! Mais il y aurait différents degrés dans l'inégalité, beaucoup plus qu'aujourd'hui. De cette multipolarité, de ce partage des influences, peut naître une meilleure concertation, une organisation de l'ordre international plus structurée, une plus grande prise en considération des pays en voie de développement. Telle est la position défendue par la France comme le démontrent plusieurs interventions du Président de la République et du Ministre des Affaires étrangères, la volonté de la France de faire jouer à l'ONU un rôle central... Mais Janus a toujours deux faces et l'on peut aussi craindre que la multipolarité ne favorise les conflits et rende plus difficile leur solution du fait d'interventions diverses et du jeu des appuis de telle ou telle puissance... Les inégalités sont sources de frustrations et conduisent inévitablement à des remises en cause de l'ordre où ces inégalités se manifestent. Les inégalités peuvent cependant favoriser les solutions puisque l'accord de quelques-uns permet parfois d'imposer un point de vue. Je ne crois pas que cela soit suffisant pour défendre une théorie de l'inégalité, mais encore faut-il en avoir conscience. La multipolarité sera un ordre international plus complexe, peut être plus dangereux (comme l'explique Tony Blair pour s'opposer aux positions défendues par la France). Mais nous devons apprendre à maîtriser la multipolarité d'abord parce qu'à mon sens, je confirme, cette évolution est inévitable, ensuite parce qu'elle est souhaitable. La diversité est toujours plus riche que l'uniformité... Dans ces conditions, la notion d'équilibre est la seule pouvant permettre aux inévitables inégalités de ne pas produire trop d'effets pervers et l'équilibre passe par la multipolarité...

[45]

"MONDIALISATION ET CONFLITS IDENTITAIRES."

Joseph MAÏLA

Joseph Maïla est né à Beyrouth, Liban. Doyen de la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut Catholique de Paris. Docteur en Philosophie, Docteur en Sciences sociales, il est Lauréat de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été Vice-Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Professeur de sociologie et de philosophie politiques, il dirige le Master de « Sociologie des conflits » à la Faculté des sciences sociales et économiques. Il est aussi le directeur du Centre de recherche sur la paix (CRP) de l'Institut Catholique de Paris et le directeur de l'Institut de formation à la médiation et à la négociation (IFOMENE), partenaire en particulier du Barreau de Paris. Il est membre des Comités de rédaction des revues *Esprit* et *Études*.

Spécialiste des questions du monde arabe et de l'islam, Joseph Maïla a publié notamment une étude sur l'Accord de Taëf (Oxford, 1991). Son dernier ouvrage écrit avec Mohammed Arkoun, *De Manhattan à Bagdad. Au-delà du Bien et du Mal*, est paru en février 2003, à Paris, chez Desclée de Brouwer.

[Retour à la table des matières](#)

Traiter des conflits identitaires à l'âge de la mondialisation, c'est d'emblée se saisir de phénomènes se déroulant, en apparence au moins, à contre-courant de l'histoire dominante. En effet, alors que les frontières perdent leur caractère de barrière, que la globalisation économique rapproche et lie les espaces, que nombre d'États, en Europe notamment, réaménagent leur territoire au sein d'une unité supranatio-

nale, que les emprunts culturels et les mixités se nouent, les conflits identitaires donnent à voir des sociétés arc-boutées sur la défense de leur spécificité, soucieuses de préserver des traits distincts, forcés jusqu'aux limites du mythe et de l'imaginaire ethnique. Ces retours à l'archaïque, au grégaire, et cet arrêt crispé sur des traditions souvent inventées en vue de mobilisations proprement politiques sont dissonnants : ils s'inscrivent comme dans le cours d'une temporalité inversée. Les incompréhensions qu'ils rencontrent dans l'opinion publique internationale tendent à souligner quelque chose de leur caractère suranné et de leur désuétude. De fait, sur le spectre très large des tensions contemporaines, les conflits identitaires se détachent, de fait, comme des cas à part, une catégorie distincte, des configurations dont les caractéristiques semblent défier [46] la dynamique du temps présent. Les séparatismes et les micro nationalismes de ségrégation qu'ils mettent en branle, la méfiance vis-à-vis de toute ouverture culturelle et le refus actif d'une différence qui pousse à la coexistence et aux accommodations consociatives sont le signe manifeste d'une incapacité à concevoir et impulser des dépassements supérieurs ; à penser, aussi, selon d'autres points de vue, la nécessité de passer à un nouvel âge de l'humanité.

Le conflit identitaire effraie autant qu'il étonne. Les radicalisations, les haines et les polarisations qui l'accompagnent introduisent à des passions politiques extrêmes, génératrices des plus grandes violences. L'enfermement des individus dans des statuts d'identité héritée les désigne plus comme des membres de groupes opposés et rivaux que comme des citoyens. Dans un tel contexte, où la citoyenneté est subordonnée au communautarisme des groupes, la communauté nationale a du mal à s'imposer. L'érosion de la citoyenneté au profit des marqueurs culturels de l'identité met les sociétés où coexistent plusieurs communautés en danger de voir l'attachement à l'ensemble national se déliter peu à peu. Les conflits identitaires sont près de naître lorsque les groupes ou les communautés, forts de leur autarcie symbolique et remplis de leurs certitudes historiques, commencent à sécréter des projets concurrents à ceux de la communauté nationale dans laquelle ils sont insérés. Dès lors, c'est à se substituer à l'idée nationale que ces groupes travaillent, désireux qu'ils sont de faire de la communauté des origines la seule communauté de destin. Le sang et le rang, la pa-

renté et le clan, la langue et la religion apparaissent alors comme les déterminations les plus fortes de la personnalité culturelle et comme des éléments exclusifs de l'identité des groupes. Tous ces aspects dus au hasard du lieu, aux aléas de la naissance, à la couleur de la peau, ou à la tradition religieuse acquièrent valeur d'héritage indélébile et se lestent de la pesanteur native des origines. Du Liban au Chiapas, du Timor oriental à la Côte d'Ivoire, de la Bosnie au Rwanda, de Chypre à l'Afghanistan, de la Sierra Leone au Caucase, ces liens qui lient les hommes entre eux et que les anthropologues nomment « primordiaux » deviennent autant de repères de l'identité et de catégories de classification. Ils constituent également des ferments d'opposition. Car, le plus souvent, l'institutionnalisation des groupes comme détenteurs originaires de pouvoir, la prise en compte des origines ethniques ou culturelles dans la nomenclature des fonctions politiques ou symboliques au sein de l'État, avivent, quand elles ne sont pas [47] contrebalancées par un sentiment fort de l'intérêt national, la lutte pour la compétition. La violence, toujours latente et souvent terrifiante, qui en résulte apparaît comme l'effet logique d'une tentation d'accaparer le pouvoir et de le garder le plus longtemps possible au sein du groupe. D'où le recours à la force la plus extrême lorsque la menace pointe et que l'avenir d'une collectivité humaine semble peu assuré. La peur s'installe en conseillère des communautés saisies par le doute. Dès ce moment, les appels à la haine, les enlèvements et les massacres scandent la triste réalité de la confrontation. Les meurtrissures symboliques et les exactions physiques sont érigées en protocoles de traitement de la différence. Cette violence perçue comme incompréhensible est décrétée folie, emportements irrationnels, renvoyant aux passions abyssales et à l'imaginaire débridé le plus obscur. Un questionnement inquiet se porte sur les racines d'un désordre qui paraît défier la raison et opposer le démenti le plus agressif à la très post-moderne mondialisation.

Dans ce court exposé, je voudrais répondre à trois questions. D'abord, comment expliciter les traits distinctifs de ces conflits et caractériser les orientations qui sont les leurs ? Ensuite, comment comprendre ces conflits et expliquer leur insertion dans la dynamique des rapports internationaux : que disent-ils de l'ordre du monde tel qu'il advient ou tel qu'il est déjà devenu ? Enfin, quelles sont les pistes

et les perspectives de dépassement de la violence qu'ouvre la réflexion sur les conflits identitaires ?

Sous le vocable de « conflits identitaires » se cache une variété très grande de conflictualités. On pourra y regrouper des mouvements de sécession territoriale, des protestations de minorités luttant pour la reconnaissance de leurs droits, la volonté de majorités ethniques d'imposer leur loi à un ensemble diversifié de populations, ou encore des revendications de réaménagement de l'ordre sociétal et politique en fonction de l'existence et de l'importance des communautés qui vivent sur un même territoire. Tous ces conflits supposent des sociétés de pluralisme communautaire entendu comme pluralisme linguistique, religieux ou à strictement parler ethnique. Dans ces conflits l'identité joue un rôle central. Elle est revendiquée comme enjeu, utilisée comme instrument et le plus souvent invoquée comme une fin suprême à protéger pour elle-même. Aucun de ces conflits n'est exempt de dimension à proprement parler politique, de lutte pour le pouvoir et de contrôle de l'autorité. Dans aucun n'est absente la lutte économique pour les biens et le partage des richesses. Mais dans tous, l'instrumentalisation de [48] l'identité apparaît comme un moyen de mobilisation politique. Le succès de cette instrumentalisation n'atteste pas pour autant, de manière définitive et comme sans appel, de la réalité d'un conflit qui ne serait qu'identitaire. Cette instrumentalisation réussie indique seulement dans les sociétés où elle advient que l'identité fait problème et, qu'à tort ou à raison, les groupes perçoivent leur existence et la dynamique de leur action collective dans le cadre de la défense d'une identité commune appréhendée comme un patrimoine et un bien, une tradition et un avenir.

Ainsi présentés, de manière très succincte, les conflits identitaires offrent du point de vue de leurs traits distinctifs, des éléments récurrents. Ce sont, d'abord, des conflits d'éclatement territorial ou conflits de topos. Le territoire y fait problème. La délimitation de la terre et le détachement du lieu en sont l'indice récurrent. Le territoire est, ici, le lieu du groupe, portion géographique à détacher d'un espace dominé par l'anonymat de la loi ou de la norme administrative. Car le lieu doit être ramené à l'identité qu'il est supposé manifester. Il est le lieu du groupe, entendu comme son « berceau », son point d'an-

crage, son domaine vital. Il est l'un des marqueurs de son identité, sans doute le plus immédiat, le plus visible, le mieux distingué et cerné, au moins par l'imaginaire qui s'y rattache. Il est sacralisé comme terre religieuse, qu'elle soit terre de la religion du groupe ou sanctuaire irrémédiablement lié aux mythes fondateurs de l'autochtonie et des paternités ancestrales, trop souvent fictives. C'est au nom de la « pureté » du topos que sont conduits les effroyables nettoyages ethniques de sinistre mémoire dont sont coutumières les luttes pour la prévalence des origines. Combats acharnés, incessants, jamais finis, toujours repoussés, pour qu'enfin l'identité rejoigne et recouvre la territorialité. Combats voués à l'échec, toutefois, par les résistances rencontrées qui accélèrent la fragmentation de l'ensemble territorial. L'état final d'émiettement des lieux contraste avec les transports émotionnels des commencements de guerre gonflés par les mythologies enfiévrées et quasi sacrales du territoire. Ce dernier se réduit le plus souvent comme une peau de chagrin. Les tenants des terres purifiées et nettoyées ne règnent, le plus souvent, à force de rectifications concédées et de terrain perdu, que sur un territoire ramené à un morne terroir et bientôt à un misérable terrier. Mais, là encore, le combat n'est jamais perdu pour des mythologies qui se nourrissent de défaites, vivent de revanches et continuent à nommer « territoires libérés » des enclaves, des quartiers, des places et, pour finir, des immeubles éventrés...

[49]

Les conflits identitaires sont, en second lieu, des luttes où s'exerce la volonté de voir triompher les valeurs du soi. Les idéaux du groupe, son histoire, ses coutumes et ses règles de vie, sont exaltés comme autant d'éléments constitutifs d'une autonomie culturelle sans interférence extérieure. Tout se passe comme si l'identité du groupe avait traversé, intacte, le temps, sans subir ni changement ni altération. Et tout continue de se dérouler comme si elle devait perdurer, sans changement ni altération. Cette volonté du « vivre entre soi » a quelque chose de tragique. Elle tend vers une impossible clôture ethnique, et s'enfonce dans un enfermement : carcéral d'identité défendu contre toute menace externe mais également contre toute remise en question interne. L'appartenance culturelle glorifiée, érigée en réf-

rent ultime, s'apparente à une tentative d'arrêter l'histoire. Ce qui paraît plus grave, cependant, est que la volonté de défendre son identité - objectif parfaitement légitime - puisse conduire à refuser le dialogue avec tout autre que soi. La fidélité à ses propres racines culturelles devrait pourtant rester ouverte à l'interaction avec d'autres que soi, surtout lorsque la coexistence, comme dans la plupart des tragédies ethniques, fait partie des spécificités culturelles d'identités qui se sont intimement et historiquement forgées au contact d'autres identités. Aucun échange n'est possible entre soi et les autres si le soi est en dialogue seulement avec lui-même.

L'absolutisation de l'identité constitue, en effet, un refus de coexistence. C'est là, la troisième caractéristique des conflits identitaires. Elle donne à voir un rejet de l'échange, une volonté d'éradiquer toute présence « étrangère ». Elle met en place des postures symboliques et des mesures effectives de marginalisation et d'élimination des populations indésirables. Les milices, ces figures emblématiques des guerres identitaires, surgissent précisément pour asséner toutes les raisons de s'opposer aux autres, à effacer toute trace de leur présence. Le plus désespérant dans ce refus de l'Autre est qu'à l'inverse des conflits idéologiques, les conflits identitaires s'ouvrent sur un type de violence qui désespère de l'homme. La volonté de changer l'homme, de le « rééduquer » n'existe même plus, serait-on tenté de dire, sans oublier la terrible terreur des « camps » de l'ère communiste. Dans les conflits identitaires, l'homme est réduit au statut de la pierre. Dans son identité, il se confond avec le lieu, dans lequel il vit. Il est compris dans l'espace avec lequel il se confond, et qui doit être « purifié ». Y compris de lui...

[50]

Arrivé à ce stade, quels ressorts explicatifs trouver à la résurgence de ce qui paraît se rapporter à l'atavique et à l'archaïque au début de l'âge de la mondialisation ? Justement en ne la comprenant pas comme un retour de l'archaïque ! Car les conflits identitaires sont des conflits modernes. Ils donnent plus à penser l'échec de la modernisation que la persistance de la tradition.

Au départ, il y a, en effet, et très certainement, l'échec de la modernité politique. La cristallisation du débat autour de l'identité signa-

le toujours qu'une intégration par le biais du politique a trouvé ses limites et que des enjeux économiques, de pouvoir ou régionaux, sont impossibles à accommoder dans le strict cadre du système politique. L'échec de la modernité politique indique que la loi ne régule plus la compétition ; que la régulation des débats ne passe plus par le débat, que la violence a supplanté la parole et que le combat s'apprête à remplacer l'État. Bref, que les institutions sont contestées au profit de communautés qui ne se reconnaissent plus en elles. On peut imputer cet échec, comme le fait une certaine école de sciences politiques, à la greffe de l'État qui, parce qu'il est étranger aux cultures autochtones de par sa culture d'origine, la culture occidentale, serait voué à un rejet programmé. Certes, le vingtième siècle est le siècle de l'acculturation à l'échelle mondiale dans lequel l'État s'impose, est imposé, à toutes les sociétés de la planète. Trois États sur quatre qui composent l'ONU ont émergé en moins de cinquante ans, laps de temps trop court pour doter la construction étatique de légitimité et de rationalité suffisantes. Ce serait, toutefois, méconnaître la complexité des modes de régulation qui peuvent se cacher dans la forme de l'État et nier la capacité des élites à pouvoir, par réformes et accords, adapter les structures de l'État aux réalités locales que de croire à l'automaticité de l'échec de l'État en dehors de sa sphère initiale d'émergence. Les États de nombre de pays en voie de développement, à populations différenciées, attestent *a contrario* du succès de la modernité étatique. En réalité, c'est l'échec de l'édification de la citoyenneté - même si cette dernière est complexe et multiculturelle - qui rend l'État précaire et le conflit possible. Quand, dans une société donnée, une identité politique commune ne parvient pas à prendre corps on peut s'attendre à ce qu'une politisation des identités particulières ouvre la voie à l'éclatement de l'État. Des identités de substitution viennent dans ce cas remplacer une identité citoyenne qui n'a pas réussi à être à la fois englobante et respectueuse du pluralisme communautaire, ethnique linguistique ou religieux. Quand être [51] Yougoslave ou Libanais ne veut plus rien dire, être Bosniaque, Croate ou Serbe, Druze, Sunnite ou Maronite veut tout dire. Et de ce point de vue, il y a, effectivement, revanche de la culture primordiale, celle de l'appartenance et des allégeances étroites sur la culture qu'on dira « construite » de la citoyenneté.

On peut, deuxièmement, dans l'explication des conflits identitaires, avancer l'idée que la généalogie segmentaire d'une tribu, la tradition d'une communauté, ou le passé d'une religion, tous largement revisités et travaillés par la perception du temps présent et la méfiance la plus grande vis-à-vis de la modernité, peuvent constituer un socle substantiel pour répondre aux recompositions du monde. Face au déficit de sens, le religieux et le mythique acquièrent une densité symbolique nouvelle. Tout se passe comme s'ils pouvaient devenir en temps de forte sécularisation une valeur englobante. Leur système d'explication devient système général du monde. Systèmes de croyance, ils deviennent aussi systèmes de vie sociale. Cette volonté de donner consistance à la communauté, de faire de la croyance un monde de règles, en somme, de faire monter la communauté, la *gemeinschaft* à l'ordre juridico-politique reste une tentation vivace dans l'imaginaire de peuples traumatisés par les violences de l'histoire. Proche de nous, l'islam connaît, en ce moment, plus fortement que toute autre religion cette tentation du renouvellement sur le mode du recommencement et de la répétition des origines. À la volonté de raviver le monde de la règle s'ajoute chez lui le rêve de renouer avec la grandeur d'une civilisation disparue. L'islam, mais aussi un certain judaïsme, parfois aussi un christianisme crispé, recourent à ce qu'on pourrait appeler un langage-monde qui puise dans le vocabulaire théologico-politique des éléments de structuration et de compréhension de la société et des relations entre les sociétés. L'illusion est de penser que des catégories qui ont composé dans un contexte et à des âges révolus des visions globales du monde peuvent être extraites et ravivées, réanimées presque, pour expliquer le monde d'aujourd'hui et permettre d'agir en son sein. Le danger, lui, est de s'enfermer dans un discours autiste, symboliquement sursignifiant, mais qui ne renvoie à rien d'autre qu'à lui-même. Ce discours qui n'embraye que sur des réalités imaginaires génère dans l'action un fanatisme source de peur et d'opposition pour les autres et marginalise l'existence du soi.

Pour expliquer l'exaltation identitaire il nous faut la penser, en dernier lieu, en relation avec la mondialisation. Disons-le d'emblée : la [52] mondialisation ne se présente pas comme un pôle négateur de la « résurgence » identitaire. Non pas que les conflits identitaires soient en adéquation de sens avec la mondialisation, puisque leur fermeture

est en contradiction avec l'ouverture qu'elle pointe. Mais que la mondialisation est un puissant adjuvant du conflit identitaire. Elle en crée les conditions, peut en hâter l'avènement ou en accélérer le déroulement. Dans un monde de plus en plus homogène, l'identité apparaît un refuge, une manière de s'opposer à une mondialisation qui avance sans savoir où elle va. À l'anonymat de notre monde, les conflits identitaires répondent par une « culturalisation » de la confrontation qui correspond à une exacerbation de la personnalité culturelle. Car, pour vivre dans le même espace les cultures ne vivent pas nécessairement dans le même temps. C'est de cette réalité déphasée que parlent les conflits identitaires. Ils nous disent que nous avons affaire dans le monde d'aujourd'hui à deux perceptions. L'une qui accepte plus volontiers le changement et l'intègre comme un élément de l'identité ; l'autre qui voit dans le mouvement comme une menace pour l'identité et la reçoit comme un facteur de bouleversement. À cette dualité d'appréhension des rythmes de la temporalité, la recomposition de l'ordre international est venue ajouter l'émergence d'une Puissance unique au discours dominateur, trop vite confondu avec un discours de l'Occident tout entier. L'affirmation de puissance, mâtinée d'un langage moralisateur servi par un interventionnisme alerte, a accrédité l'idée qu'un Occident revanchard et envahissant était en train d'imposer ses normes et ses choix à l'ensemble des peuples de la planète. Une mondialisation inégalitaire, qu'accompagne beaucoup d'arrogance et qui n'est pas exempte d'hégémonie ne peut que travailler à susciter les résistances culturelles et provoquer des antagonismes à caractère identitaire.

Dans ce paysage de perceptions inégales et de développement déphasé, quelles perspectives peuvent-elles être dessinées pour des relations plus apaisées ? Trois pistes s'ouvrent à nous pour faire des différences culturelles une source d'enrichissement mutuel et non un abcès de fixation de toutes les menaces.

La première piste nous invite à repenser le rôle de la démocratie en contexte de pluralisme culturel. Il faut, sans nul doute, nous accoutumer à penser la démocratie hors de la seule conception qui la ramène à l'égalité juridique des droits individuels, « façon Révolution française », et de celle qui la réduit à l'égalité des voix, « façon [53] West-

minster ». La démocratie n'est pas seulement « un homme, une voix » - elle est bien entendu aussi « un homme, une voix » - mais elle est surtout l'aménagement du pluralisme. Ce dernier ne concerne pas la seule représentation des opinions individuelles. Dans nombre de cas, dans les sociétés plures en particulier, les droits culturels ainsi que la prise en compte de l'existence des groupes au sein des institutions et dans les mécanismes de prise de décision, sont une nécessité qu'imposent l'équité et la paix civile. En attendant qu'une intégration fasse sens et fasse État, il est important que la démocratie prenne en charge, sous ses différents aspects, la spécificité culturelle des sociétés plures. Le risque subsiste dans ce cas de réduire l'appartenance à la société au seul critère d'appartenance à la communauté. Mais, en toutes circonstances, c'est le droit qui devrait rester le garant du fonctionnement d'une démocratie qui respecte et honore l'appartenance communautaire de ses membres. Aucune démocratie ne saurait impunément admettre qu'au nom des communautés particulières et de leurs intérêts, l'identité en vienne à faire oublier la citoyenneté. On n'en est pas quitte avec la démocratie communautaire une fois qu'on a constaté qu'elle a correctement assuré la représentation des communautés. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'État n'est pas seulement, dans certains cas, le garant ultime des droits culturels ou communautaires, ni leur serviteur, mais que sa vocation première est d'assurer la solidarité et l'intégration de tous ses membres.

La deuxième piste, mise en lumière par les conflits identitaires, a trait à la question de la diversité culturelle. Cette dernière n'est plus une question propre aux sociétés plures. Elle déborde à présent le cadre de l'État. Le processus de mondialisation tend à imposer, en même temps que ses techniques scientifiques et ses règles économiques, ses valeurs et sa langue. Par-delà les mixités culturelles souhaitables, les cultures les plus faibles auront de plus en plus mal à résister à l'impérialisme des langues et bientôt de la langue dominante. Or, il faut préserver la diversité des cultures comme un bien propre de l'humanité. Il faut aussi préserver la diversité culturelle au sein des États. La culture des États centralisateurs ne favorise pas une telle protection. L'absence de culture démocratique va aussi, à sa manière, dans le même sens en combattant la diversité culturelle comme une manifestation de la liberté. Ainsi, pour son malheur, le monde arabe

cumule ces deux obstacles du centralisme culturel et de l'absence de culture démocratique. Proche de lui, l'Union européenne donne l'exemple contraire. Partie d'une [54] relative diversité culturelle et d'une évidente diversité linguistique, elle se constitue progressivement en communauté respectueuse des différences. Le monde arabe, lui, composé d'États partageant, avec les nuances qui certes s'imposent, une réelle unité culturelle et une véritable unité linguistique se montre incapable d'accéder à une communauté d'États susceptible d'aménager l'espace démocratique de leurs diversités. Il est vrai que la diversité culturelle, qu'elle soit très large ou relativement restreinte, présente cette caractéristique d'être toujours « inquiétante ». Sigmund Freud évoquait le « narcissisme de la petite différence », qui exagère les traits de distinction, de singularité et d'opposition lorsque des rapprochements sont à l'œuvre. Il y a comme une « inquiétante étrangeté » (Unheimlichkeit), pour reprendre là aussi une parole du fondateur de la psychanalyse, qui s'attache à ce qui est le plus proche. La distance inquiète autant que la proximité. En cela, un phénomène même localisé comme la guerre libanaise est aussi instructif que celui des effets induits sur les cultures par la mondialisation. Dans la diversité culturelle, il y a tous les risques de la guerre. Mais également toutes les chances de la paix. À nous de savoir la gérer.

La recherche de la paix, que soulève naturellement tout conflit, est une troisième et dernière piste pour penser à la fois les sorties de crise et les conditions d'établissement d'un état durable de stabilité. La paix est le mot qui connote la fin des conflits, leur terme et achèvement. C'est aussi celui qui indique la fin, le but, visée par et à travers la coexistence des peuples et le dialogue des cultures. Or, de nos jours, de grands doutes sont émis sur l'idée d'une paix qui naîtrait du pluralisme des cultures. Cette question nous revient, formulée à frais nouveaux, à partir de thèses radicales portant sur une probable confrontation des cultures. La proposition que l'on veut nous faire admettre est que la diversité induit le choc des civilisations ; que la pluralité des cultures conduit à leur affrontement. En somme une version planétaire de la formule sartrienne : « l'enfer c'est les autres » !

Quelque provocatrice ou choquante qu'elle soit, il nous faut prendre au sérieux cette assertion, présentée comme un constat par ceux

qui se veulent réalistes et sous forme de prophétie par les plus alarmistes. Elle cache à défaut d'une invérifiable certitude un réel défi. À la vérité, si nous laissons le monde se développer selon les anfractuosités qui sont les siennes, nous ne pourrions pas nous étonner des radicalisations qui en résulteraient. L'opposition entre l'Occident et le reste du monde ne serait plus un slogan de mobilisation pour tiers-mondistes attardés. [55] « *The West and the rest* » : nous y sommes presque, avec toutes les maladresses accumulées et les méconnaissances partagées, portées par la superbe des uns ou le ressentiment des autres. À quoi il faut ajouter cette chance ratée d'offrir une réponse d'humanité et d'intelligence à la tragique barbarie de l'attentat du 11 septembre. Peu importe, à ce stade, le partage des responsabilités exclusives si facilement mises en avant de nos jours. Après tout, les bréviaires de la haine s'écrivent dans la clandestinité des officines terroristes aussi bien que dans les atmosphères feutrées des cercles d'idéologues. Néanmoins, pour être plus précis et aller au cœur de l'enjeu, la thèse du « choc des civilisations » et de leurs cultures pose une question redoutable qui pourrait s'énoncer de la manière suivante : peut-on concevoir aujourd'hui un monde qui soit pluriel et en même temps pacifique ? Devant cette question, nier la possibilité d'un « choc des civilisations » ou prédire de manière péremptoire qu'il n'aura pas lieu n'est pas suffisant pour l'exorciser et l'écarter. La possibilité subsistera qu'il puisse advenir si nous ne relevons pas le défi posé, à savoir : comment faire de nos identités des passerelles plutôt que des frontières ? Comment vivre notre identité comme un passage vers d'autres identités ? Car, à quoi bon des identités qui ne serviraient qu'à nous définir nous-mêmes dans un monde où nous ne sommes pas seuls ?

Questions redoutables auxquelles des réponses simples sont impossibles à apporter. La leçon que l'on peut tirer des conflits identitaires montre que vient le temps où, lassés de se battre et de mener une existence précaire, les hommes sont poussés vers des compromis raisonnables qui sauvegardent leur existence et préservent les chances de la vie en commun. Des aménagements sont alors possibles pour qu'à défaut d'une paix perpétuelle, le respect des droits, la reconnaissance des différences et des procédures de représentation garantissent une participation de tous à la gestion du Bien commun. Les réconciliations

qui en résultent, parfois, restent toutefois fragiles si elles ne s'accompagnent pas de la conviction qu'il y a dans la vie en commun un partage plus grand que dans la vie entre soi, et qu'une identité qui se construit avec d'autres vaut mieux qu'une identité qui s'épuiserait à s'affirmer contre eux. De la même manière, au plan international, l'espoir que la solidarité des nations l'emporte sur leurs égoïsmes et leurs intérêts, et force les voies du dialogue et de la reconnaissance ne peut pas être abandonné. Plus que les élans de générosité, improbables de la part des « monstres froids » que sont les États, c'est la globalisation [56] des problèmes et des défis qui favorisera de manière toujours plus impérieuse l'ouverture des nations les unes sur les autres. Même si l'espoir de paix paraît ténu au regard des enjeux de puissance en cours et d'une lutte pour la domination planétaire...

Quoi qu'il en soit, les voies du dialogue, les ouvertures culturelles et l'interpénétration des identités ne seront jamais des acquis de civilisation. Resteront toujours la tentation du repli sur soi, l'indifférence aux cultures autres, l'unilatéralisme de la puissance et le « combat des dieux », pour reprendre une formule de Max Weber. Les chemins de l'avenir conjugueront pour longtemps cette hésitation entre le particularisme des trajectoires et des visions et les élans de solidarité dont l'humanité sait par moments se montrer capable. Entre nécessité et conviction.

[57]

"DROITS DES PEUPLES, DROIT D'INGÉRENCE."

Bernard KOUCHNER

Né le 1^{er} novembre 1939 à Avignon (France). Docteur en médecine. Secrétaire d'État chargé de l'insertion sociale auprès du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi (1988). Secrétaire d'État chargé de l'Action humanitaire auprès du Premier Ministre (à partir de juin 1988). Secrétaire d'État chargé de l'Action humanitaire auprès du ministre des Affaires étrangères (à partir du 15 mai 1991). Ministre de la Santé et de l'Action humanitaire (du 2 avril 1992 au 31 mars 1993). Député au Parlement européen. Président de la Commission du développement et de la Coopération (à partir du 19 juillet 1994). Secrétaire d'État à la Santé et à l'Action sociale auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité (à partir du 4 juin 1997). Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (du 15 juillet 1999 au 13 janvier 2001). Ministre délégué de la Santé (2001-2002) ; Fondateur, animateur et président de « Médecins sans frontières » (1971 - 1979) ; Fondateur, animateur et président de « Médecins du Monde » (1980-1988) ; Fondateur des Volontaires Européens du Développement. Parmi ses publications : *Le Malheur des autres*, Éditions Odile Jacob (1991) ; *Dieu et les Hommes*, Éditions Laffont (1993) ; *Ce que je crois*, Éditions Grasset (1995) ; *La Dictature médicale*, Éditions Laffont (1996).

[Retour à la table des matières](#)

[57]

Monsieur le Recteur,
Cher père Abou,
Mesdames, Messieurs,

Un nommé Arbatev, homme dont vous n'avez peut-être pas retenu le nom, qui travaillait dans l'entourage de Gorbatchev, avait dit ceci lors de la chute de son maître : « Ce que nous avons fait de pire : nous vous avons privés d'ennemi ». On se regroupe mieux contre le mal que pour le bien en effet, et ce n'était pas facile. Nous avons retrouvé un ennemi commun : les États-Unis de M. George Bush. Je ne sais pas si vos applaudissements signifient que vous avez saisi l'ironie du propos. Je répète qu'il est plus facile de s'entendre contre le mal que de se mettre ensemble pour le bien. Il est plus commode d'avoir un ennemi. Ici, au Liban, on le comprend particulièrement. Laissez-moi vous dire, Monsieur le Recteur, père Abou, à tous les deux, un grand merci pour ce colloque.

[58]

Laissez-moi vous dire combien il eût été inimaginable, il eût été particulièrement saugrenu de penser à une réunion comme celle-là, tant étaient grands le malheur et la désespérance. Marwan Hamadé a rappelé les années 1973, 1976. Je me souviens bien de 1976 et des autres épreuves des années qui suivirent, si douloureuses pour vous et pour vos familles. Alors je vous sais gré de cette réunion, vous êtes un exemple vivant, obstiné de ce qui peut être fait, de ce qui ne peut être défait : l'espérance.

Droit des peuples ?

Je voudrais être franc, c'est-à-dire forcément un peu brutal, mais nous sommes entre amis. On me demande de parler du droit des peuples et du droit d'ingérence. Le droit des peuples, je n'ai jamais vraiment compris ce que cela signifiait. Si les peuples sont unis, les droits de l'homme respectés, si les groupes minoritaires - identitaires, ce mot est plus à la mode, un mot plus violent et plus dangereux à la fois - si ces groupes s'entendent, alors, en politique internationale, le droit des peuples devient le droit d'une nation. Et pour en garantir la pérennité, on n'a pas trouvé mieux que la démocratie, concept indépassable, nous le verrons bien, mais souvent dépassé par le bas, submersible en somme. Le droit des peuples me rappelle quelques souvenirs marxistes, je m'en méfie terriblement ; souvenir du droit des peuples de l'Union soviétique, qui fut remplacé par le droit des oppresseurs, le droit de la souffrance pour les minorités.

À ce propos, laissez-moi prononcer un nom qui n'a pas encore été proposé aujourd'hui : le nom Tchétchénie. Un peuple souffre terriblement en ce moment de ce qui se passe en Russie, non plus en Union Soviétique, qui s'appelle le peuple tchéchéne. Et personne n'en parle parce qu'il heurterait nos alliances actuelles. Les gens non seulement meurent, mais je crois, plus qu'un massacre énorme, n'est-ce pas un génocide ? S'il vous plaît, pensons à eux. Le noir et le blanc ne sont pas concevables l'un sans l'autre.

Le droit des peuples, cela signifiait quoi dans les Balkans ? Un droit de maintien des peuples dans l'oppression.

Joseph Maïla a bien raison, je me méfie de ces luttes identitaires qui se manifestent avec violence, avec fracas, suivent une progression dangereuse dans l'intensité et la productivité des guerres. Sont-elles un progrès ? Non, elles m'apparaissent à la fois comme une régression et un changement inévitable. Le moyen d'éviter ces fracas ? On a beau [59] dire, hurler, affirmer que c'est douloureux, que nous condamnons ces combats qui se déroulent sous nos yeux, ils se développent.

Revenons aux Balkans, on admirait plutôt cette Fédération yougoslave, qui fut imposée par la force, imposée au détour d'une héroïque résistance contre les Nazis, par un personnage qui a compté beaucoup et s'appelait Tito. Tout le monde croyait qu'il s'agissait d'un communisme plus humain. La Fédération yougoslave, c'était mieux que ce qui se passait dans les autres pays communistes, c'était un pays d'où l'on sortait librement, on allait travailler à l'extérieur, on pouvait y revenir. Ce fut un modèle du non-alignement. Avec l'Égypte, et d'autres pays émergents, l'espoir renaissait pour un temps ; on voyait là se dessiner une troisième voie, une façon d'affirmer la nécessité d'un développement, une multipolarité avant la lettre. On pensait que les peuples émergents resteraient unis et puis patatras ! Aujourd'hui, quels résultats ? Des fracas, des douleurs et des massacres collectifs, au nom des luttes identitaires. Pouvions-nous empêcher ces séparations meurtrières ? Je ne le crois pas. Alors que pouvons-nous conclure à propos de ce droit des peuples, que seuls maintenaient des régimes totalitaires ? Nous avons échoué. Les idéologies sont mortes.

Maintenant j'aborde la genèse du droit d'ingérence. Je vous résume ce que nous avons fait.

Droit d'ingérence

C'était commode d'être médecin, pour aborder, contacter, déplorer les tueries et les souffrances. Il y a eu, dans les années soixante-dix, des médecins qui ont compris que la meilleure façon c'était ce passeport médical qui permettait d'accéder aux victimes, de transgresser les frontières, y compris au Musée, ici à Beyrouth, d'un massacre à un autre, d'une communauté à une autre, de ne pas prendre parti, d'être neutre, comme devraient le rester les médecins. C'était très commode, j'ai tenté de le faire moi aussi. Cela n'était pas suffisant. C'était plus facile, plus confortable pour soi-même. Après tout, dans ces massacres, parmi toutes ces difficultés, n'est-ce pas à chaque fois soi-même que l'on va chercher ? Ainsi la neutralité prévalait, dans l'exercice de la médecine, c'était facile que d'agir avec impartialité, de ne pas confondre, par neutralité, le bourreau et la victime.

Mais ça n'était pas la solution. La solution, surtout pour un médecin, c'était de prévenir. La prévention passe pour être très politique. Entre l'humanitaire, concept quasi [60] sacré tellement il semble simple et évident, et la politique, il y a des différences d'objectifs, de moyens, mais pas de nature. J'aurais bien aimé que chaque politique soit un humanitaire et que chaque humanitaire comprenne, qu'en allant vers l'amont et vers la prévention, il faisait aussi un politique. Au sens noble et non partisan du terme. Au sens de la mémoire du monde.

N'arrêtons pas le travail de mémoire aux seuls épisodes récents de la confrontation israélo-palestinienne et de la guerre dans cette région. Ce serait trop facile. La mémoire manque-t-elle seulement pour l'Holocauste ? Maintenant, en dépit ou à cause de la télévision, la mémoire est à quinze jours, trois semaines, guère plus. Il faut s'obstiner dans ce travail de lutte contre l'amnésie. Avant la création de l'État d'Israël, sur recommandation et résolution des Nations unies, il y a eu des événements majeurs qui justifiaient que ce refuge, pour les juifs survivants, existât : l'holocauste et la Shoah. Si on ne dit pas cela, on ne dit rien, on ne peut même pas valablement décimer la politique actuelle de cet État et exiger la création d'un État palestinien.

Mesdames et Messieurs, vous, ici, vous n'avez pas le droit d'oublier tout cela. Vous êtes tout près de ce foyer incandescent, vous en subissez les conséquences. Certes la solution n'est pas dans la violence, elle n'est jamais dans la violence, et vous le saviez mieux que personne. Pourtant la violence existe, et pourtant il faut enraciner dans sa mémoire ce retour de fracas culturel qu'on appelle identitaire, la peur de l'autre et qui se renforce de la violence et des combats meurtriers. Il faut absolument arrêter ces tueries, bien sûr, ce n'est pas moi qui dirais le contraire. Depuis quarante ans, j'ai connu presque toutes les guerres sur cette terre. Comme médecin, encore une fois, c'était plus facile à supporter. On tente d'apaiser, de soigner les plaies. Comme politique cela procure une certaine dose de pessimisme. Oui, les hommes sont ainsi capables du pire et sans doute du meilleur. L'histoire ne commence pas là où on souhaite qu'elle ait commencé et l'histoire ne s'arrêtera sans doute pas là où l'on souhaite l'arrêter. Il y a dans ce continuum quelque chose d'assez majestueux, irrépressible et douloureux. L'histoire est tragique. Si on pouvait la changer, j'en serais tout

à fait heureux, c'est pour ça que le droit d'ingérence s'impose, pour aller en amont, essayer de prévenir les massacres, ceux des minorités en particulier. Cela me paraît mieux, disons, plus généreusement productif, que de tenter seulement de faire les paix, comme toujours, après les guerres.

[61]

Les choses vont sans doute beaucoup mieux qu'il y a quelques années, même si aujourd'hui nous pouvons en douter. La communauté internationale tente de réagir. Sommes-nous satisfaits pour autant ? Non. Est-ce qu'on en a fini avec la désespérance ? Est-ce qu'on en a fini avec la fuite des jeunes gens par exemple, qui veulent trouver un avenir plus conforme à leurs espérances ailleurs ? Est-ce que ce tissu collectif, interethnique, intercommunautaire, bref, national, libanais, par exemple, que vous essayez de construire, donne des résultats, se tisse rapidement ? Sans doute pas assez.

Le temps demeure un élément essentiel. Plus de mémoire ou très peu, mais aussi l'habitude contractée de vouloir que tout se règle très vite. Nous voulons que les guerres s'opèrent sans morts, alors que dans les guerres modernes les populations civiles pâtissent terriblement. Il faut, pour la télévision, que tout soit réglé en quinze jours, trois semaines. Un an, deux ans, c'est insupportable. Ce n'est pas comme ça que le réel se déroule.

Les missions de paix

Parlons des missions de la paix. Vous savez que deux sortes de missions de la paix sont proposées : des missions d'imposition de la paix : *peace making*, où la paix n'étant pas là, il faut que la communauté de force impose un changement, de force et de persuasion ; et les *peace keeping missions* : maintenir la paix, si elle existe. Mais c'est très rare que la paix soit établie et puis qu'on puisse la maintenir. Il faut pour cela du temps. La dimension historique - ce temps-là - se compte par générations. Vous aussi, au Liban, vous savez qu'il faut au moins une génération pour que les mentalités changent, sinon deux pour que les

haines s'estompent. Au Kosovo, en Bosnie, en Irak, ne soyons pas aussi impatients, nous pourrions devenir destructeurs. Des enfants naissent, qui n'ont eu que le souvenir du conflit et feront évoluer les esprits, lentement, si on ne leur apprend pas la revanche, si ces aînés ne sont pas trop animés de cet esprit de revanche.

Première leçon apprise dans les missions de paix : il faut donner du temps au temps. Regardez ce qui se passe en Afghanistan ou en Algérie.

Nous avons trop laissé évoluer les querelles. En Afghanistan, on aurait pu agir plus tôt. Pas bombarder mais faire pression. Seulement voilà, nous ne l'avons pas fait. La prise de pouvoir des Taliban s'est faite, non pas aux dépens de l'Occident, mais avec son aide. Nous étions [62] très contents, puisqu'il fallait lutter contre l'invasion soviétique. Les États-Unis et le Pakistan sont responsables de la prise du pouvoir par les Taliban, la France n'ayant pas participé à ce complot et ayant peu protesté contre lui. Très peu de gens protestèrent. L'Union soviétique, battue retira ses troupes. Le pire se préparait. Quelques médecins, dont j'étais, qui avaient travaillé là en Afghanistan, avaient prévenu les Américains : un jour vous regretterez les Soviétiques. Hélas, nous n'avons pas tort. Ils n'ont pas regretté les Soviétiques mais ils ont regretté que les Taliban s'installent. Nous n'avons pas à être bien fiers de nous-mêmes ; puisqu'il aura fallu, alors que les Taliban détruisaient non seulement la civilisation afghane, mais opprimaient les femmes à Kaboul et ailleurs tous les jours, il aura fallu attendre pour réagir, nous, les fameux porte-parole des droits de l'homme, il aura fallu que les Taliban abattent des statues pour que nous réagissions. Nos indignations sont sélectives, trop sélectives.

Quand j'ai parlé de la Tchétchénie, j'ai remarqué que vous n'aviez pas applaudi. Est-ce gênant qu'on parle de la Tchétchénie ? Eh bien ce fut pareil pour l'Afghanistan. Le commandant Massoud, ce héros d'un islam modéré, disait exactement la même chose que ce qu'on a dit après sa mort. Nous ne l'avons pas soutenu. Il vint visiter mon pays trois semaines avant son assassinat. Certains d'entre nous, encore des French doctors, qui avaient l'expérience des luttes afghanes, disaient depuis quinze ans, vingt ans, qu'est-ce qu'on attend pour soutenir ce combattant ? Il y eut quelques tentatives timides mais en fait on a

attendu sa mort. Méfions-nous des indignations sélectives. J'en vois beaucoup, j'en ai entendu dans la région.

Les victimes sont les civils

Il n'y a plus de guerre qui vise les militaires. Les populations civiles sont la cible privilégiée des stratégies. C'est en visant les populations civiles que l'on arrive à triompher, d'un conflit ou d'un autre, et surtout d'un conflit que l'on a déclenché. Nous ne nous indignons même plus. Quatre-vingt-quinze pour cent des morts de la guerre de 1914-1918 étaient des militaires. Quatre-vingt-quinze pour cent des morts de la guerre en Bosnie étaient des civils. Les conventions de Genève sont bafouées. On triomphe en bombardant au hasard une ville. Pensez à Vukovar, à Sarajevo, à Srebrenica. Au Liban, mes chers amis, certains ont inventé les armes de guerre employées d'une rue à l'autre. Le souvenir des [63] victimes doit nous imposer de garder notre capacité d'indignation. Il reste sur vos façades des traces qui témoignent de l'intensité des combats. Les civils sont visés en permanence, pas par hasard, cela est devenu consubstantiel à la guerre. On programme pour cela les machines de guerre les plus perfectionnées.

Je reviens sur le droit des peuples. Nous ne pourrions nous appuyer plus fermement sur le droit des Peuples qu'en le dépassant. Nous espérons que la globalisation qui s'annonçait allait nous permettre d'espérer. Je le crois toujours, j'aspire à cette évolution, qui ne sera pas, je vous l'affirme, la constitution d'un gouvernement mondial ! Ce mouvement, sur tous les continents, tend à regrouper des États, certes, mais c'est au niveau des communautés qu'il travaille. Aussi l'Union européenne aura permis de dépasser les conflits identitaires. Songez à la France et à l'Allemagne. Droit des peuples ? Si on reprend l'histoire de la Yougoslavie, est-ce que c'est un vrai progrès que d'avoir voulu respecter ce qui était mélangé, pour le bien ou le mal, par l'histoire, la culture, la mémoire ? Sarajevo ? La façon dont d'une rue à une autre, comme ici au Liban, se déclenchaient des micro-identités était très effrayante. Nous aurions bien aimé que « le peuple bosniaque » demeure uni ! Dans cette ville mélangée d'islam, de judaïsme, d'orthodoxie,

de chrétienté, à Sarajevo, nous vîmes se défaire l'Histoire au profit d'un communautaire imposé. Ce fut un crève-cœur. Progressiste, médecin ou simple être humain, il fallut alors respecter les identités. Le moyen de faire autrement ? Ces identités fragmentées étaient-elles plus respectables que l'unité historique du passé, enrichies l'une de l'autre ? Hélas personne n'en voulait plus.

Au Kosovo, j'ai été pendant deux ans responsable, au nom des Nations unies, de ce territoire qui n'est pas un État. Je ne sais pas s'il le deviendra, je ne sais pas si ce sera nécessaire. Après des années, des siècles d'affrontements, nous assistâmes au déclenchement de ce réflexe identitaire que masquait le système communiste. Des gens qui étaient de religion musulmane se rebellèrent contre un régime d'apartheid. En fait la religion comptait peu dans le conflit du Kosovo. Puis la réaction de l'église orthodoxe se manifesta et constitua un ciment pour résister à des Albanais du Kosovo, majoritaires, qui avaient été les victimes.

[64]

Le veto

La communauté internationale a décidé de bombarder après que les Russes ont menacé le conseil de sécurité du veto. L'Otan a bombardé Belgrade malgré, ou bien à cause de la Russie qui avait menacé de son veto. Même schéma qu'avec l'Irak. Après le veto il n'y a plus de discussion au Conseil de sécurité, la diplomatie tourne court. En brandissant le veto, on fige les discussions. Les victimes, pour lesquelles cette guerre fut décidée, depuis des années, depuis la venue de M. Milosevic au pouvoir, depuis cette dictature féroce, les victimes étaient les Albanais du Kosovo, menacées et parfois tuées par les miliciens serbes et, ensuite, par l'armée serbe. Lorsque nous sommes arrivés, la communauté internationale, quarante-cinq mille soldats, quelques civils de l'ONU... Au début nous étions trente avec mon ami Sergio Veira de Mello, Nadia Younes, Jean-Sélim Kanaan et Fiona Watson. Je veux ici saluer leur mémoire. Ils sont morts à Bagdad pour avoir essayé, avec l'ONU, d'infléchir la position américaine vers un transfert plus rapide

de pouvoir aux Irakiens. Ils ont fait de leur mieux. Ceux-là étaient au Kosovo, je voudrais m'en souvenir, ici avec vous. En arrivant nous avons constaté que certes, les Albanais du Kosovo avaient été des victimes, pourchassés, obligés de fuir, d'abandonner leurs maisons. Cela ne se discutait pas. Mais ceux que nous n'étions pas préparés à défendre étaient les Serbes du Kosovo, ceux qui étaient restés coincés dans des enclaves. Attention à tout ça. Une oppression peut en cacher une autre. L'expression du droit des peuples qui rimait avec une analyse marxiste a fait faillite. Les minorités à l'intérieur des peuples ont fissuré le concept.

Je ne dis pas que les minorités ont toujours raison. Et pourtant, si elles se mettent en mouvement, presque systématiquement, on leur donne raison. Le moyen de faire autrement se nomme droit d'ingérence, c'est-à-dire la prévention des conflits.

Le droit d'ingérence

N'attendons pas les massacres pour intervenir. Qu'est-ce que c'est que le droit d'ingérence, pour être extrêmement rapide ? C'est la tentative de protection des minorités et parfois même des majorités avant les tueries. Car M. Saddam Hussein opprimait la majorité du peuple irakien, je vous le rappelle, même si je désapprouve la manière dont [65] les Américains ont déclenché la guerre en Irak. Tentative de protection des minorités donc, et avant qu'il ne soit trop tard. Je vous rappelle un petit schéma, trop rapide, presque mémo technique tellement il est loin de la réalité humaine. Bosnie : pendant longtemps nous ne sommes pas intervenus, puis nous avons envoyé des Casques bleus. Nous ? La communauté internationale : l'ONU. Il ne suffit pas d'être neutre. Il faut toujours tenter de faire la part entre le bourreau et la victime. Comme médecin, je me prononce pour l'impartialité et pour la neutralité. Donc nous sommes intervenus trop tard et sans grand moyen, autour du chapitre six de la Charte des Nations unies qui n'autorise pas l'offensive armée. Hélas les grands massacres avaient eu lieu. Jacques Chirac et John Major ont décidé de réagir pour dégager Sarajevo grâce à une « force d'intervention rapide ». Ils ont appelé

les Américains et l'Otan. Les bombardements ont duré environ trois semaines. Il y a eu ensuite les pourparlers et les accords de Dayton. Après plus de deux cent mille morts. Je reviens de Bosnie-Herzégovine. Ce n'est pas parfait. Les Accords de Dayton n'étaient sans doute pas faciles à comprendre, pas faciles à appliquer. Il y a treize premiers ministres et trois présidents, d'accord, mais c'est la paix. Pas d'attentats depuis huit ans. Et les gens se parlent, les Serbes, les Croates, les Bosniaques se parlent tous les jours. Ils construisent. C'est un premier exemple de l'efficacité de la communauté internationale unie. Lorsque l'Union européenne et les Américains sont ensemble : tout est possible. Lorsque l'Union européenne est séparée des Américains, les Américains de l'Union européenne et du reste du monde, rien n'est vraiment possible. Je reprends ma petite démonstration. Après deux cent mille morts, il était trop tard pour intervenir. Le génocide de la ville de Srebrenica avait déjà eu lieu. Pourquoi ne sommes-nous pas intervenus plus tôt, puisque de toute façon il fallait à un moment donné en passer par là ? Dans ma conception, le droit d'ingérence est un droit préventif : il permet d'éviter les guerres.

En 1992, un certain nombre d'observateurs avaient averti : la Bosnie fut le lieu d'une horrible guerre, n'attendons pas trop pour le Kosovo, qui concentre tous les ferments d'une guerre future. Nous ne sommes pas intervenus à titre préventif mais nous avons attendu moins longtemps qu'en Bosnie. Il y a eu encore dix mille morts avant, pendant et après l'intervention armée de l'Otan. Nous avons progressé légèrement dans la prévention. Et Macédoine, troisième étage de cette démonstration balkanique. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité nous [66] avons envoyé des troupes avant la guerre. Et il n'y a pas eu de massacres du tout : quelques accrochages mais pas de guerre.

Le droit d'ingérence sera préventif ou il ne sera pas. Deux cent cinquante mille morts en intervenant trop tard en Bosnie, dix mille en n'intervenant pas assez tôt au Kosovo, et en Macédoine, intervention préventive : pas de combat.

Il n'est pas toujours nécessaire d'envoyer une armée. Le droit d'ingérence s'imposera comme une nécessité préventive, en amont des massacres. Tout demeure à construire - de cet appareil juridique qui

interdira la guerre contre les minorités à l'abri d'une frontière. UO-NU ne dira pas : vous avez massacré, nous allons intervenir, mais se mettra en mouvement plus tôt et dira, par avance : Monsieur le dictateur ou messieurs du gouvernement, vous n'avez pas le droit de massacrer. Oui, un jour, l'ONU rénovée agira de la sorte. Une agence spéciale des Nations Unies rapportera au Secrétaire général sur les massacres prévisibles. Et une force permanente et crédible des Nations unies sera construite.

Mais attention aux rénovations trop rapides de l'ONU qui compliqueraient la tâche. Je sais que des pays nouveaux doivent faire leur entrée, que le Conseil de sécurité devra être complété. Avant le conflit irakien, l'ONU fonctionnait assez bien.

Ce droit d'ingérence est apparu aux décours des missions humanitaires et de l'expérience médicale. C'est la France qui l'a proposé, aux Nations unies, sous la présidence de François Mitterrand, Michel Rocard étant premier Ministre.

Le droit d'ingérence peut apparaître, dans l'esprit d'un certain nombre, comme une intrusion forcée chez les gens, une espèce de viol. Ce n'est pas cela, mais le contraire. Un seul pays ne devrait pas avoir à en user. À l'appel des victimes - c'est essentiel - la communauté internationale, représentée par l'ONU, agira - et elle seule. Un grand nombre de résolutions vont dans ce sens, au nombre de plus de deux cent cinquante maintenant, elles reprennent les phrases que l'expérience des French doctors, après ces vingt ans de pratique, a fait accepter par l'Assemblée générale des Nations unies, sur proposition de la France. Il s'agit d'abord de la résolution 43/131 de décembre 1988 et qui disait : « droit d'accès aux victimes des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence du même ordre ». Retenez bien cela. Après trois mois de négociations dans les couloirs, le gouvernement de la France a pu proposer, sous François Mitterrand et Michel Rocard, cette résolution-là [67] Droit d'accès à qui ? Aux victimes, pas aux gouvernements qui les abritaient, qui les cachaient, ou qui les causaient.

Cette expérience, mon expérience venait en particulier de chez vous, du Liban. Ces multiples pouvoirs qui se mélangeaient et qui étaient contents, acceptant les médecins d'un côté ou les médecins de

l'autre, de se voir aider dans leur malheur. Droit d'accès à qui ? Pas au gouvernement. Pas au territoire de l'État. Aux victimes. Pour la première fois, la personnification juridique de la victime : un progrès. Théoriquement c'étaient les victimes qui pouvaient appeler, sans passer par le gouvernement qui en général était responsable des malheurs et parlait au nom des victimes.

Il s'agissait là, je crois, d'un grand tournant du droit international qui fut conforté, deux ans après, par la résolution 45/100 de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1990. Cette deuxième résolution précisait l'utilisation des « corridors humanitaire », détail essentiel. Passer par la capitale, c'était se soumettre à la loi des gouvernements, et ne pas pouvoir aider directement ces groupes identitaires souffrants. Passer par la capitale c'était risquer de ne pas avoir accès à eux. Ces termes des résolutions françaises soigneusement pesés furent acceptés par l'Union soviétique qui existait encore et qui affirma : « C'est proprement révolutionnaire ». Ils ne croyaient pas si bien dire. En effet, avant ces résolutions, nous n'avions pas le droit de faire cela, de franchir les frontières pour soigner. Pourquoi Médecins sans frontières ? Parce que nous étions favorables à la globalisation. Globalisation des fracas, globalisation des souffrances. À qui appartient la souffrance des autres, chers amis ? À nous tous. À vous, à moi. Pas au gouvernement qui les cause ou qui les abrite ou qui les cache. Voilà ce que ça voulait dire, ces combats humanitaires et politiques. Globalisation positive dont la santé politique bénéficiait.

Ces termes ayant été repris dans de nombreuses résolutions, on pourrait avoir l'impression que cela va de soi. Nous sommes encore loin du compte. Il y a deux poids deux mesures. La Tchétchénie, le Tibet, demeurent hors d'atteinte des sauveteurs. Cependant nous avançons. Ce qui était complètement illégal, n'est pas encore devenu complètement légal mais sur le point de l'être. Il y a eu - et il y a en ce moment - des dizaines de séminaires, des centaines de réunions de juristes et de politiques qui se penchent sur le droit d'ingérence. Un jour viendra où il sera approuvé par toute la communauté internationale.

[68]

Des précisions s'imposent sur le droit d'ingérence. Il doit être très clairement entendu que c'est la communauté internationale et non

pas un État, et donc non pas seuls les États-Unis qui peuvent agir pour protéger. Nous sommes loin de cela, mais quand même, souvenez-vous du Rwanda. Moi je m'en souviens, j'y étais, et mes amis sénégalais s'en souviennent, des amis sénégalais qui sont morts là-bas. Combien de morts ? Un million, au moins ? Le spectacle des enfants de quatorze ans hutus assassinant les enfants de treize ans tutsis qui étaient leurs compagnons de classe, les coupant en rondelles sous nos yeux : un spectacle que je n'oublierai jamais. J'étais l'envoyé de Boutros-Ghali avec le Général Roméo Dallaire, et je téléphonais comme lui non seulement à New York mais à tous les dix-neuf États qui avaient promis des troupes et qui ne les ont jamais envoyées. Alors, encore deux poids deux mesures ? Oui, bien sûr. On a laissé génocider au Rwanda sous nos yeux et sous nos caméras. Un moment la France, qui était mêlée à l'affaire du Rwanda, a proposé « l'opération Turquoise ». Tous les autres avaient refusé d'intervenir. L'opération Turquoise a été mal interprétée ; je pense qu'elle a été mal faite, mal exécutée au mauvais endroit alors que c'est à Kigali qu'on pouvait encore sauver des Tutsis. Moi, sur place, j'étais pour l'intervention Turquoise parce que je voyais mourir ces enfants et je voyais mes amis tutsis et hutus démocrates impuissants. Je sais, je vous l'ai dit : jamais un État seul. Fallait-il ne rien faire ? J'ai du mal à le croire. C'est un bon précédent quand même. Si l'ONU avait agi un peu avant ? Si la France seule avait agi un peu avant ? Et au bon endroit, il y aurait eu moins de massacres. Ce fut un gâchis effroyable et un génocide accompli sous nos yeux.

La prévention prit naissance à partir d'un concept médical. Il vaut mieux prévenir que guérir. Nous devons appliquer cette règle en politique. Il reste malheureusement bien des années, le le crains, pour se mettre d'accord.

Il faut toujours être illégal pour changer le droit. J'ai pensé à le dire devant un éminent juriste. Le moyen sinon de changer le droit international, de protéger au-delà des frontières ? Mais le droit change et les juristes aussi, comme les idées politiques. Les militants ont remporté un beau succès, ils ont fait surgir les droits de l'homme au cœur du droit international.

Je terminerai en vous disant que j'ai beaucoup apprécié ce qui s'est dit ce matin. Ici, au Liban, dans cette université, les paroles de

paix prennent une résonance toute particulière. Doit-on oublier ce qui s'est [69] passé ici ? Je ne suis pas sûr. Pas de paix sans justice. En Afrique du Sud, la commission Liberté et justice l'a mis en lumière. Il n'y aura jamais de paix complète sans retour sur le passé, y compris et surtout aux dépens de soi-même. Car c'est soi-même qui à chaque fois se trouve en question quand il y a eu un conflit. Et si ce conflit peut être dépassé je crois que c'est grâce à une introspection nécessaire. Alors, suis-je pessimiste ? Oui. J'ai vu l'homme capable de tout. Je le dis devant des religieux, des gens qui croient en Dieu, moi qui ne crois pas en Dieu.

J'ai essayé longuement mais peut-être que ces trente ou quarante ans de fréquentation des terrains de bataille m'ont éloigné du ciel. J'ai vu les religions s'affronter. Avant le conflit on parle de paix. Je me souviens de Sarajevo en particulier, de ce théâtre que j'ai ensuite revu avec François Mitterrand lorsqu'il est venu à Sarajevo, de cette scène de théâtre, en décembre, avant la guerre, où, à Noël nous avons réuni les religions de Bosnie ; les Catholiques, les Musulmans, les Orthodoxes, les Juifs, les Protestants. Les cinq religions de Sarajevo se parlaient, elles affirmaient ne jamais vouloir accepter la guerre, celle qui s'est déclenchée deux mois après avec leur participation.

Nul n'est à l'abri. Voilà pourquoi je suis pessimiste mais ce n'est qu'une recette et je vous propose de l'adopter. Il faut toujours s'attendre au pire. C'est la seule manière d'avoir de bonnes surprises et donc en fait d'être résolument optimiste. Merci.

[73]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

DEUXIÈME SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[73]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

PREMIÈRE SÉANCE

Deuxième table ronde

[Retour à la table des matières](#)

Président de séance : Philippe LAGAYETTE
Président Directeur Général J.P. Morgan - France

Culture de paix et monde arabe

Mohamed CHARFI

*Professeur émérite de droit privé à la Faculté des sciences
juridiques, politiques et sociales de Tunis, ancien*

*Ministre de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la re-
cherche*

Monothéismes et dialogue interreligieux

Antoine AUDO

Évêque d'Alep des Chaldéens

Mondialisation et civilisation : choc ou dialogue ?

Ghassan Tuéni

Président Directeur Général de la Société « Les Éditions Dar An-Nahar », ancien Ministre, ancien Ambassadeur, Liban

Les droits des femmes dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures

Françoise Héritier

Professeur honoraire au Collège de France et à l'École des hautes études en sciences sociales

[73]

Philippe LAGAYETTE

Depuis le 20 juillet 1998, Philippe Lagayette dirige les activités de J.P. Morgan en France et est Président Directeur Général de J.P. Morgan et Cie S.A., filiale française du groupe J.P. Morgan Chase.

Philippe Lagayette a commencé sa carrière dans le corps de l'Inspection générale des Finances (1970). En 1974, il a rejoint la Direction du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances et en 1980 y a été nommé sous-directeur. En 1981, il a été nommé Directeur du Cabinet du ministère de l'Économie et des Finances. Il rejoint la Banque de France en 1984 comme sous-gouverneur. En 1992, il est nommé Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, fonction qu'il a occupée jusqu'en décembre 1997. Français, Philippe Lagayette, 58 ans, est diplômé de l'École Polytechnique et de l'ENA. Il a été décoré Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite. Il est Président de l'Institut des hautes études scientifiques, institut spécialisé dans la recherche en mathématiques et physique théorique, installé à Bures-sur-Yvette. Il est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

[Retour à la table des matières](#)

Bon après-midi, mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs.

Je me réjouis de vous voir si nombreux, un petit peu moins nombreux que ce matin mais la salle est encore en train de se remplir.

Il commence à être temps non seulement de remercier le père Recteur et le père Abou d'avoir organisé ce colloque, comme cela a été fait ce matin à juste titre, mais de commencer à les féliciter parce que je crois que c'est un succès. En tout cas la matinée a beaucoup intéressé l'auditoire.

Ce matin nous étions centrés plutôt sur les conflits, cet après-midi, on va essayer de se centrer plutôt sur les cultures, leur dialogue, comment elles dialoguent ou comment elles ne dialoguent pas et comment elles contribuent ou ne contribuent pas à la paix.

Nous allons nous poser des questions telles que : y a-t-il des cultures de paix ? La diversité culturelle et le brassage favorisent-ils la paix ou au contraire la gênent-ils ? Et qu'en est-il des religions ? Y a-t-il dans l'état actuel du monde des traits qui modifient le dialogue des cultures ? Peut-être parlerons-nous aussi un peu de l'Europe et de sa contribution.

Pour éclairer ce débat, nous allons le décomposer en quatre questions. Les deux premières sont déjà anciennes et sont permanentes. [74] « Culture de paix et monde arabe » : c'est M. Mohamed Charfi qui en parlera avec son expérience d'universitaire et de ministre. « Les religions et la paix : l'approche des monothéismes ». Les monothéismes sont nés dans cette région du monde. Sont-ils un havre pour la paix ? Ou est-ce qu'ils sont un bouillon de cultures pour les conflits ? Voilà les questions qui sont devant nous et que traitera Mgr Antoine Audo.

Et puis il y a deux autres questions qui sont plus nouvelles. Une que nous avons commencé à aborder ce matin, en particulier Joseph Maila, et qui est « Mondialisation et civilisation : choc ou dialogue ». Il y a des traits culturels universels dans la mondialisation évidemment. Quelles capacités reste-t-il à aménager dans cet espace des cultures qui sont différentes. C'est M. Ghassan Tuéni qui traitera de cette question.

Et enfin la question de l'universalité des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont universels par nature. Comment cohabitent-ils avec les particularismes ou les particularités des cultures ? Est-ce qu'on va vers une civilisation universelle ? C'est Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au Collège de France, qui en traitera.

Je vais donner tout de suite la parole à M. Mohamed Charfi, qui est professeur émérite de droit privé à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis et qui est aussi ancien Président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme et ancien ministre de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scien-

tifique. Parmi ses publications nombreuses, relevons : *L'influence de la religion sur le droit international privé des pays musulmans*, et *Islam et liberté*, en 1998.

Monsieur Charfi.

[75]

"CULTURE DE PAIX ET MONDE ARABE."

Mohamed CHARFI

Mohamed Charfi est né le 11 octobre 1936 à Sfax, Tunisie. Professeur émérite de droit privé à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, il est aussi ancien Président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme et ancien ministre de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Ses principales publications : *Introduction à l'étude du droit*, Tunis (1997) ; *L'influence de la religion sur le droit international privé des pays musulmans*, *Recueil des cours de l'Académie internationale de droit de La Haye* (1986) ; *Islam et liberté*, Albin Michel, Paris (1998) ; *La Réforme du système éducatif en Tunisie*, Alger.

[Retour à la table des matières](#)

À l'âge d'or de la civilisation arabe, a succédé une période de décadence caractérisée par la fermeture sur soi et un grand retard scientifique, économique et politique. Le réveil a commencé au début du dix-neuvième siècle par ce qui était le plus visible, le secteur militaire. Les premiers efforts de modernisation entrepris par Mohamed Ali en Égypte ont porté sur l'armée. La première école, fondée par Ahmed Bey en Tunisie en 1840, où on enseignait les sciences et les langues étrangères, l'école polytechnique du Bardo, avait un caractère et des objectifs militaires.

La renaissance du monde arabe a donc été dès le départ une renaissance de combat. La tendance s'est accentuée durant la nuit coloniale. La lutte pour l'indépendance a été très dure. Il a fallu combattre l'envahisseur étranger, l'Occident, et, pour faciliter ce combat et lui garantir les chances de succès, unifier les rangs, taire toute contestation interne, reporter à plus tard tout débat susceptible de diviser les rangs. Les circonstances ont ainsi imposé le développement d'une culture d'étouffement des libertés à l'intérieur et d'hostilité à l'égard de l'étranger dominateur.

[76]

Aujourd'hui, plusieurs décennies après la décolonisation et en dépit des politiques officielles qui prônent la liberté à l'intérieur et la coopération à l'extérieur, les traces de la culture de combat restent présentes. Le caractère autoritaire des régimes est une source de tension entre les Arabes et les facteurs idéologiques, une source de tension entre les Arabes et les autres.

La dictature, un facteur de conflits entre les Arabes

La paix entre les nations passe par la paix entre les nationaux. Le jury du prix Nobel pour la paix ne s'y est pas trompé. Dans sa récente décision, historique et ô combien symbolique, il a attribué ce prix prestigieux à l'Iranienne Chirine Ebadi, militante pour les droits de l'homme dans son pays. Comme elle l'a déclaré, « Le monde a compris que la paix passe par les droits de l'homme. Pour que les guerres s'arrêtent, ceux-ci doivent être respectés ».

On pourra m'objecter que le terme dictature est exagéré, qu'il n'y a pas de grands conflits entre les Arabes et que de toute façon il s'agit d'un problème politique et non culturel. Ces reproches ne seraient pas fondés.

D'abord, même si certains régimes arabes garantissent une certaine liberté de la presse et des élections relativement honnêtes, ces

libertés restent fragiles et ces régimes restent minoritaires. Dans la majorité des cas, les parlements sont mal élus, la justice n'est pas indépendante et les libertés et les droits de l'homme sont systématiquement bafoués. On a souvent expliqué cet état de choses par le caractère autoritaire ou malhonnête de tel ou tel gouvernant. Pour un État donné, à un moment donné, l'explication peut convaincre. Mais, pour un phénomène quasi général et qui dure depuis près de cinquante ans, avec les inévitables changements de personnes, l'explication culturelle est plus plausible.

Ensuite, même si la paix règne aujourd'hui entre les États arabes, cette paix reste fragile. N'oublions pas la guerre civile qui a endeuillé le Liban pendant longtemps, l'intervention militaire égyptienne au Yémen et la guerre des frontières entre l'Algérie et le Maroc au cours des années 1960, la création du Polisario par l'Algérie au cours des années 1970 sous prétexte que les cent mille Sahraouis doivent constituer un État, les menaces libyennes contre la Tunisie qui a dû doubler son budget militaire à partir de 1980, enfin et surtout, l'invasion du Koweït [77] par l'Irak en 1990 qui a divisé le monde arabe. Avec cette particularité que les États qui se sont opposés à l'intervention dirigée par les États-Unis pour libérer le Koweït l'ont fait avec un soutien populaire remarquable, alors que ceux qui se sont alliés à la coalition ont dû affronter les très nombreuses manifestations qui ont exprimé un grand mécontentement populaire.

Les peuples arabes dénoncent les actes et les situations injustes. Ils ont pourtant approuvé une invasion manifestement injuste. Car, dans la tradition musulmane, les intérêts de la collectivité sont prédominants par rapport aux intérêts des individus ou des petits groupes. Il faut donc faire prévaloir les intérêts de la collectivité, c'est-à-dire, en l'occurrence, l'ensemble de la collectivité arabe, sur ceux du Peuple koweïtien.

La collectivité ici est la *Umma*. Ce terme désigne dans le texte coranique, comme dans les écrits des docteurs de l'Islam, la communauté des musulmans. C'est ainsi qu'il est compris par le peuple. On l'a adopté pour désigner ce concept nouveau, importé d'Occident, qu'on appelle *la nation*. Pour les partisans de l'unité arabe, la Umma ne désigne pas l'ensemble des musulmans mais la *nation arabe*. C'est déjà une première.

re confusion, d'autant plus que, pour les dérivés du mot *nation*, d'autres racines sont utilisées ce qui aggrave le problème. Le *nationalisme* est appelé *Kawmya*, par référence à *Kawm* qui signifie groupe. L'adjectif *national* est traduit selon les circonstances par *milli*, *watani* ou *kawmi*. La *nationalité* est dite *jinsya* par référence au *jins* qui signifie, selon les cas, *race*, *espèce*, *genre* ou *sexe*.

Dans la mesure où, comme le disait Boileau, « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément », le fait même qu'il n'y ait pas un mot arabe pour signifier clairement et exclusivement *la nation* prouve à quel point le concept, importé d'ailleurs, est encore insuffisamment reçu chez nous.

La nation est la représentation que les individus vivant en communauté se font de l'être collectif que, tous ensemble, ils constituent. Or, depuis les premiers siècles de l'Islam, le monde arabe est un. Certes on ne peut pas dire que, du Golfe à l'Atlantique, tous les Arabes ont toujours relevé du même État. Tant s'en faut. Mais, les différentes dynasties qui ont gouverné les régions ont toujours été considérées comme des tribus ou des régions autonomes faisant partie d'une collectivité plus vaste, la seule qui compte. L'Égyptien en Tunisie ou l'Irakien au Liban ne se considéraient pas étrangers et n'étaient pas traités comme tout à fait étrangers. Partout dans le monde arabe, on parle la même langue, la [78] religion musulmane est largement majoritaire, la chanson libanaise est appréciée en Tunisie et je crois savoir que le théâtre tunisien est apprécié au Liban. Nous avons la même littérature, la même musique, les mêmes traditions. En un mot, la même culture. Les arabistes en déduisent que, pour nous, il y a une seule nation, la nation arabe.

Le concept de nation est une création récente qui fait partie de la modernité dont on sait qu'elle est à ses débuts dans le monde arabe. Les historiens affirment que jusqu'au XVI^e siècle, les habitants de la France, par exemple, se disaient avant tout chrétiens, ensuite bretons, normands... enfin français. De nos jours, les habitants du monde arabe sont divisés en trois groupes - certains se considèrent avant tout, voire exclusivement, arabes, d'autres se disent musulmans et enfin le troisième groupe se sent appartenir à l'État souverain qui dirige le territoire où il vit. Les dirigeants de la plupart des États appartiennent

nent théoriquement à la dernière catégorie. Mais ils ne sont pas insensibles à la cause du nationalisme arabe et voudraient que, si l'unité arabe devait se faire, ils en soient les précurseurs, les fondateurs ou du moins les acteurs, d'où les tentatives d'hégémonie sur les voisins. L'opposition algérienne qui a fait avorter la tentative d'union tuniso-libyenne et, un peu plus tard, la création du Polisario s'inscrivent dans cette optique d'hégémonie et d'affaiblissement du voisin. D'autres États sont dirigés par des chefs qui se présentent avec un point essentiel dans leur programme : la réalisation de l'unité arabe. C'était le cas de Nasser, de Saddam Hussein et de Kadhafi à ses débuts.

Tous ont échoué et les nombreuses tentatives d'unions totales et immédiates conclues entre deux ou plusieurs États ont toutes fait long feu pour la raison principale que les méthodes du dix-neuvième siècle où l'unité allemande et l'unité italienne ont pu être réalisées par la violence ou sous la pression d'un unificateur qui joue le rôle de leadership sont révolues. Si l'on veut prendre exemple sur les expériences du Nord, il est plus judicieux de regarder l'Union européenne qui se construit sous nos yeux. Deux facteurs essentiels ont aidé à cette construction : une démarche appropriée et un climat de confiance.

La construction européenne est passée par différentes étapes : Communauté du charbon et de l'acier en 1954, puis marché commun, puis parlement européen, puis union monétaire. Elle a commencé par 6 membres puis 9, puis 12, 15 et très bientôt 25. C'est la démarche pragmatique et la politique des petits pas. L'essentiel est que, à chaque pas, chacun trouve son compte et que ne sera signé que ce qui sera [79] effectivement appliqué. Il faudra réfléchir longtemps et négocier durement. Puis, une fois l'accord conclu, le respecter scrupuleusement.

Le second élément qui a favorisé la construction européenne est la démocratie qui règne en Europe. La liberté, la transparence, l'État de droit sont de nature à donner confiance à chacun. Depuis l'entente entre de Gaulle et Adenauer, les Français savent que les Allemands n'ont aucun esprit de revanche. Les Luxembourgeois savent qu'ils ne risquent plus de subir l'hégémonie de l'un ou de l'autre. L'État de droit permet d'avoir la certitude que les engagements seront respectés. Les juges indépendants en sont les garants. Seule la démocratie peut favoriser la construction d'un avenir arabe commun, construction

tout à fait souhaitable, certainement utile, mais actuellement très difficile à réaliser.

Les gouvernants arabes ne sont pas démocrates, cela est connu, mais les principales oppositions ne le sont pas non plus. Les nationalistes arabes qui ont pris le pouvoir jusqu'ici ne l'ont fait ni par un succès aux élections ni par une révolution populaire. Ils y sont arrivés par des coups d'État militaires. Les islamistes veulent reconstruire le califat qui n'a jamais été démocratique et veulent appliquer la *charia* (droit musulman) avec ce qu'elle contient de châtiments corporels, d'oppression de la femme et l'interdiction de critiquer ce qui touche au religieux et surtout la *charia*, pourtant œuvre humaine bien que réputée sacrée. La marche algérienne vers la démocratie, entamée en 1988 a été stoppée en 1991 à cause du danger islamiste. Les communistes et les diverses tendances d'extrême gauche rêvent d'une dictature du prolétariat, le contraire de la démocratie. Ils en parlent moins depuis la chute du mur de Berlin, mais ils sont isolés.

Les peuples arabes ont besoin d'un courant démocratique fort qui dépasse les différentes idéologies et qui oblige les régimes à s'ouvrir. Le problème est que la modernité n'a été reçue dans le monde arabe que partiellement. Elle se réduit à des formes. Ce ne sont plus les Uléma qui font la loi, mais des parlements. Parfois, ce ne sont plus des rois qui gouvernent mais des Présidents. En fait ce sont des chambres d'enregistrement et des présidences à vie et parfois héréditaires.

La liberté est affirmée pour être violée au nom des nécessités du développement. L'opposition arabiste a soutenu Saddam Hussein au nom de l'intérêt supérieur de l'unité arabe. Au nom de la solidarité islamiste, l'opposition islamiste ferme les yeux sur les crimes du GIA en Algérie ou les abus et les échecs du régime iranien. À chaque fois, on opprime l'individu au nom d'un intérêt supérieur. Nous avons hérité de notre [80] histoire, de notre littérature, de notre tourath (patrimoine culturel) cette prédominance de la collectivité sur l'individu. Or l'expérience prouve que sans la liberté individuelle il n'y a pas de libertés collectives.

Par ailleurs, toute l'histoire du monde arabe et de l'Islam est celle de révoltes, de luttes parfois héroïques pour chasser les gouvernants injustes. La justice est la valeur suprême. Il faut introduire dans la

culture populaire que c'est la liberté qui est la valeur essentielle, la véritable garantie de la justice. C'est le droit de contester, même quand on est minoritaire, qui évite les blocages et assure l'alternance.

L'adoption de la modernité dans ses éléments essentiels passera par l'abandon de plusieurs chimères.

Les facteurs idéologiques, causes de conflits entre les Arabes et les autres

Les États arabes dans leur ensemble ont des politiques de paix et de coopération avec le reste du monde. Mais cette politique ne traduit pas la volonté de toute l'opinion publique. Une partie reste prisonnière des attitudes traditionnelles, habituellement moins ouvertes sur les autres. À la vérité, ce n'est pas spécifique au monde arabe. Jusqu'à une époque récente, malgré des passerelles importantes, la plupart des cultures dans le monde se sont développées, chacune dans son propre milieu, généralement avec des relents identitaires plus ou moins prononcés. Avec le développement des moyens de communications, on commence à mieux connaître l'étranger. Dans les pays arabes, la période de la colonisation a produit deux phénomènes contradictoires. L'élite moderne, qui a dirigé le mouvement d'indépendance et qui a été victorieuse, n'a plus de complexe à l'égard de l'ex colonisateur et ne trouve aucun inconvénient à s'ouvrir sur sa culture et à coopérer avec lui. L'élite traditionnelle a, au contraire, dès le départ, cherché à mettre en valeur la culture arabe et islamique classique et a continué ce combat après l'indépendance. Son souci est d'éviter la dissolution de la personnalité arabo-islamique dans une civilisation universelle dans laquelle elle ne se reconnaît pas.

La culture pour la paix dans le monde suppose un effort sur soi pour atténuer autant que possible les aspects égoïstes des cultures nationales et pour une connaissance des autres cultures dépourvue de tout a priori d'hostilité. C'est un facteur de paix et de concorde. Cela suppose une ouverture sur les arts et les lettres des principales [81] civilisations étrangères, surtout celles avec lesquelles nous entretenons

des rapports politiques, commerciaux et humains, étant entendu que toutes les civilisations ont contribué d'une façon ou d'une autre à la civilisation universelle.

De nos jours, le rôle de la famille pour élever les enfants devenant de plus en plus limité, la connaissance s'acquiert principalement par les médias pour les adultes et par l'école pour les enfants.

Dans la majeure partie du monde arabe, les médias sont contrôlés directement ou indirectement par le pouvoir. Les gouvernements autoritaires sont les plus inaptes aux réformes. Se sachant impopulaires, ils cherchent à caresser l'opinion dans le sens du poil évitant tout ce qui « pourrait soulever des vagues » et excluant tout débat. D'où une presse, une radio et une télévision insipides, ennuyeuses, dominées par la propagande et perdant ainsi toute crédibilité.

Récemment, des chaînes de télévision relativement libres ont vu le jour dans les pays du Golfe. Financées par de riches mécènes et disposant de journalistes de qualité et de moyens techniques performants, elles ont vite acquis une très large audience dans l'ensemble du monde arabe. C'est une fenêtre d'air frais qui s'est offerte à une population assoiffée de liberté. Deux tendances dominent ces chaînes.

D'abord le drame palestinien y bénéficie d'un grand intérêt. Cela cultive bien entendu une image hostile à l'Occident, responsable de la création d'Israël, l'opresseur du peuple palestinien, et surtout hostile aux États-Unis qui soutiennent de façon inconditionnelle les occupants de la Cisjordanie et de Gaza. Évidemment, cela ne favorise pas la paix et incite au contraire à la haine. Néanmoins, cette attitude est parfaitement normale. Tous les peuples arabes, ou presque, ont été colonisés. Tous ont combattu l'occupant et tous, sauf un, ont obtenu leur indépendance. Rien ne justifie cette exception d'autant plus que le peuple palestinien a déjà perdu 78% de sa terre et qu'il est contraint à vivre sous occupation dans les 22% qui restent et dont il perd une nouvelle parcelle chaque jour. Nos amis occidentaux doivent savoir que la solidarité arabe continuera jusqu'au jour où ce problème trouvera une solution équitable.

Ensuite, les chaînes de télévision du Golfe, influencées certainement par les riches mécènes qui les financent, ont tendance à favori-

ser le discours islamiste. Loin d'être monolithiques, elles donnent la parole à tous les courants de pensée. Mais le discours religieux classique y est dominant. On a remarqué, au Maroc, en Algérie, en Tunisie et ailleurs, [82] le retour du port du voile y compris par des femmes pas nécessairement très pieuses. C'est un enfermement et une nouvelle régression. On s'accorde à dire que les prêches des télévisions du Golfe en sont la cause principale. Ces prêches sont aussi généralement chargés du discours classique antioccidental.

Je regrette ce type de généralisation car les États-Unis, qui pratiquent une politique particulièrement injuste au Moyen Orient, ne sont pas tout l'Occident. Ce dernier est plus valablement représenté par l'Europe qui adopte de nos jours une position plus équilibrée.

Les médias influencent surtout les adultes et parfois les adolescents. Les enfants sont formés à l'école.

Dans la plupart des pays arabes, les programmes et les méthodes d'enseignement ont besoin d'être améliorés. Avant la modernisation de l'enseignement, les écoles classiques enseignaient principalement le Coran, la charia et la langue arabe, avec son vocabulaire et sa grammaire. La modernisation de l'enseignement, accompagnée de sa généralisation, a consisté le plus souvent à ajouter à ces programmes les sciences exactes et des éléments de langues étrangères. L'esprit du discours éducatif est donc resté traditionnel. D'où une grande différence de mentalité entre les anciens élèves du système éducatif national et ceux formés à l'étranger ou dans les écoles des missions étrangères.

Il faudrait une profonde réforme des systèmes éducatifs pour satisfaire différents impératifs :

- Une ouverture suffisante sur les civilisations étrangères pour avoir une idée sur le monde où nous vivons, les différents courants de pensée internationaux sur le plan de la philosophie avec ses nombreuses doctrines, de la littérature avec ses nombreuses écoles...
- L'enseignement de l'histoire, même en dehors du monde arabe, est souvent l'occasion pour que chaque État inculque à sa jeunesse un esprit nationaliste d'autoglorification, une vision étriquée et partisane.

En quelque sorte, on refait l'histoire pour démontrer qu'on a toujours eu raison. Il est essentiel d'adopter dans ce domaine une vision plus réaliste et plus proche de la vérité pour favoriser la disparition ou au moins l'atténuation des anciennes rancœurs. Par exemple, en enseignant l'histoire, il faudrait que les anciens colonisateurs avouent à leurs enfants ce qu'était véritablement la colonisation. De leur côté les anciens colonisés, qui insistent sur l'héroïsme des combats pour l'indépendance, ne doivent pas passer sous silence l'apport de la partie libérale de l'opinion publique du colonisateur qui a joué un rôle non négligeable.

[83]

- L'enseignement religieux devrait d'abord se cantonner dans le domaine véritablement religieux. Lorsque les professeurs d'éducation religieuse enseignent l'histoire de la religion, ils ont généralement tendance à l'embellir artificiellement et à présenter les faits historiques d'une manière manichéenne. On a toujours eu raison en combattant pour le *bien* contre le *mal*. La sacralisation des faits historiques et leur présentation triomphaliste ont des effets néfastes sur les enfants. Ainsi, insensiblement, on développe le fanatisme et un esprit de haine au lieu de l'esprit de fraternité humaine. C'est là où le *ghihad* est le plus agressif. L'histoire de la religion devrait être laissée aux historiens. Il y aurait ainsi des chances pour que le discours soit plus objectif et moins belliqueux. Par ailleurs, l'éducation religieuse proprement dite ne doit cultiver aucune exclusive à l'égard des autres croyants ni à l'égard des athées. Bien entendu, celui qui enseigne Dieu, c'est-à-dire l'Absolu, ne peut pas facilement relativiser ses propos. Mais un effort sur soi peut et doit être fait dans ce sens. Il serait très utile de donner aux enfants un aperçu sur les autres grandes religions, en faisant très attention à ne pas les présenter en tant que « religions de l'erreur » mais comme une autre voie vers Dieu. Pour aller dans le sens de la fraternité entre les différents croyants, en Tunisie, on présente aux élèves un tableau comparatif entre les dix commandements, d'une part, et les versets coraniques correspondants, d'autre part. On arrive ainsi à la conclusion que les religions monothéistes se ressemblent énormément et sont d'accord sur l'essentiel. Un autre tableau reprend la légende de l'arbre généalogique des prophètes où on constate

que Moïse, Jésus et Mohamed étaient des cousins, une autre manière de les rapprocher. Je pense que l'Islam est la religion de l'amour de l'autre. De temps en temps, dans les rencontres internationales, des uléma l'affirment. Mais nous ne l'enseignons pas à nos enfants. Il est grand temps de combler cette lacune.

- Enfin l'éducation civique devrait être réhabilitée. En Europe, cette matière a de moins en moins d'importance. On pense certainement que les mœurs démocratiques sont désormais bien ancrées et on ne sent plus le besoin de les enseigner. Je pense que c'est un tort. En tout cas, pour le monde arabe, développer cette matière est une nécessité absolue. La formation du futur citoyen est une des finalités essentielles du lycée. Il faut enseigner la philosophie des lumières qui est la base fondamentale de la modernité, le triomphe du mouvement démocratique en Europe et aux États-Unis, la démocratisation récente de plusieurs autres régions.

[84]

Il faut exposer et expliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme et les progrès réalisés par l'humanité dans ce domaine au cours des cinquante dernières années par l'adoption des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des mécanismes de contrôle, ainsi que les instruments de prévention des conflits armés, même si ces mécanismes n'ont pas toujours bien fonctionné.

En un mot, il est temps que nos systèmes éducatifs évoluent de telle manière que soit banni l'esprit fanatique, autoritaire, paternaliste et hostile aux autres civilisations et que, à côté de la culture générale assurée grâce à une réhabilitation des humanités, soient inculqués à nos jeunes les principes de liberté individuelle, de démocratie, de droits de l'homme et de paix universelle.

[85]

"MONOTHÉISMES ET DIALOGUE INTERRELIGIEUX".

Antoine AUDO

Antoine Audo est né en 1946 à Alep (Syrie). Jésuite, actuellement évêque de l'Église Chaldéenne en Syrie. Président de la Commission du dialogue inter religieux dans l'Assemblée des Patriarches et évêques catholiques de Syrie. Sa formation en exégèse biblique l'a conduit à collaborer à la nouvelle version arabe de la Bible traduite par les pères jésuites à Beyrouth (Liban), et à l'enseignement dans le domaine des sciences bibliques à l'USJ, à l'Université du Saint-Esprit, Kaslik et à l'Institut Saint-Paul, Harissa. Une thèse d'arabe sur Zaki el Arsouzi le rend toujours sensible au destin du monde arabe et à sa capacité de dialoguer avec la modernité. Ses principales publications : *Zaki Al Arsouzi, un Arabe face à la modernité* (1984) ; plusieurs articles en exégèse biblique et notamment, un recueil sur « Lutttes fraternelles et réconciliation dans la Bible (2000) ».

[Retour à la table des matières](#)

L'un des noms que tous les monothéismes n'ont pas manqué d'attribuer à Dieu, tout au long de l'histoire, est celui de la Paix. Appeler Dieu est en quelque sorte désirer la paix et rechercher la paix, avec soi-même comme avec les autres. *Le Décalogue*, fondement des monothéismes, se réduit à un diptyque de respect envers Dieu qui suppose par le fait même, l'amour du prochain (Dt 5, 1-22).

Et pourtant aujourd'hui, face aux différents fondamentalismes religieux, certains penseurs n'hésitent pas à chercher les racines de la violence dans les monothéismes. Il est de bon ton de mettre en rap-

port étroit, violence et religion. « Pour certains, les monothéismes sont des foyers de violence qui entretiennent chez leurs fidèles des tendances presque irrépessibles à l'élimination de l'autre au nom de la Vérité révélée qu'ils prétendent détenir et du Dieu unique qu'ils imposent. » (P. Valadier, *Études*, juin 2003, p. 757)

En vérité, nous ne pouvons pas nier que souvent au cours de l'histoire, les religions avaient conduit à une certaine violence dont personne ne peut prétendre être à l'abri. Et si les religions ont un devoir aujourd'hui, il serait celui d'éduquer leurs fidèles à reconnaître leur [86] propre violence avant de la dénoncer chez l'autre. Une telle attitude pourrait frayer un chemin vers le dialogue interreligieux qui est sans doute à la base de la paix tant recherchée aujourd'hui.

Pourquoi accuse-t-on aujourd'hui la religion de violence ? Cette accusation trouve ses racines dans les événements de l'histoire qui restent présents dans la conscience de l'humanité, événement où l'on identifiait facilement la religion à la puissance politique. Mais il y a aussi une raison plus profonde de cette accusation, celle d'une compréhension inexacte d'un principe qui est juste en soi que la vérité a ses droits, mais ces droits ne justifient pas que la vérité puisse jamais être imposée par la force, comme cela a sans doute été dans le passé. La maturation de la conscience humaine au cours de l'histoire a permis de se rendre compte, que si en effet la vérité a ses droits, elle est capable de les exercer par elle-même sans l'imposer par la force, mais en la proposant aux autres.

Une telle démarche doit être aussi appliquée à la vérité de la foi. Imposer la foi, c'est la déformer. Car l'acte de foi présuppose de par sa nature même, la liberté du sujet, et par conséquent, on ne peut donc jamais imposer la foi.

Enfin, l'homme religieux tombe dans le piège de la violence à cause de sa tendance à se servir de la religion au lieu de la servir. Inconsciemment, l'homme en pensant défendre la vérité, n'hésite pas à exploiter la religion pour des intérêts humains immédiats, et en premier lieu les intérêts économiques et le prestige ethnique et culturel.

Face à de telles dérives, les monothéismes sentent le besoin aujourd'hui de revenir à une vérité qui leur est commune : Dieu ne peut

jamais être asservi à la volonté des hommes. Et pour cela, une attitude d'autocritique dans la démarche de la foi ne peut être qu'un chemin salutaire à tous.

Imposer la foi, se servir de la religion pour des intérêts personnels, ou manipuler les sentiments religieux fragiles, toutes ces erreurs commises tout au long de l'histoire ne peuvent nous faire oublier que la religion est et doit être, par sa nature, source de paix et de respect mutuel.

Une simple approche théologique nous permet d'affirmer que tous les monothéismes soulignent la conscience qu'a l'homme de la transcendance de Dieu. L'homme est marqué par *l'altérité*, par rapport à Dieu, comme par rapport à son prochain. Il n'existe que dans cette double relation.

[87]

Cette altérité suppose à la fois la distance et la proximité. L'homme s'humanise et devient vraiment homme par l'intermédiaire de la *distance* qui induit le *respect* et de la *proximité* qui ouvre son cœur à l'amour du prochain.

L'approche des monothéismes par rapport à la paix serait dans cette attitude. Le Cardinal Daneels, archevêque de Malines-Bruxelles, dit en ce sens : « Plus une religion prend conscience de la véritable nature de l'altérité dans laquelle l'homme a été placé, plus elle contribuera à la paix entre les nations et les peuples et entre les individus ».

Ce sont les religions qui portent en elles le secret de la paix dans le monde, parce qu'elles ont été dotées par Dieu de la juste conception de l'être humain et de la conscience de sa véritable nature. En effet, l'homme est une créature qui fait l'expérience de la transcendance et de l'altérité qui le libère progressivement de toute tendance de renfermement sur soi-même, et d'un regard narcissique sur l'autre qui tend à l'absorber ou à l'éliminer. Les peurs qui se cachent au cœur de l'homme menacent toujours la paix. Les monothéismes ont le devoir de guérir ces peurs par une attitude de respect et de reconnaissance de soi-même et de l'autre. Pour cela, ils sont de plus en plus conscients que la paix entre les hommes ne pourra se passer du dialogue interreligieux.

Après avoir exposé dans ce premier temps une réflexion de type philosophico-théologique sur le rôle des monothéismes dans le processus du dialogue interreligieux, venons-en maintenant à une approche de type historique qui mentionne certaines dates, rencontres et documents concernant les efforts déployés dans ce domaine.

Le deuxième Concile du Vatican (1962-1965) suivant l'esprit d'ouverture encouragé par le pape Jean XXIII a promulgué en octobre 1965 la déclaration *Nostra Aetate*, autrement dit « Déclaration sur les relations de l'Église avec les religions non chrétiennes ». Celle-ci constitue la Charte du dialogue interreligieux. Au n° 1 de la déclaration nous lisons : « À notre époque où le genre humain devient de jour en jour plus étroitement uni et où les relations entre les divers peuples augmentent, l'Église examine plus attentivement quelles sont ses relations avec les religions non chrétiennes. Dans sa tâche de promouvoir l'unité et la charité entre les hommes, et même entre les peuples, elle examine ici d'abord ce que les hommes ont en commun et qui les pousse à vivre ensemble leur destinée... Elle exhorte donc ses fils pour que, avec prudence et charité, par le dialogue et par la collaboration avec ceux qui suivent d'autres religions, et tout en [88] témoignant de la foi et de la vie chrétiennes, ils reconnaissent, présentent et fassent progresser les valeurs spirituelles, morales et socioculturelles qui se trouvent en eux ».

Cette déclaration qui n'est pas très longue consacre expressément une partie à la religion musulmane (n° 3) et une autre à la religion juive (n° 4), les trois religions monothéistes étant concernées d'une façon spécifique par le souci du dialogue et de paix dans le vaste éventail des religions du monde.

Il est certain que le conseil pontifical pour le dialogue interreligieux est d'une certaine manière le prolongement et l'application de l'enseignement de Vatican II dans le domaine du dialogue interreligieux. Depuis, ce Conseil qui a commencé par être un simple Secrétariat du dialogue interreligieux, est devenu un organe très actif de la Curie Romaine, avec un bureau particulier qui se consacre au dialogue islamo-chrétien.

Il nous serait difficile dans ce bref exposé de mentionner activités, rencontres, réflexions de fond et déclarations effectuées par ce

Conseil dans le domaine du dialogue islamo-chrétien qui nous concerne particulièrement au Liban et au Moyen-Orient. Pour cela nous nous limiterons à en évoquer les instances de dialogue les plus importantes ainsi que les rencontres d'Assise et du Jubilé de l'an 2000.

Tout d'abord un comité de liaison islamo-chrétien se réunit chaque année pour discuter d'un thème actuel concernant les rapprochements des points de vue entre chrétiens et musulmans ; il est composé du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et de quatre organismes musulmans internationaux. La mosquée d'Al Azhar du Caire, la fondation Al Baït de Amman, Jordanie, ont organisé aussi des rencontres avec ce même Conseil, couronnées par des publications sur le thème traité, avec une déclaration finale commune.

En octobre 1986, le pape Jean-Paul II a invité les représentants des différentes religions à venir à Assise pour Jeuner et prier pour la paix dans le monde.

De même en janvier 2002, Jean-Paul II a invité de nouveau les chefs religieux à devenir des artisans de paix : « Je voudrais annoncer que je compte inviter les représentants des religions du monde pour venir à Assise le 24 janvier 2002 pour prier pour la fin du conflit et la promotion d'une vraie paix, et pour venir ensemble, chrétiens et musulmans, pour déclarer au monde que la religion ne devrait jamais devenir cause de conflit, de haine et de violence. » (Angélus 18 novembre 2001). [89] Il faudrait sans doute écouter l'appel du pape dans le contexte des préparatifs de guerre contre l'Irak (mars 2003).

Cette rencontre d'Assise à laquelle ont participé des représentants de toutes les religions du monde et notamment un représentant d'Al Azhar Mohammad Tantawi, qui a rédigé un message personnel, est un témoignage éloquent de l'engagement des religions en faveur de la paix. De même Rabbi Israël Singer a présenté une réflexion concernant le thème de la paix dans le judaïsme. Le tout a été couronné par une déclaration finale en dix points et qui a le titre de : « Engagement commun pour la paix ».

Dans ces dix points qui rappellent sans doute les dix commandements de Dieu pour le monde moderne, les représentants des religions font leur cette règle d'or : « Fais aux autres ce que tu désires qu'ils

te fassent » en insistant sur la condamnation de la violence commise au nom de Dieu et en s'engageant à construire une culture de dialogue, de respect des identités culturelles, de solidarité, de paix et de justice ; car enfin la paix ne peut être séparée de la justice.

Comme nous venons de le constater, le chantier du dialogue interreligieux devient de plus en plus vaste et varié dans ses approches. Il nous suffit de consulter le précieux livre de l'Institut d'études islamo-chrétiennes de l'Université Saint-Joseph contenant les déclarations communes islamo-chrétiennes, pour nous en rendre compte.

Nulle religion, nulle confession ne peut prétendre s'approprier le dialogue. Le phénomène de mondialisation nous accule à défendre notre identité et notre liberté et à devenir de plus en plus capables de respect de l'altérité.

L'on a dit aujourd'hui, et à juste titre : « Être religieux aujourd'hui signifie être interreligieux, puisque dans un monde religieusement pluriel une relation positive avec les croyants d'autres religions ne peut pas ne pas être une exigence pour les chrétiens ». L'autre n'est plus celui que je dois éliminer pour me reconforter dans une volonté de puissance mais, bien au contraire, celui qui par sa différence me pousse de plus en plus à ouvrir mon intelligence et mon cœur à la foi en Dieu, comme gratuité et communion.

Pour finir, ne peut-on pas dire que le destin du Liban est ancré dans une histoire et géographie toujours assoiffée de liberté et à la recherche d'une vraie fraternité ? Les jésuites et l'USJ ont aimé le Liban et se sont donnés à lui, comme terre d'accueil, de culture et de foi profonde. Qu'il me soit permis, comme fils de cet Orient, de leur exprimer ma gratitude [90] et mon respect. Nous saluons les Libanais, musulmans et chrétiens, essoufflés par l'hémorragie d'une guerre qui a été qualifiée de religions, mais toujours capables de se mettre debout, de se respecter dans leurs différences religieuses et d'être pour le monde d'aujourd'hui un modèle de réconciliation et de reconnaissance mutuelle pour le bien du Liban et des pays qui l'entourent.

[91]

"MONDIALISATION ET CIVILISATION : CHOC OU DIALOGUE ?"

Ghassan TUÉNI

Ghassan Tuéni est né le 5 janvier 1926 au Liban. Master of Arts, Harvard University. Éditeur et rédacteur en chef du quotidien *An-Nahar* (fondé en 1924) de 1948 à 1999. Co-fondateur et Président du Conseil d'administration de *L'Orient-Le Jour*, (1970-1972). Président Directeur Général de la Société « Les Éditions Dar an-Nahar », S.A.L. depuis janvier 2000. Député (1951-1957), vice-président de la Chambre (1953-1957). Vice-premier ministre, ministre de l'Information et de l'Éducation nationale (1970-1971), ministre des Affaires sociales, de l'Industrie et du Tourisme (1975-1976). Représentant personnel du Président de la République aux États-Unis en mission extraordinaire (décembre 1976-janvier 1977). Ambassadeur, Représentant permanent du Liban auprès des Nations Unies (septembre 1977-septembre 1982). Conseiller diplomatique du Président de la République (septembre 1982-septembre 1985).

Ses principales publications : *Laissez vivre mon peuple !*, Librairie d'Amérique et d'Orient Jean Maisonneuve (1984) ; *Une Guerre pour les autres*, Éditions JC Latès (1985) ; *Un siècle pour rien* (dialogue à trois voix avec Jean Lacouture et Gérard D. Khoury), Éditions Albin Michel (2002) ; *Questions du Moyen-Orient, Palestine, guerres au Liban*, Éditoriaux hebdomadaires (continus) au quotidien *an-Nahar*.

[Retour à la table des matières](#)

[91]

Monsieur le président de séance,
Excellences,
Révérend Père Recteur,
Mesdames et Messieurs,

Le sujet qui m'est proposé est une habile recomposition des débats entrepris depuis plus d'une décennie : le choc des civilisations, le dialogue des cultures, enfin les limites et le sort de la mondialisation. Le tout dans une perspective de paix, hélas ! de plus en plus inaccessible.

Le temps est venu de parler des réalités loin de la recherche quasi esthétique de formules académiques répétitives qui nous mènent à présent vers un surréalisme tragique.

Trêve donc de rhétorique abstraite.

Allons droit aux faits et à leurs implications.

Depuis le 11 septembre, le dialogue des cultures est otage de la guerre « anti-terroriste ». À l'ombre des dérives idéologiques pour le moins dangereuses, engendrées par ce tournant tragique de l'histoire [92] de l'humanité, le dialogue des cultures a perdu sa sérénité, la sérénité de la raison et du cœur qui devraient l'animer.

Les guerres anti-terroristes, dites préemptives, menées par les États-Unis en Afghanistan, en Irak, et bientôt, qui sait, ailleurs, dégénèrent en un choc des ignorances et des barbaries, supplantant ainsi la vision, combien illusoire, d'un choc des civilisations. Les hommes meurent tous les jours, les cités se détruisent, les cultures se disloquent, la rupture entre les civilisations s'accroît face à une mondialisation incontournable qui se voudrait humaniste, mais qui est de plus en plus contestée et compromise.

Les événements récents, plus particulièrement le Sommet de l'Organisation de la conférence islamique, imposent à notre débat les considérations les plus paradoxales.

La guerre d'Irak, menée comme une « croisade » sans le nom, contre « l'axe du mal », a réussi à venir à bout de la dictature de Saddam Hussein. Mais elle a transformé l'Irak en vivier du terrorisme islamique, qui mène aujourd'hui un jihad dit « anti-croisé », avec des systèmes d'agression plus « sophistiqués » - de l'aveu même des Américains - que les systèmes de défense des forces d'occupation. Tant et si bien que le Secrétaire américain à la défense n'hésitait pas, il y a quelques jours, à exprimer sa frustration allant jusqu'à s'interroger sur la justesse de son action. La guerre contre l'Irak, ainsi que la lutte anti-terroriste lui semble maintenant avoir souffert de « miscalculation ». Son arrogance, hier encore gonflée d'une méchante rancœur vis-à-vis de l'ONU et du reste du monde, aujourd'hui autocritique, a valu à l'Amérique d'être prise dans une spirale meurtrière qui risque d'interdire tout dialogue. Chaque victoire militaire, quand il en est, au lieu de déboucher sur un règlement de paix, engendre elle-même une contre-guerre. Ainsi de suite, indéfiniment. Ce qui plus est, non contente de s'empêcher de condamner les méthodes d'agression israéliennes (démolitions de villages et de camps habités par des civils, assassinats par avions et hélicoptères, etc., agressions criminelles évidemment génératrices de réactions terroristes vengeresses), Washington semble légitimer la thèse sharonienne qui assimile son plan de destruction et de transfert - voire, « le Plan Dadet » - à la guerre « préemptive », thèse majeure de la stratégie nationale énoncée dans le document du président George W. Bush et qui porte sa marque.

Face à l'Amérique, c'est le monde musulman tout entier qui est, lui aussi, piégé par la même dialectique de la violence. Condamnant le [93] terrorisme qu'ils essayent, avec audace et bravoure, mais vainement de combattre, les États musulmans, l'Afghanistan non exclu, n'ont d'autre discours que celui dicté par une peur de l'Occident américain israélisé. Contraints à se réfugier dans une politique d'islamisme qu'ils veulent non-fondamentaliste et anti-intégriste, ils contribuent malgré eux à développer une logique d'opposition, et creusent ainsi les failles des ignorances réciproques. N'est-ce pas là le chemin idéal pour accentuer les différences de culture ? Le dialogue devient alors un dialogue de sourds donc un non-dialogue. Ou mieux encore, un antialogue s'il faut croire Bruno Frappat (La Croix, 21 août 2002) : « La peur de l'autre, de sa différence, de la menace qu'il peut présenter pour soi.

La peur [qui] réside au cœur même de l'homme... [et] il n'est pas nécessaire de remonter à l'Antiquité, ni même aux horreurs du XXe siècle. L'actualité vérifie la permanence de ce principe qui voit l'homme dominer sa peur en niant l'autre, en l'humiliant, en l'excluant. ».

N'est-ce pas ce levier psychologique de la peur qui conduit Israël à mener l'Amérique vers la pratique d'un terrorisme d'État ?

Cette « peur », Dominique de Villepin, dans un débat public avec Laurent Fabius, la place dans le sillage d'une « accélération de l'histoire ». Il la décrit comme un « aiguillon terrible sur le plan historique ». Un aiguillon qui pousse les États-Unis « à agir pour actionner leur sécurité aux confins de la planète, pour donc poser les règles d'un ordre mondial qui les rassurent ».

Washington est bien loin d'avoir réalisé ses rêves de direction unilatérale d'un monde globalisé. Le mirage d'empire universel semble s'être déjà évanoui dans les sables de la moyenne Asie. La victoire annoncée d'avance s'est avérée impossible. Témoin, le dernier Conseil de sécurité où le prix de l'unanimité verbale autour d'un rôle virtuel de l'ONU est cher payé à une Europe conciliante mais lointaine et presque honteuse d'avoir accepté le marché. Idem une Russie qui s'est contentée de montrer ses dents (des fusées atomiques jusqu'alors secrètes) avant de se taire. Enfin une Chine qui proclame son égalité en effectuant un tour de danse dans le cosmos avant de prononcer un oui presque silencieux. La démonstration est faite de l'inutilité de la force absolue pour la conduite politique ou même simplement militaire d'un monde trop complexe pour être globalisé. Gare donc à l'Amérique ! Elle doit s'empêcher de céder à la tentation nucléaire, qui deviendrait apocalyptique. La « Fin de l'Histoire » aurait alors été non pas [94] l'aboutissement du projet démocratique, à la Fukuyama, mais bien une Fin du Monde.

Surtout si Israël, dans un geste de désespoir, rappelle alors Masada du fonds de sa mémoire mythique. Se croyant, cette fois, sérieusement protégé par les sous-marins atomiques dont il vient d'annoncer l'existence, Israël ne risque-t-il pas de succomber à cette tentation et d'y entraîner Washington, puis le monde tout entier ?

Est-il besoin d'ajouter que la dernière innovation de Sharon, la muraille qui sépare Israéliens et Palestiniens est loin d'être une construction démocratique ? Qu'elle rappelle étrangement le mur de Berlin, et plus loin encore, le rideau de fer ? Enfin qu'elle fait d'Israël, si la construction se poursuit, un monstrueux ghetto où le rêve - sioniste, plus simplement le rêve juif - d'espace et de liberté n'y retrouve point son droit de cité ?

Mesdames, Messieurs,

Arrêtons-nous là dans nos analyses du quotidien - pour le journaliste que je demeure - elles auraient été infinies. Passons à l'examen de quelques propositions qui s'inscrivent dans une perspective d'avenir politico-culturel.

J'enchaîne. Il ne nous faut point désespérer, nonobstant le climat de méfiance voire de haine où s'engloutit la principale patrie du dialogue des cultures, à savoir le dialogue des religions. Ici, ne nous leurons pas. C'est la paix qui est à la fois *télos*, et *road-map* pour mener le dialogue, dans ses multiples ramifications, vers une société de concorde à l'intérieur des nations et entre elles.

Pour atteindre cette paix et ce qu'elle comporte, il nous faut, dans la même démarche, accepter l'inévitabilité d'un hyper-rôle de la superpuissance américaine, mais déconstruire la *pax-americana* à la mode romaine. Deux voies s'ouvrent devant nous, parallèles, mais parfois conflictuelles : celle de la politique universelle qui va au-delà de la diplomatie classique. Puis celle de la culture identitaire, donc, nécessairement interreligieuse. Quelquefois, en Irak, intrareligieuse aussi.

Traitions d'abord, en termes simples, de la voie politique. Pour déconstruire le projet d'empire américain, c'est à l'intérieur de l'ONU qu'il faut œuvrer. Le chemin est déjà tracé - il suffit d'y revenir - dans les décisions de la réunion au sommet du Conseil de sécurité tenue le 31 janvier 1992, et à laquelle la présence des cinq chefs d'État et de [95] gouvernement des membres permanents a donné une solennité historique jamais vue.

On tournait alors la page de la guerre froide en chargeant l'ONU de concrétiser « l'espoir enfin possible » d'un monde uni, plus sécurisé, plus équitable et plus humain. Un concept nouveau était énoncé dans la « Déclaration du Conseil » qui est d'un symbolisme fort, nous verrons pourquoi. La « diplomatie préventive » que le Conseil est chargé d'entreprendre, non pour régler les conflits une fois éclatés, mais pour les empêcher d'éclater, donc prévenir les guerres.

Or voilà que Washington, depuis la crise d'Irak, et même bien avant, retire la « prévention » à l'ONU, voire à la diplomatie, pour en faire la justification proclamée comme emblème de la guerre anti-terroriste, une « guerre préventive » contre un « axe du mal » flexible, puisqu'il s'étend jusqu'aux Philippines, sans parler de la Corée du Nord.

On est loin des rêves onusiens de janvier 1992 quand on pensait consolider l'action des Forces de maintien de la Paix, étendre les prérogatives « d'établissement de la paix » (chapitre VII), et même, pourquoi pas ?, créer enfin une « Force permanente de maintien de la paix » à laquelle ne cessaient d'aspirer des diplomates naïfs, représentant, aux conférences sur le désarmement, les petites nations du Sud où les budgets d'équipement d'armées inutiles empêchaient l'investissement dans le développement économique et humain.

À la réunion historique de janvier 1992, on avait demandé au Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali - qui venait d'assumer ses fonctions - de présenter, dans un délai de six mois (spécifiquement le 1er juillet) un rapport visant à augmenter « l'efficacité des "organisations" régionales en vertu du chapitre VIII de la Charte, etc. ». Ce rapport intitulé *Agenda pour la paix*, suivi d'un *Agenda pour la paix, le développement et la démocratie* », demeure lettre morte. Boutros-Ghali devait d'ailleurs perdre son poste pour avoir osé dénoncer un acte suprême de terrorisme israélien contre les installations de l'ONU à Cana, au Sud-Liban protégé par la Finul. Des centaines de civils, vieillards, femmes et enfants surtout, s'étaient réfugiées dans une quasi-caserne de l'ONU, pour périr en martyrs de la paix et de la confiance.

Aujourd'hui, en Irak, plutôt que des Forces des Nations unies, que l'on se proposait d'envoyer pour « maintenir la paix », ce furent les armées américaines qui débarquèrent pour « préempter » le terroris-

me, détruire des armes biologiques ou chimiques, d'ailleurs introuvables, et exporter une « démocratie motorisée » au lieu de cultiver [96] la démocratie par le développement humain, sous la guidance des Nations unies.

Boutros-Ghali avait déjà pris sa retraite et écrivait ses mémoires. Son successeur, Kofi Annan, devait être plus tard aussi explicite dans sa condamnation de la marginalisation de l'ONU. L'anti-terrorisme « unilatéral » commençait à coûter cher, très cher à l'ONU, pour un rôle en Irak qui n'était qu'un simple alibi et pour lequel il ne fait pas bon mourir. Mais tout n'est pas encore dit !

Mesdames, Messieurs, abrégeons.

C'est à partir donc d'une ONU réformée que le dialogue des cultures peut reprendre dans la paix et la sécurité. Une ONU où les pays minoritaires n'auront plus la frustration de se sentir objets de dissensions et de partages, mais sujets actifs dans une concertation universelle. Un dialogue qui devrait devenir alors planétaire, et où le souci des partenaires ne serait plus de se rejeter mutuellement, de s'auto-détruire en voulant détruire l'autre. Ainsi se dessinerait une géographie intercontinentale rééquilibrée - mais sans retour à l'équilibre de la terreur - susceptible de se substituer à la mondialisation aujourd'hui sauvage. Cette mondialisation sait déjà qu'elle doit se transformer, transcender ses limites afin de s'enrichir du patrimoine des identités religieuses, ethniques ou nationales, plutôt que de les brutaliser. Elle doit aspirer à devenir moteur d'une phénoménologie de l'unité humaine, vecteur d'une synthèse où chacun voit dans l'autre un miroir de lui-même.

Dans cette géographie, le rôle de l'Europe est, bien évidemment, majeur. D'abord parce qu'elle-même est maintenant édifiée en communauté plurielle, ensuite parce qu'à travers la Méditerranée, elle a hérité d'échanges maintenant anciens avec deux autres continents riverains de cette même mer, l'Afrique et l'Asie et où tout semble ne se passer que dans la tragédie. De plus, à sa population musulmane propre, dans les Balkans et l'Europe de l'Est, s'ajoute la population d'ori-

gine maghrébine, égyptienne, syro-libanaise, turque, sans oublier les Iraniens d'Allemagne. Quand la Turquie sera elle-même d'Europe, son apport culturel propre, en plus de l'apport religieux, retrouvera un héritage plus riche encore que l'héritage orientaliste importé surtout au XVIIIe siècle, mais bien avant, depuis les Croisés.

Ayant survécu au syndrome des guerres et des paix d'antan, ayant survécu surtout aux déboires de ses empires coloniaux, qui ont quand même laissé les empreintes de traditions culturelles aujourd'hui [97] précieuses, c'est de l'Europe et de la Méditerranée que doit partir l'entreprise ultime pour établir une paix qui guérira le monde de la cassure entre Orient et Occident.

Les deux rives doivent s'unir, mais c'est de la rive dite Sud - et pourquoi pas du Liban particulièrement ? Nous y reviendrons - que doit émerger le dialogue tant recherché par l'Union européenne. Malgré et surtout à cause du rapt du Moyen-Orient par l'Amérique qu'avait précédé sa culture de la violence, hélas véhiculée par des progrès de pointe inégalables.

Ce dialogue, où le religieux aura sa place prépondérante, pourrait très bien s'inspirer de l'amour de la Jérusalem, *civitas dei*, un amour partagé par tous mais non divisible.

Et, s'il n'est pas interdit de rêver, pourquoi la Russie ne pourrait-elle pas prolonger l'Europe de l'Atlantique jusqu'aux rives rapprochées de l'océan Pacifique où elle retrouverait l'Amérique (côté Bush West), la Chine, le Japon ainsi que l'Asie (musulmane et indienne) comme partenaires dans un dialogue de l'avenir ? Le Pacifique - nom présage - ne serait-il pas destiné à devenir, dans le cadre de la globalisation, un centre de gravité du troisième millénaire, succédant ainsi à l'océan Atlantique sur les rives duquel se déroulaient les guerres autant que dialoguaient les cultures des siècles passés ?

Mesdames, Messieurs,

Le moment est venu pour moi de conclure. J'ai dit que je parlerai du Liban, je le fais non par devoir, mais parce que si le Liban, l'Andalousie des temps modernes, venait à disparaître, ou à éclater, ce sont d'autres guerres balkaniques qui nous attendent. Elles marqueraient la fin de toute coexistence au Moyen-Orient, donc de tout dialogue islamochrétien. Le monde arabe sera alors plus islamisé, donc plus fanatisé à partir du Liban, qu'il ne le sera à partir de l'Irak ou bien entendu de l'Afghanistan. Car c'est au Liban, bien plus qu'en Syrie, Jordanie, ou même qu'en Palestine que la présence politique d'une « arabité chrétienne » assume toute sa dimension, qui perdure depuis l'anté-Islam, la Jahilya, puis avec l'Islam et enfin après l'Islam. Donc, la preuve historique ininterrompue du non-choc des civilisations.

N'étant pas catholique moi-même, je me sens encore plus convaincant quand - avec la permission des pères jésuites - le me permet d'interpréter les paroles de sa sainteté le pape Jean Paul II.

[98]

Lors de sa visite au Liban, en 1997, il nomma ce pays « Patriemessage ». Sa Sainteté nous a conviés, en visitant nos églises, à prier pour l'islam avec amour. Il ne nous demandait pas ainsi de convertir les musulmans, moins encore de rejoindre les *Christian-Zionists* de la Maison Blanche qu'il avait avertie d'ailleurs que « la guerre d'Irak menace de détruire l'humanité ».

Ayant survécu à un demi-siècle et davantage de guerres impies dites de religion, les Libanais crient du fond de leurs cœurs : que cessent les appels à la conversion par des hérauts de révolutions nihilistes ! La surenchère de vérité révélée par le Dieu que l'on semble ainsi diviser est contraire à la nature de la foi, qui est partout Amour et Libération. C'est en voulant s'appropriier seul Sa vérité que l'on détruit l'unique et même Dieu. J'ose dire qu'on le suicide en soi, fût-t-il Christ, Allah ou Jéhovah.

Comme le prescrit le véritable *jihad*, c'est en intériorisant notre foi que l'on se rapproche de Dieu. Telle est la source du véritable amour qui est tolérance de l'autre.

Une dernière remarque s'impose.

En Arabie saoudite, terre du Prophète, s'opère aujourd'hui une triple révolution : premièrement, celle des intellectuels libéraux qui réclament la démocratie, l'égalité et la liberté, enfin la fraternité ; deuxièmement, une révolution dans l'éducation religieuse, dispensée par des cheikhs maintenant guidés par de nouvelles autorités, ainsi que dans les prêches aux mosquées : plus d'appels à l'exclusivité et au fanatisme, mais un accent particulier sur les Sourates où il est question des « Gens du Livre », des prophètes et des Saints qui ont précédé Mahomet et dont il s'est toujours réclamé ; troisièmement : l'intégrisme qui, nous devons l'avouer, continue malgré les arrestations quotidiennes, et semble devenir de plus en plus secret.

J'ai cité ce qui se passe dans la patrie du Prophète pour dire que cette expérience, d'une valeur existentielle énorme, se propagera sans doute ailleurs. Mais elle ne se propagera, ni n'aboutira au dialogue, par la force des armes, moins encore par la terreur.

Il ne nous appartient peut-être pas de proposer une réforme de l'islam. Elle est en cours, et l'*Ijtihad*, l'interprétation religieuse et religiopolitique est en pleine progression. Même en Iran où un jeune Khomeiny prêche la démocratie, devancé en Arabie Saoudite par le Prince Talal, fils d'Abdel-Aziz, qui demande la libération de la femme et son égalité. Il nous faut l'accompagner en renonçant à toute forme de [99] fondamentalisme chrétien, fût-elle le fait d'un simple réflexe de peur. Il nous appartient d'appuyer les appels, en terre d'islam, pour que sa pensée s'ouvre aux philosophies modernes. Qu'elle s'inspire non pas de l'obscurantisme d'époques révolues mais des lumières des philosophes et des mystiques des périodes glorieuses de l'islam, quand les grands penseurs, tels Ibn Khaldoun et même al-Ghazali, et les grands mystiques tels Ibn Arabi, prêchaient la tolérance et l'amour de l'autre, et invitaient les sociétés musulmanes à s'ouvrir sans restriction aux connaissances universelles. N'est-ce pas par l'Islam que la pensée gréco-romaine revint à l'Europe du Moyen âge ?

Le moment n'est-il pas venu d'encourager les penseurs musulmans à étudier et à publier, dans la plus grande liberté de pensée, le christianisme à partir des textes chrétiens et non seulement des textes de la tradition musulmane ? Cette connaissance, nouvelle aujourd'hui mais qui existait jadis, doit aller jusqu'au théologique et se conjuguer avec les travaux de chercheurs et de penseurs chrétiens qui ne cessent d'étudier l'islam en soi. N'est-ce pas là le chemin d'un dialogue qui approfondirait la signification du « vivre ensemble », si l'on établit en règle absolue que l'objectif n'est ni de prêcher ni de réfuter, mais seulement de mieux savoir, donc de se comprendre davantage, et puis peut-être de se mieux aimer ?

Mesdames, Messieurs,

Tout Libanais n'est pas de Phénicie ou de Carthage.

Qu'il me soit permis, en guise de prière, de réciter ces quelques lignes de Saint-Augustin, dit le punique, donc en pure lignée :

« Aime et fais ce que tu veux.

Si tu te tais, tais-toi par amour,

Si tu parles, parle par amour,

Si tu corriges, corrige par amour,

Aie au fond du cœur la racine de l'amour ;

De cette racine, il ne peut sortir que du bon. »

Merci.

[101]

"LES DROITS DES FEMMES DANS LA CONTROVERSE ENTRE UNIVERSALITÉ DES DROITS DE L'HOMME ET PARTICULARITÉ DES CULTURES."

Françoise HÉRITIER

Françoise Héritier est Professeur honoraire au Collège de France et à l'École des hautes études en sciences sociales.

Françoise Héritier a été, depuis 1961, successivement chercheur à la VIe section de l'École pratique des hautes études puis au Centre national de la Recherche scientifique, avant d'être élue directeur d'études à l'E.H.E.S.S. (1978), puis professeur au Collège de France (1981). Anthropologue africaniste, elle a travaillé auprès de populations du Burkina-Faso (Samo, mais aussi Mossi et Pana) et du Mali (Dogon). Elle est spécialiste de questions de parenté et d'alliance, ainsi que des systèmes de représentation centrés sur le corps. Elle a été présidente du Conseil national du sida et est actuellement membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie. Auteur de *l'Exercice de la parenté* (1981), *Les Deux sœurs et leur mère* (1994), *Masculin/féminin I. La pensée de la différence* (1996) et *IL Dissoudre la hiérarchie* (2002), *De la violence I et II* (1996, 1999).

[Retour à la table des matières](#)

Le sujet qui m'a été imparté est « Universalité des droits de l'homme et particularité des cultures », et l'on pressent son intérêt à l'aune des conflits idéologiques qui secouent le monde. Cependant, il m'a paru difficile d'en traiter de façon abstraite et générale, alors que j'en suis venue à le voir sous un angle particulier qui, seul, le rend

compréhensible. Ma discipline est l'anthropologie sociale. C'est par une sorte de pente nécessaire que je suis passée, dans mes travaux de recherche, de questions abstraites sur les systèmes de parenté et d'alliance à l'anthropologie symbolique du corps puis à l'étude des rapports de sexes, et enfin à la violence. C'est donc dans le cadre défini par les nécessités logiques d'un objet scientifique que j'ai abordé la question des droits des femmes et des violences qui leur sont faites sur ce point, expérience qui fait qu'il m'a semblé nécessaire d'infléchir le sujet qui m'était imparti dans ce sens particulier. J'ai donc recentré ma contribution sur le thème : Les droits des femmes, dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures. Je suis d'ailleurs assurée d'être, on le verra par la suite, non pas sur une voie adventice et mineure mais au plein cœur du sujet global.

[102]

Lorsqu'on aborde ces questions, on voit qu'on entend par universalisme ce qui apparaît dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme, acceptée par les membres des Nations unies en 1948, laquelle met en évidence certaines idées morales « tellement répandues qu'elles peuvent être considérées comme inhérentes à la nature de l'homme en tant que membre d'une société », un « *common standard of decency* », pour le dire en anglais. Et c'est vrai qu'il n'existe pas de sociétés qui permettent tout uniment le meurtre ou l'agression, au moins en ce qui concerne ceux que l'on reconnaît comme semblables par leur appartenance au même groupe ; ou qui permettent également sans état d'âme le pillage des biens du semblable ainsi défini, l'extorsion, le vol ou, dans un autre registre, qui permettent une complète licence sexuelle dans le choix des partenaires. Toutes ces situations sont réglées localement par des lois, écrites ou non écrites, et on peut s'entendre sur ces points pour jeter les bases d'une entente minimale. Mais le fait que des règles sociales existent partout, qui permettent de définir un « *common standard of decency* », ne signifie pas pour autant que la réalité se conforme à la règle, surtout lorsque les partenaires, même parmi ceux qui se reconnaissent comme semblables, ne sont pas égaux. Il fallait protéger les individus et les groupes en état de dépendance de la puissance des dominants et particulièrement de

celle des États. La reconnaissance officialisée de droits uniformes pour tout individu humain est une première étape à l'efficacité symbolique certaine : droit à la vie et à la liberté (meurtre, torture, esclavage sont interdits) mais aussi garantie de la liberté de pensée, de parole, d'action, de mouvement. Déjà, l'application et le respect de ces droits individuels a minima ne sont pas assurés en tous lieux, on en conviendra. Sont par ailleurs controversés non plus des droits individuels mais collectifs, tels l'auto-détermination, le droit au développement, des droits économiques et sociaux comme l'accès à la nourriture, aux soins, ou l'accès au logement pour ne pas parler du droit du travail ou à un environnement durable. S'ils sont controversés, c'est en raison certes de leur nature collective, mais aussi et surtout de ce qu'ils sous-entendent de décisions politiques majeures, tant sur le plan national qu'international. Mais aucun cependant n'est autant controversé que celui qui concerne l'égalité entre les sexes, c'est-à-dire la simple reconnaissance du fait que les femmes participent de l'humain tout comme les hommes, et c'est toujours en liaison avec l'extension des « droits de l'homme » aux femmes qu'est mis en avant l'argument [103] relativiste culturel. On peut le présenter ainsi : le statut réservé aux femmes relève du fait culturel et de la tradition et doit à ce titre être respecté, comme le sont la religion, les productions intellectuelles, les arts et techniques, les modes d'être et les modes de vie. Toute « intrusion » quelle qu'elle soit (jugement critique, encouragements à changer, essais d'intervention sur le mode de l'alphabétisation par exemple) est perçue comme relevant de la forfanterie des puissants États occidentaux qui veulent imposer aux autres *leur* modèle culturel propre.

La question telle qu'elle est posée élimine son objet propre : les femmes sont des humains au même titre que les hommes ce qui leur confère les mêmes droits qu'eux, au profit d'un débat qui est censé opposer les tenants d'une universalité abstraite découplée du réel et les tenants d'un ensemble de configurations dites culturelles, toutes égales en valeur et dont aucune ne devrait chercher à se prévaloir d'autres arguments (politiques, économiques ou religieux) pour s'imposer face aux autres.

En fait, telle qu'elle est ainsi posée, l'opposition entre les deux points de vue ne peut trouver de solution. Pour ma part, j'en traiterai différemment. Ce qui est universel, à mes yeux, est l'existence d'un « modèle archaïque dominant » qui régit le rapport des sexes dans le monde, quoi qu'on en pense et malgré des avancées considérables dans la loi et les comportements dans certains pays et particulièrement dans le monde occidental, dans des temps récents. L'usage du corps des femmes en est une pierre de touche particulièrement remarquable. Et ce modèle dominant passe pratiquement, en raison de son universalité, pour l'une de ces idées morales « tellement répandues » qu'elles sont considérées comme consubstantielles à la nature de l'homme social. Il nous faut comprendre comment s'est établi ce modèle et en quoi il consiste pour mieux voir par quels moyens il est possible de le subvertir ou de le renverser (à très long terme, il faut bien le savoir).

Succinctement, je voudrais donc montrer comment il s'est mis en place et comment il fonctionne ; montrer ensuite en quoi l'argument relativiste dit culturel n'a pas de sens en ce domaine ; enfin montrer en quoi sa persistance est contre-productive et génératrice de violence à l'heure actuelle, si l'on considère l'intérêt bien compris tant des individus que des États.

L'inégalité des sexes n'est pas, il faut le souligner avec force, un effet de la nature, mais un effet de la symbolisation à partir de l'observation minutieuse faite par nos lointains ancêtres du genre Homo, [104] de faits biologiques irréductibles. J'entends par là qu'ils ne peuvent être déconstruits de façon telle que les éléments qui les composent soient rapportés et comparés à des faits déjà connus, maniés par la pensée, identifiés et répertoriés. Ce sont des *butoirs* pour la pensée de l'homme à ses débuts mais aussi pour tout homme en tout temps, y compris de nos jours. Ils sont irréductibles et il est impossible de les esquiver. Il n'est pas question de faire le tour de ces données centrales dont la présence et l'agencement intellectuel qui en ont été faits par le genre Homo ont concouru à l'établissement du modèle archaïque dominant. J'en retiendrai ici deux seulement.

Toutes les espèces animales observables, surtout les mammifères qui occupent le monde proche, se présentent selon les formes identi-

fiables de chacune, mais elles sont toutes partagées, y compris l'espèce humaine, par une séparation morphologique et physiologique qui oppose, toujours de la même manière, un sexe mâle et un sexe femelle. Cette constante surprenante est à l'origine selon toute vraisemblance de la mise en place d'une opposition mentale fondamentale entre le *même* (l'identique) et le *différent*, sous son aspect réflexif. Si J'appartiens à une catégorie, tous les autres ne peuvent être classés qu'en « mêmes » et en « différents ». Cette catégorie dualiste fondamentale est le moule de toutes les oppositions, concrètes et abstraites, qui nous servent à penser, et que l'on observe, sans exception, dans toutes les langues, de toutes les sociétés, y compris celles qui nous paraissent le plus rudimentaires mais qui ne le sont pas. Chaud/froid, sec/humide, ferme/mou, dur/tendre, actif/passif, abstrait/concret, haut/bas, immanent/contingent, supérieur/inférieur, etc.

Or, ce qu'il convient de noter, c'est que ces oppositions dualistes sont toujours connotées sexuellement du sceau du masculin et du féminin et informent de la sorte nos pensées, comportements et attitudes, mais qu'en plus, elles sont valorisées, à savoir que la catégorie marquée du sceau du masculin l'emporte en valeur sur celle marquée du sceau du féminin, là aussi de façon universelle. On peut voir de plus que cette valeur hiérarchisée n'est pas fonction d'un sens propre, permanent, inhérent à ces termes, mais de la connotation que leur confère chaque société. Ainsi actif/passif. En Occident, l'homme est actif, industriel, a des activités extérieures et publiques et mène le jeu sexuel. La femme est passive, domestique, répétitive et ne mène pas le jeu sexuel. L'activité est valorisée comme masculine. En Inde, l'activité est perçue comme trublionne et désordonnée ; la passivité y est le signe de la maîtrise de [105] soi, et comme en Chine, de la capacité pour l'homme de retenir sa semence. L'homme est passif et c'est la passivité qui est alors valorisée.

La question qui est posée est de savoir pourquoi la hiérarchie, une inégalité absolue et uni-orientée dans le même sens en permanence, est venue se nicher au sein d'une balance harmonieuse de termes qui aurait pu tout aussi bien, si tant est qu'il faille qu'un élément soit supérieur à l'autre, marcher dans les deux sens en fonction des circonstances, de façon multipolaire en quelque sorte.

La raison tient à ce que s'est greffé là-dessus quelque chose qui dépend de la constatation d'un autre butoir, et de l'élaboration intellectuelle qui en a été faite.

Les femmes ont une capacité exorbitante et inexplicable de faire non seulement des corps semblables à elles, des filles qui sont « moulées » dans leur propre corps, mais aussi des corps différents, alors que les hommes n'ont la capacité de faire ni l'un ni l'autre. D'où tiennent-elles cette capacité ? Est-ce d'une puissance intime ? La seule réponse rationnelle qu'il était possible aux humains des origines de donner avec les moyens du bord est une réponse négative. Les femmes font des corps différents non en fonction d'une puissance propre dont le moteur est introuvable mais pour deux raisons, qu'on va trouver diversement exprimées dans les diverses sociétés du monde, avec des poids variables :

1. C'est une divinité ou les ancêtres qui mettent arbitrairement des homoncules dans le corps des filles dès leur naissance. Elles n'y sont pour rien. Mais ces homoncules ne peuvent se développer et sortir qu'après la double opération opérée par un homme de l'ouverture du corps féminin et de l'arrosage spermatique régulier.
2. Dans une autre série explicative, c'est l'homme lui-même qui met les enfants dans le corps des femmes, enfants contenus en germe dans la semence. Le modèle le plus pur dont nous avons hérité via Galien ou les grands penseurs arabes (Avicenne, Averroès) est le modèle aristotélicien, où l'homme chaud fait des fils qui lui ressemblent grâce au *pneuma* de sa semence, lorsque ses trois puissances (générique, individuelle et en actes) s'imposent à la matière féminine. Si la première faillit, naît une fille, ce qui représente le premier stade de la monstruosité dans le langage aristotélicien ou le mauvais vouloir de la contrariante féminité dans les femmes (car la semence de l'homme tendrait naturellement à ne porter que des fils), du point de vue de sociétés aussi diverses que les Navajo d'Amérique du nord ou les Samo du Burkina-Faso.

[106]

Vues comme *matériau* indispensable pour que les hommes fabriquent leurs semblables, les femmes ont été tenues comme un bien nécessaire. Puisqu'elles faisaient les enfants, elles devaient être astreintes à le faire. Des règles sociales, comme la prohibition de l'inceste, la loi d'exogamie, le mariage, le partage sexuel des tâches, font que les hommes échangent entre eux leurs filles et sœurs pour obtenir des épouses. Cet échange rendu possible par la prohibition de l'inceste est ce qui permet la construction d'une société viable à partir de groupes de consanguinité antérieurement clos sur eux-mêmes et leur peur des autres, de façon mortifère.

Mais au-delà de cette façon anthropologique d'expliquer le social à partir d'une réalité observable, qui est bien celle-là, à savoir que ce sont des hommes qui échangent des femmes entre eux et pas l'inverse, d'autres faits se sont greffés, agglutinés, pour rendre efficace cette sujétion à la maternité, et, de façon corollaire, aux besoins de la sexualité masculine. Ces faits avaient été remarquablement notés par une philosophe française du XVII^e siècle, Gabrielle Suchon. Pour maintenir les femmes dans une situation dont elles ne peuvent matériellement sortir, il faut en plus trois conditions : *la privation de liberté*, à savoir la liberté essentielle de décider de ce qu'il advient de soi-même ; *la privation d'accès au savoir*, condition sine qua non de la docilité, de l'assentiment, et même de la coopération ; et enfin, *la privation de l'accès aux fonctions d'autorité et de pouvoir*, privations qui sont à la base du mépris et du dénigrement qui s'ensuivent. On conviendra que c'est un diagnostic qui, dans sa sécheresse, pointe des choses essentielles.

Ce cadre étant posé, qui est celui d'une situation universelle, puisqu'elle correspond à de mêmes prémices, à de mêmes constantes d'interprétation du donné observé par le genre humain, que vaut l'argument du relativisme culturel ?

Notons tout d'abord qu'il est accepté tel quel, sans critique, par les Nations unies. Le relativisme culturel est l'argument théorique central objecté à l'extension des Droits de l'homme aux femmes, sous couvert du droit des gouvernements à interpréter les Droits de l'homme selon leur propre philosophie. Considérons les textes. La ré-

union préparatoire de Djakarta en juin 1994, en préalable à la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes de Pékin (septembre 1995) a souligné que « les pays ont compétence sur le plan national pour formuler, adopter et exécuter leurs politiques respectives en matière de promotion de la femme, *cela eu égard à leur culture, leurs valeurs et leurs traditions*, [107] ainsi qu'à leur situation sociale, économique et politique ». Autant dire que la porte est fermée à l'action et à la validité de toute action internationale en ce domaine. Mais que vaut l'argument du relativisme culturel ?

Celui-ci a été inventé au milieu du XXe siècle par l'anthropologie sociale pour tenter d'instaurer le respect des différences, la reconnaissance de la variabilité, légitimer la défense des petites sociétés, non pour les ériger en citadelles d'absolue incommunicabilité puisque toutes les sociétés humaines sont construites à partir de réponses particulières données à des questions et à des problèmes universels. C'est la question universelle qui compte car elle est immuable (pourquoi y a-t-il deux sexes et que doivent être leurs rapports ?) et non les réponses culturelles qui, elles, ne le sont pas.

De plus, force est de constater qu'on peut difficilement parler d'un relativisme culturel qu'il faudrait défendre, au sens où chacun des États concernés aurait une réponse personnelle et *originale* à la question de savoir si les hommes et femmes sont égaux en droits et doivent être traités de la même manière, si l'on veut bien s'apercevoir que ces soi-disant différences culturelles étatiques recouvrent en fait l'unanimité sur un postulat de base qui refuse le principe de l'égalité des sexes, même si des droits sont reconnus aux femmes mais au sein d'un régime fondamental d'inégalité. Ainsi, il s'agit moins des infinies variations de diversités culturelles que d'une seule et même réponse négative à la question centrale : les femmes jouissent-elles de la même dignité que les hommes, c'est-à-dire du droit de disposer librement d'elles-mêmes, de leur corps, de leurs actes et de leur esprit ? Cette dignité peut-elle leur être reconnue et garantie ? La réponse est globalement non.

L'argument relativiste prône de plus que, si l'on répond positivement à cette question, il s'agit là aussi d'une réponse culturelle, circonstancielle, historiquement située, et que toute tentative d'exten-

sion de cette simple option parmi d'autres s'apparente à un coup de force impérialiste des dominants. C'est oublier ou ne pas vouloir voir que cette réponse positive est le fruit d'une évolution intellectuelle et morale qui, pour des raisons diverses, s'est produite dans des régions du monde qui n'avaient pas antérieurement, dans des temps qui ne sont pas si lointains, des conceptions si différentes de celles des États qui répondent négativement. C'est oublier aussi que dans ces régions mêmes, l'égalité des droits est encore bien loin d'être réalisée et que les conceptions ordinaires du rapport des sexes tiennent toujours, dans les esprits et [108] les usages, le haut du pavé. Il s'agit donc moins d'une situation impérialiste où l'Occident voudrait imposer aux autres ses propres valeurs et son mode d'être culturel, que d'une réflexion intellectuelle et morale collective, d'un effort universel à penser et transformer le réel, que tous les pays doivent entreprendre dès lors qu'ils acceptent de se demander ce qui légitime et explique la subordination de l'une des deux formes que revêt l'espèce humaine à l'autre.

En somme, il existe bien un universalisme mais c'est celui du modèle archaïque dominant qui régit ce domaine politique central qu'est le rapport entre les sexes. Quelque chose a commencé à changer, avec des penseurs tels Gabrielle Suchon et les philosophes des Lumières certes, mais aussi grâce à des réflexions et à des actions qui se sont traduites dans la loi, sinon totalement encore dans les esprits de tous, dans certaines régions du monde et tout récemment encore au Maroc lors de la promulgation par le souverain d'un nouveau code de la famille. Un des points essentiels qui reste la pierre d'achoppement majeur, même lorsque des avancées existent, est la maîtrise de son corps, de sa sexualité, de la procréation, maîtrise qui seule accorde aux femmes le statut juridique complet de personne autonome, à part entière.

Si cet effort de réflexion des deux sexes sur leur destin commun a commencé à être possible, même si l'égalité n'est nulle part encore une réalité, nous devons considérer que toute l'humanité peut y parvenir, avec les appuis nécessaires en matière d'éducation, à condition que la prise de conscience du terreau commun de l'inégalité soit bien faite par les instances internationales et par ceux qui nous gouvernent. Pour qu'il y ait cette conscience officielle, il faudra bien des luttes et bien des actions de tous les individus qui ont fait ce saut conceptuel.

Il convient de souligner un paradoxe particulièrement contreproductif. En effet, on découvre depuis peu que l'amélioration du sort fait aux femmes n'est pas seulement un impératif d'ordre ethnique et philosophique mais aussi un impératif économique. D'après une étude de la Banque Mondiale (laquelle n'est pas philanthropique !) présentée à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'égalité entre les sexes en juin 2000, l'expérience montre qu'une société qui accorde plus de droits aux femmes et surtout leur permet l'accès à l'éducation, améliore sa productivité économique à long terme et la santé globale de la population. La lutte contre la pauvreté est ainsi devenue une priorité des institutions multilatérales en raison de la menace majeure que l'augmentation de la pauvreté mondiale fait courir à l'économie.

[109]

La Banque Mondiale écrit : « Si les pays du Proche-Orient, d'Asie du sud et d'Afrique réussissaient à réduire l'écart d'éducation entre les sexes, leur croissance annuelle serait de 0,5 à 0,9 plus élevée qu'aujourd'hui ». Le prix Nobel de l'économie, Amartya Sen, pense de la même façon que l'émancipation des femmes est un facteur décisif de changement. Il montre ainsi que le passage de l'alphabétisation féminine en Inde de 22 % (en 1980) à 75 % (en 1991) a réduit la mortalité des enfants de moins de 5 ans de 156 pour mille à 110 pour mille. De même la baisse souhaitable au niveau national du taux de fertilité est, dit-il, une conséquence de l'élévation du niveau d'instruction des femmes. Des expériences particulières menées au Bangladesh, au Pakistan, en Inde, mais aussi dans quelques pays d'Europe, comme la Finlande, et d'Amérique latine par la Grameen Bank de Mohamed Yunus, qui prête quasi exclusivement aux femmes de très petites sommes pour se lancer dans de très petites entreprises, montre que les femmes clientes remboursent leurs modestes emprunts, font fructifier leurs entreprises, et de surcroît investissent collectivement une part de leurs bénéfices dans des projets communs d'amélioration locale : des routes, des puits, des écoles, des dispensaires. Mohamed Yunus encourage ces créations et ces investissements par un soutien d'alphabétisation lorsqu'il en est besoin. Ces entreprises démontrent au grand jour à la fois le rôle important des femmes dans le développement et réciproque-

ment le rôle de leur réussite économique et financière dans la reconnaissance de leurs aptitudes et d'une forme d'autonomie par rapport à leurs familles.

Dans un contexte européen de prospérité générale très différent de celui que je viens d'évoquer, un rapport du Conseil d'Analyse Économique en France montre qu'à l'encontre des idées reçues qui rendent le travail des femmes responsable de la montée du chômage et de la baisse de la natalité, on observe en fait que le travail des femmes est un moteur de la croissance et qu'il favorise la natalité. Moteur de croissance : il génère des richesses et engendre une augmentation de la consommation. Il augmente la création d'emplois domestiques ou de gardiennage, l'augmentation du volume de travail, l'augmentation des retraites et engendre le sentiment de la valorisation personnelle et l'accès à l'autonomie. Moteur de natalité : il apparaît qu'en Europe ce sont les pays qui encouragent le travail féminin qui voient les femmes faire le plus d'enfants : le Danemark 12 pour mille, la France 12,7 pour mille, contrairement aux pays qui découragent le travail féminin [110] par un système fiscal défavorable. Ce sont dans ces derniers pays que les femmes au foyer ont le taux de natalité le plus bas. Italie 9,5 pour mille, Allemagne 9,2 pour mille. Force est de constater que lorsqu'on leur donne les moyens de concilier travail et famille par des aides collectives appropriées, la taxation séparée des revenus par exemple, ou des horaires adaptés ou un système de gardiennage des enfants ou le partage des tâches au foyer, les femmes européennes font les enfants qu'elles souhaitent avoir dans leurs couples en usant au mieux des méthodes de gestion de la conception dont elles disposent, tout comme les femmes indiennes parviennent à diminuer, ainsi que le rappelait Amartya Sen, un taux de fertilité trop élevé dès qu'on leur donne le moyen d'accéder à l'éducation et à l'autonomie.

On pourrait formuler les choses ainsi : le maintien de la subordination et de l'analphabétisation n'est pas conséquence du sous-développement ; au contraire, le sous-développement résulte et se nourrit parmi d'autres causes du maintien des femmes dans un état de subordination et d'analphabétisation. Les femmes ont conscience de cet enchaînement lorsque le nécessaire est fait pour qu'elles puissent en prendre conscience. Une intéressante expérience a été présentée

au Forum mondial sur l'éducation, tenu à Dakar en 2000 sous l'égide de l'Unesco en présence des représentants de 181 pays, avec pour but d'instaurer l'égalité dans l'enseignement primaire et secondaire en 2015. On constate alors sur les données de 1998 que 113 millions d'enfants ne sont pas scolarisés dans le monde contre 127 millions en 1990, la proportion de filles restant toujours identique, à savoir 59 %. D'après l'Unesco, la raison de cette différence est le retrait de l'école des filles par les parents autour de leur dixième année en vue du mariage dans les milieux traditionnels. Pour tenter de remédier à cette situation, une idée originale développée au Mali associe les mères au processus d'alphabétisation. Lorsque les mères sont gagnées et qu'elles ont compris les avantages à venir pour leurs filles, les femmes vont elles-mêmes chercher les filles dans les familles récalcitrantes et ont fait changer le taux féminin de scolarisation dans dix-huit villages où a eu lieu cette expérience et où le taux de scolarisation des filles est passé en trois ans de 18 à 33 %. Cette expérience fait toucher du doigt à quel point il importe d'agir sur les éducateurs tant familiaux qu'institutionnels. On voit bien que si les intérêts globaux économiques et de santé sont liés à l'émancipation des femmes de la tutelle masculine, les raisons profondes pour mettre les femmes et les garder en tutelle sont à chercher dans d'autres domaines.

[111]

Quel est donc le fond de la question ?

On le découvre à travers les résultats de la Conférence mondiale de Pékin en 1995 ou plus récemment de l'Assemblée générale extraordinaire sur les femmes tenue à New York du 5 au 10 juin 2000. 180 États participaient, dont les représentants ont souscrit à une plus grande protection des femmes dans la famille et au travail, à de meilleurs soins, à plus d'éducation, à un meilleur accès à l'emploi. Mais la bataille la plus dure et qui est restée sans succès a touché aux droits sexuels. Dans cette bataille, comme l'écrivait *Le Monde*, « l'alliance objective entre le Saint-Siège, certains pays catholiques conservateurs comme la Pologne et les pays musulmans, s'est reformée ». Mais si la référence, la simple mention à des droits sexuels est rejetée, il reste qu'on en parle et que cela a des effets dynamiques insoupçonnés. Ainsi, l'exemple de l'excision : on n'en parlait pas à Mexico, on a parlé

un peu à Nairobi en 1985 ; on en a parlé à Pékin beaucoup plus. Alors que l'intervention occidentale était rejetée violemment au début au titre de l'argument culturel, des mesures ont été prises depuis dans le continent africain et la pratique est désormais légalement interdite dans seize pays, même si elle n'est pas totalement éradiquée dans la réalité. Il pourrait en être de même sur d'autres points comme la polygamie, la répudiation, l'héritage différentiel ou la prostitution pour laquelle on est malheureusement loin d'être sortis du débat sémantique entre prostitution forcée et prostitution choisie. Mais il faut rappeler que c'est déjà autour de la sexualité que se sont nouées les discussions à Pékin. Cette notion était évoquée pour la première fois aux Nations unies en 2000, ce qui était en soi une avancée mais les résistances sur les points en question que je cite : contrôler et décider librement de leur sexualité (c'est-à-dire entre autres du choix de leur conjoint), décider librement de leur santé sexuelle, sans coercition, discrimination et violence, montre que là est bien l'enjeu essentiel, à savoir la libre disposition de leur corps.

Nous concluons que le refus dit culturel opposé au caractère universel des Droits de l'homme et par conséquent applicable et appliqué aux femmes tient, au premier chef, à travers le spectre honni des droits sexuels égaux, à la crainte de la perte du contrôle qu'exercent les hommes sur la sexualité féminine, tous les autres aspects étant subsidiaires de celui-là. Le fond de la question, c'est que l'idée même de l'égalité hommes femmes n'est pas acceptée du fond du cœur par des milliards d'individus dans le monde et pas seulement par des [112] États, des groupes de pensée et de gouvernants, parce que cette égalité accorderait aux femmes le statut d'individu libre et donc de personne, et priverait les hommes du fondement de leur statut dominant et de leurs privilèges.

En tant qu'êtres humains, quelles que soient notre époque et notre société, nous sommes mus par des représentations extrêmement prégnantes, transmises de génération en génération, provenant de nos lointains ancêtres et qui fonctionnent toutes seules sans qu'il soit nécessaire de les mobiliser de façon consciente à chacun de nos actes, à chacune de nos pensées. Si des femmes dans des pays où elles ont acquis des droits de quasi-égalité ressentent la discrimination morale et

doutent parfois elles-mêmes de leur légitimité et de leurs droits intrinsèques à être à la place qu'elles occupent, comme le montrent des études menées auprès de femmes qu'ont dit « arrivées », c'est aussi parce qu'inconsciemment et malgré leur statut objectif, elles partagent depuis leur naissance et leur éducation enfantine le sentiment que seuls les hommes sont authentiquement et de droit naturel les maîtres de la parole et les maîtres du monde. Ce sont ces représentations archaïques qu'il convient de faire changer mais qu'il est si difficile et si lent de mouvoir. Il ne s'agit donc pas de blocage culturel à proprement parler (qui serait variable selon les cultures), ou alors il s'agit bien d'une culture qui est partagée par l'humanité tout entière.

On observe donc un universel de représentations partagées et une absence de véritables conceptions spécifiques culturelles (autres que les habits divers et superficiels que font prendre à cet universel la langue, la religion, les formes du quotidien et la plus ou moins grande intensité de cette valence différentielle des sexes). Ainsi l'argument du respect des coutumes des autres n'est-il pas justifié en ce cas, car il s'agit partout de la protection du même rapport de forces et d'un avantage immémorial, celui qui est dévolu par la naissance aux représentants du sexe masculin, quelle que soit leur appartenance nationale et « culturelle ».

Si le principe de l'universalité des Droits de l'homme (homo) a tant de mal à être étendu aux femmes, c'est qu'il heurte frontalement celui de l'universalité du « modèle archaïque dominant » qui ne reconnaît de droits et de facultés qu'à l'homme (vir). J'utilise ici à bon escient et en toute conscience le singulier qui essentialise et nie la qualité d'individu en parlant de l'homme, ce singulier générique qu'on emploie généralement à l'égard du sexe féminin : la femme. Tout récemment, [113] lors du Congrès sur les lois sur le statut personnel dans les pays arabo-musulmans, tenu les 3 et 4 octobre 2003, est apparue clairement la contradiction entre les constitutions des pays concernés et la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des droits de la femme, alors même qu'ils en sont signataires, par rapport à quelques articles essentiels (articles 2, 7, 9, 15 et 16). Le discours de religieux présents montre bien le refus fondamental d'accepter l'idée même de l'égalité, entendu comme indépendance, sortie de la tutelle

masculine. L'un dit, par exemple, que la constitution (syrienne en l'occurrence) définit parfaitement ce qui est bénéfique à la femme et ce qui ne l'est pas, ce qui implique clairement que ce choix ne peut être fait par elle et qu'elle doit se soumettre à un ordonnancement qui n'est pas de son fait. Pour un autre, l'homme est le maître en raison de sa « force biologique » (il faut sans doute entendre par là force physique et force procréatrice), et que si les femmes ont « presque » le même droit à leur sexualité que les hommes, l'homme a cependant le droit d'obliger son épouse à avoir un ou deux enfants, la réciprocité n'étant pas vraie, et a de toute façon droit à la polygamie, selon la descendance qu'il veut avoir. Je cite ces propos récents uniquement pour montrer comment ils sont explicables moins par une loi religieuse transcendante que par le modèle archaïque dominant dont j'ai analysé brièvement les composantes ci-dessus. Les hommes doivent passer par des corps de femmes pour faire leurs fils. Le discours religieux est le dernier vêtement et le plus fort pour légitimer la sujétion des femmes que ce fait a entraîné.

Ce modèle est si fortement inculqué aux humains dès leur naissance qu'il est difficile aux deux sexes de s'en départir, mais il est particulièrement difficile au sexe dominant d'abandonner une situation pleine de prérogatives et d'avantages au profit d'un partage raisonné.

Si j'ai souhaité parler de cette réalité construite universelle qui passe pour naturelle, c'est qu'il me semble que cette fracture-là (qui ne peut être comblée que par l'éducation et la coopération des sexes après une prise de conscience véritable) est le soubassement fondamental de la violence, car c'est dans ce rapport particulier des sexes que *s'est construite de façon originelle l'idée même de l'inégalité au sein de la différence*, génératrice de toutes les humiliations et de toutes les oppressions. Une culture de paix généralisée ne peut donc faire l'économie de cette prise de conscience et des actes nécessaires pour affaiblir cette inégalité grosse de toutes les autres.

[114]

Cela prendra du temps mais cela viendra. Une culture du partage verra le jour qui remplacera celle de la domination, mais pour qu'elle s'installe profondément dans les esprits, fonctionne et soit transmise, elle ne devra laisser aucun secteur exclu. Les droits des femmes sont

la pierre de touche essentielle. Mais alors qu'on comptabilise les autres violences dans les conflits nés de rapports inégaux, combien de morts passés sous silence et de violences spécifiques faudra-t-il encore voir s'additionner pour que cette question soit prise pour ce qu'elle est : non une figure culturelle ou l'expression de tensions purement domestiques, mais le problème politique majeur et universel.

[115]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

TROISIÈME SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[115]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

PREMIÈRE SÉANCE

Conférence

Développement économique
et résolution des conflits :
Quelle contribution de l'Europe des 25
à l'ordre économique mondial ?

Michel CAMDESSUS

Gouverneur honoraire de la Banque de France,
ancien Directeur général du Fonds Monétaire International

[Retour à la table des matières](#)

[117]

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉOLUTION DES CONFLITS : QUELLE CONTRIBUTION DE L'EUROPE DES 25 À L'ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL ?

Gouverneur honoraire de la Banque de France,
ancien Directeur général du Fonds Monétaire International

Michel CAMDESSUS

Michel Camdessus est né le 1er mai 1933 à Bayonne, France. Il prit les fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) le 16 janvier 1987. Le 22 mai 1996, le Conseil d'administration du FMI lui confia à l'unanimité un nouveau mandat de Directeur général du FMI, pour une troisième période de cinq ans commençant le 16 janvier 1997. M. Camdessus a quitté ses fonctions auprès du FMI le 14 février 2000.

Ultérieurement, M. Camdessus a été nommé président des Semaines sociales de France et président du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

Diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques de l'Université de Paris, M. Camdessus est également titulaire d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration.

J'ai bien passé vingt-cinq ans de ma vie à me référer au mot célèbre de Paul VI : « le développement, nouveau nom de la paix ».

Je me suis parfois risqué à dire - en particulier en cette Afrique ravagée de conflits - que l'inverse était tout aussi vrai, tellement la résolution des conflits est une condition sine qua non de tout véritable décollage économique. C'est vous dire combien il me semble essentiel, aujourd'hui de pousser notre réflexion pour mieux identifier comment un meilleur ordre économique mondial pourrait rapprocher les horizons de la paix et, quand on est Européen, de se demander quelle contribution l'Europe des 25 pourrait et devrait apporter à un ordre économique mondial qui serve la paix et le développement humain. Permettez-moi de m'y risquer d'abord du point de vue du simple citoyen que je suis redevenu et qui s'interroge, en écoutant ceux qui seront bientôt ses concitoyens européens, sur l'identité européenne et sur le champ des responsabilités économiques internes et externes de la nouvelle Europe. C'est un défi difficile.

Il m'amènera à revenir au point de vue de l'économiste, pour tenter d'identifier les éléments d'une « nouvelle donne » qui puisse permettre [118] de réconcilier l'apparemment inconciliable. Le sujet est vaste : je n'en toucherai que quelques aspects essentiels. En partant d'une conviction : que l'Europe a des responsabilités propres et doit les assumer sans attendre je ne sais quel retournement de l'administration américaine qui, en Europe, a trop souvent bon dos.

Être européen dans la mondialisation : entre le repli et la fraternité

Commençons donc par essayer d'écouter ce que les Européens nous disent d'eux-mêmes, en ce moment, sur le seuil de l'Europe des 25.

Nous prétendons faire l'histoire, comme les Constituants de Philadelphie ; or nous sommes empêtrés dans les paradoxes et le doute. Nous voyons l'espace de la future Union parcouru de lignes de fractu-

res politiques, philosophiques, religieuses. Même sur ce qui fait notre identité profonde, le débat reste ouvert et nous ne sommes même pas capables de reconnaître sans complexes, ni arrière pensées, nos racines spirituelles et religieuses communes. Sommes-nous donc le continent du désenchantement et du repli, alors que notre Union nous instaure en première puissance commerciale mondiale avec toutes les responsabilités que cela comporte ?

Mais précisément, tout se passe comme si nous ne voulions pas entendre parler de responsabilités mondiales. Nos dirigeants ne les évoquent pas ; toutes leurs pensées se concentrent sur un objectif immédiat : faire que cette Europe des 25 existe, mettre en place les institutions de son unité, mettre son économie au service de son intégration, assurer son efficacité, réduire les écarts de revenus et de développement, instaurer en son sein une solidarité Est-Ouest plus active. Il ne s'agit pas d'une petite affaire, car pour la première fois dans l'histoire de son intégration, l'Europe va réunir en son sein des peuples aux niveaux de vie très inégaux. Loin de moi de suggérer qu'il s'agisse là d'une ambition médiocre !

Cette seule tâche d'adaptation à notre nouvelle Union peut nous sembler déjà disproportionnée avec ce que nous sommes devenus. Serons-nous à la hauteur ? Beaucoup hésitent, on peut les comprendre. La tâche va être lourde ; tâche d'une génération, sans doute ! Mais voilà, nous ne sommes pas seuls à habiter ce monde ; à toutes nos frontières, sur les autres rives du « *mare nostrum* », retentit un cri : celui d'un monde bien plus défavorisé que le nôtre. Qu'allons-nous faire ? Allons-nous, [119] terrassés par le sentiment de notre propre impuissance devant tant de défis, nous coucher, comme le prophète, à l'ombre d'un genêt et attendre tout bonnement notre mort annoncée ?

Allons-nous - comme à Babel - essayer de nous assurer un confort acceptable pour 450 millions d'Européens derrière les murailles d'une nouvelle forteresse ?

Allons-nous, moins cyniquement, demander une pause pour quelques années, le temps de nous reconnaître entre nous, d'asseoir les bases de notre contrat social européen ?

Ces interrogations, ces doutes m'habitent, moi aussi. Mais je crois qu'ils nous conduisent à l'impasse : parce que l'Histoire n'attend pas. Parce que les problèmes sont là, à dimension mondiale, parce que la mondialisation est en marche et ne sera que ce nous la ferons.

L'Europe des 25 ne peut franchir un pas décisif vers son unité, les yeux bandés sur cette réalité-là. Elle ne peut rester sourde non plus au tic-tac de l'horloge démographique qui fera que la pression de la misère humaine à nos frontières, avec tout ce qu'elle peut impliquer de frustrations, de souffrances et de violence, ne cessera de s'accroître. Au cours des vingt-cinq prochaines années, deux milliards d'êtres humains de plus seront nés, dont plus de 90 % dans les pays en développement. Cette réalité nous est rappelée chaque matin par de nouvelles vagues d'immigrés clandestins. Fût-ce par simple prudence politique, l'Europe des 25 ne peut ignorer l'obligation de se saisir de ces problèmes, en tant qu'Europe, en tant que puissance économique majeure de notre monde. En réalité, nous discernons bien que c'est en relevant ces défis que nous assumerons notre véritable identité. Comme Jean-Paul II nous l'a si bien dit, « l'Europe se définit par l'ouverture ».

Même si le défi de la misère du monde est formidable et peut sembler à beaucoup le « défi des autres », notre seule option est de reconnaître qu'il nous est intérieur et de tenter d'y répondre en faisant pour de bon de l'Europe ce que les conventionnels ont eu l'audace d'en dire, « un espace privilégié de l'espérance humaine » ! Il nous faut donc une fois de plus sortir du tombeau de nos mesquineries et aller vers les autres. Devenons ce que nous disons que nous sommes. C'est en le faisant que nous nous découvrirons citoyens de l'Europe dans toute sa profonde et véritable identité.

En d'autres mots, l'Europe, maintenant réunie, ne peut échapper à sa tentation de repli et de désenchantement qu'en embrassant à l'égard du monde une éthique de la fraternité, ce seul devoir déjà inscrit - mais [120] nous l'avons trop vite oublié - à l'article Ier de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de décembre 1948 : « agir en toutes choses dans un esprit de fraternité ». Fraternité, ce seul devoir de tous les hommes...

Mais comment faire ? Comment donner les premiers gages de notre adhésion à cette éthique de la fraternité ? Comme toujours à l'heure des grands choix, les éléments d'une réponse sont à portée de main. Une avancée très significative serait acquise si nous nous attachions à honorer la parole que nos 25 pays ont déjà, solennellement, donnée au monde. Certains de ces engagements sont passés inaperçus ; d'autres, aussitôt souscrits, sont presque restés lettre morte. Or, nous touchons ici au cœur du problème. Nous ne pouvons entrer en Europe oubliant la parole donnée au reste du monde. Notre premier geste doit donc être de relire ensemble d'un œil neuf ces engagements pour saisir leur portée. Nous découvrirons qu'il y a là, en effet, les éléments d'une première réponse à l'attente du monde. Faire preuve d'une détermination collective à les appliquer ferait de l'avènement de cette nouvelle Europe une bonne nouvelle pour le monde.

Quels sont donc ces engagements auxquels nous nous sommes si peu arrêtés jusqu'ici et qui peuvent être le socle d'une « nouvelle donne » ? Ils sont triples :

- c'est la décision prise à Monterrey lors de la « Conférence internationale sur le financement du développement » de 2002, et ratifiée à Kananaskis pour notre relation avec l'Afrique, de substituer à une relation d'assistance asymétrique une relation de partenariat ;
- c'est l'ensemble des objectifs dits du millénaire (ODM) ;
- c'est l'engagement pris à Johannesburg de placer notre gestion économique et sociale nationale, européenne et mondiale sous le signe du développement durable.

Assumés ensemble avec, bien évidemment, un engagement inlassable pour la construction de la paix, ils suggèrent une double orientation :

- une nouvelle conception de la coopération internationale fondée sur une culture de partenariat, de solidarité et de justice ;

- la promotion d'une gouvernance de la mondialisation qui soit au service de ces valeurs.

Nouveau partenariat, nouvelle gouvernance, voilà les deux éléments de cette « nouvelle donne » sur lesquels j'aimerais m'arrêter quelques instants.

[121]

Que pourrait apporter une coopération internationale fondée sur une culture de partenariat ?

Nous avons, depuis des décennies, reconnu un certain devoir d'assistance. Que signifie ce passage de l'assistance au partenariat ? Tout simplement, une mutation majeure. Le partenariat est d'abord dialogue d'égaux. Il implique que votre partenaire arrête lui-même ses propres choix et ses priorités, après avoir écouté ce que ses partenaires pourraient avoir à lui suggérer. Il implique aussi la totale franchise de part et d'autre et l'acceptation du regard critique de l'autre sur nos politiques à son égard. Il implique un profond respect des exigences éthiques de l'autre, de sa culture, de ses traditions, y compris dans l'organisation de la vie collective. Il implique que ni l'un ni l'autre ne se défausse de sa responsabilité sur l'autre. Il est enfin acceptation d'un cheminement ensemble sur les nouveaux sentiers de la mondialisation, avec tout ce que cela implique d'attention au pas de l'autre...

Il est bien clair qu'il n'y aura pas substitution du jour au lendemain d'un modèle à l'autre. Mais il y a là un nouveau cours auquel l'Europe doit s'attacher à donner sa chance. Notons, au surplus, la mutation qui s'est opérée au cours des dernières années dans le concept même de partenariat. Initialement, il n'était appliqué qu'aux relations d'État à État. Aujourd'hui, il est multidimensionnel et veut colorer aussi les interventions, dans le concert mondial, des entreprises, des institutions financières et de la société civile.

Plus encore, il me faut souligner, au-delà de la nécessité de donner une nouvelle vie au partenariat Europe-Méditerranée lancé en 1995 à Barcelone, la chance que peut représenter, pour l'avenir de ce continent de la pauvreté extrême qu'est l'Afrique, ce qu'il est convenu d'appeler le NEPAD, sigle anglo-saxon qui désigne le « nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique », entre tous les pays de ce continent et le G8 dont l'Union européenne. Il s'agit - pour la première fois, je crois, dans l'histoire - d'une offre de partenariat dont les pays d'Afrique ont pris tous ensemble l'initiative lors du Sommet de Gènes en 2001.

J'entends évidemment une objection : « Ne nous demandez-vous pas de mettre de l'argent dans un puits sans fond ? N'avons-nous pas suffisamment échoué, y a-t-il un espoir de voir notre soutien aboutir ailleurs qu'à des comptes en Suisse ? » Précisément, le NEPAD attaque de front les problèmes de l'Afrique, à commencer par ceux-là. À l'initiative [122] même des Africains, la lutte pour la bonne gouvernance, l'application des principes de saine gestion macroéconomique et le combat contre la corruption font partie de ses priorités. Il est entendu au surplus que le G8 concentrera son aide sur les pays qui appliquent rigoureusement et dans la transparence cette approche. Le G8 fera de ces derniers ses « partenaires privilégiés » en tenant compte des résultats du travail de surveillance multilatérale inter-africaine exercé dans le cadre de leurs « revues par les pairs ». Dans ces conditions, le G8 et l'Union européenne doivent se sentir particulièrement tenus par l'engagement souscrit à Kananaskis à l'égard de l'Afrique, je cite : « Nous contribuerons à faire en sorte qu'aucun pays qui s'attache vraiment à lutter contre la pauvreté, à instaurer une bonne gouvernance et à engager des réformes économiques ne se voie refuser la chance de réaliser les objectifs du millénaire faute de moyens financiers ». Ce qui nous amène aux objectifs du Millénaire.

Dois-je les rappeler ici ? Il s'agit, ne l'oublions pas, d'engagements pris pratiquement par tous les pays, du Nord comme du Sud.

D'ici 2015

- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ;
- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim ;
- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et à son assainissement ;
- s'assurer que partout les enfants pourront accéder à une pleine éducation primaire ;
- s'assurer de l'égal accès des filles et des garçons à tous les niveaux d'éducation ;
- avoir réduit la mortalité maternelle des trois quarts ;
- avoir réduit des deux tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans ;
- avoir stoppé et commencé à réduire la progression du sida, de la malaria et des autres grandes maladies ;
- assurer une assistance spéciale aux enfants orphelins du sida.

D'ici 2020

- avoir réalisé une amélioration substantielle des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles (923 millions aujourd'hui !)

[123]

Le partenariat implique évidemment qu'une grande partie du travail doit être faite par les pays pauvres, eux-mêmes. Ils doivent faire la preuve qu'ils n'épargnent aucun effort pour cela ; mais de leur côté,

tous les pays européens devraient désormais refléter ces priorités dans leurs budgets nationaux car il y va du respect d'engagements internationaux qui touchent aux objectifs fondamentaux de la famille humaine tout entière.

Je ne saurais assez insister sur notre devoir d'exemplarité dans le respect de la parole donnée ; il est pour moi le degré minimum de la solidarité et du partenariat. Toute société humaine repose sur la parole donnée. Prendre cette obligation à la légère aboutit à anéantir toute chance d'avancer. Or, nous savons où l'oubli de nos engagements nous conduit : au jeu sauvage de forces de marché non régulées. Si nous permettons au cynisme de prévaloir dans ce domaine, nous devons ranger le développement durable sur l'étagère des utopies inaccessibles. Supposons en revanche que Nord et Sud respectent leurs engagements : cela devrait déclencher une spirale ascendante vers une croissance plus dynamique pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Concrètement, qu'est-ce que cette « nouvelle donne » peut exiger de nous, en tant que citoyens de l'Europe des 25 ?

Eh bien d'abord cette vigilance. Il nous faut, évidemment, d'abord regarder à notre porte. Les traités auront été négociés, ils seront ce qu'ils seront ; mais au moment de commencer à vivre ensemble, il nous faudra, comme citoyens, porter un regard neuf sur la condition réelle de nos nouveaux concitoyens et chercher avec eux les moyens de les aider à profiter au mieux de toutes les chances que l'Union peut leur apporter. Au même moment, cependant, nous devons être prêts à revoir, à la lumière de l'Évangile, nos devoirs à l'égard des immigrés ; enfin appliquer toute notre vigilance au respect des engagements pris, en acceptant de redoubler de solidarité, vers l'intérieur et l'extérieur de la nouvelle Union. L'Europe pourra y trouver une source nouvelle de dynamisme : je pense que le phénomène observé à l'occasion de tous les élargissements passés peut se reproduire ici. Cet effort de soutien des nouveaux membres comme des pays pauvres devra être un facteur de stimulation pour l'économie européenne dans son ensemble. Nous en bénéficierons tous.

Cette « nouvelle donne » nous invite aussi à entrer dans le partenariat, avec toutes ses dimensions, c'est-à-dire à faire en sorte qu'il s'étende, au-delà de la sphère gouvernementale, aux entreprises, aux

institutions financières et à la société civile. Nous devons travailler à [124] ce que la société civile, en particulier, s'approprie les éléments de cette « nouvelle donne », la porte vers de nouveaux progrès et fasse que sa mise en œuvre soit aussi décentralisée que possible. La subsidiarité a ici toute sa place.

Il nous faut aussi contribuer à ce que l'opinion de nos pays qui a accueilli avec faveur l'émergence du concept de « développement durable » perçoive et accepte les changements de modes de vie qui lui sont attachés. Il ne s'agit pas seulement, pour s'en rapprocher, d'accroître de x % notre aide au développement ou de sacrifier le superflu de notre voisin. Ce qui est en cause est plus fondamental : c'est la protection de l'acquis, de certains styles de vie, de modèles de consommation, de la structure des pouvoirs établis qui régissent nos sociétés. Et le changement que requiert un véritable développement humain dans les pays du Sud appelle des changements tout aussi radicaux. Au Nord comme au Sud, il ne s'agit nullement de détruire le tissu de nos sociétés mais, comme le dit *Centesimus annus*, « de les orienter en fonction d'une juste conception du bien commun de la famille humaine tout entière ». Cela passe évidemment par un énorme effort d'information, d'éducation civique. Il nous faut faire que s'épanouisse simultanément chez nos contemporains cette triple dimension de leur citoyenneté nationale, européenne et nationale.

Du côté des gouvernements, de très nombreux aspects des politiques gouvernementales devront être revus à la lumière des exigences du partenariat. Ils devront commencer par s'attacher à mieux prendre en compte, dans la définition des politiques économiques nationales et des stratégies communautaires, leurs répercussions économiques potentielles sur le reste du monde. Il faudrait y ajouter :

- l'adoption des mesures nécessaires, y compris à travers des allègements de dettes et une politique plus active de dons, pour se rapprocher plus vite de l'objectif du 0,7 % du PIB consacré à l'aide publique au développement ;

- la recherche, promise à Monterrey, de nouveaux modes de financement pour pouvoir financer ce qu'il est de convenu d'appeler les « biens publics globaux ».

De cela, et de bien plus, nous ne pouvons faire l'économie, et en particulier :

- de la réhabilitation du don dans les relations économiques internationales : ce qui fit du Plan Marshall une des grandes inventions de ce siècle et,
- de la mise en place d'une nouvelle gouvernance globale ; j'y viens.

[125]

Mettre en place une gouvernance globale au service du développement durable

Alors que la mondialisation s'est opérée jusqu'ici au gré de dynamismes financiers ou technologiques en quelque sorte autonomes, il est grand temps de l'assumer, de prendre des initiatives pour que la progression vers l'unité du monde se fasse dans la cohérence, au service de l'homme et d'un développement durable. L'Europe a, là aussi, un champ de responsabilités majeures, trop souvent laissé en jachère.

Or, un an après Johannesburg, les exigences du développement durable en termes de gouvernance globale restent oubliées. Il est clair pourtant que le développement durable rencontre - sous ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale - des problèmes qui dépassent de loin les moyens d'action des États-Nations, fût-ce du plus important d'entre eux. La plupart des fléaux survenus au cours des dernières décennies (climat, environnement, criminalité - notam-

ment financière -, drogues, piratages informatiques, migrations clandestines, grandes endémies, sida, SRAS, etc.) ont ignoré les frontières de l'État-Nation et se sont situés d'emblée à l'échelle mondiale. Or, nous avons désormais - avec les progrès des moyens de communication, les avancées dans le dialogue et les méthodes de coopération internationale - la possibilité de les aborder, comme famille humaine, à cette échelle mondiale qui est souvent la plus pertinente. Mais, par une singulière courte vue, nous refusons de nous donner les moyens institutionnels qui faciliteraient une réflexion en commun, au niveau mondial, et qui seraient capables de faire adopter et de suivre, avec la légitimité nécessaire, des stratégies et des régulations globales lorsqu'il apparaît que les problèmes ne peuvent être proprement appréhendés qu'au plan mondial. Un effort d'imagination s'impose donc pour définir les institutions qui serviraient au mieux le bien commun mondial ou, à tout le moins, pour apporter aux institutions existantes les réformes aujourd'hui nécessaires. Elles sont indispensables pour mieux nous garder des risques collectifs, nous donner les moyens mondiaux de réguler cette « force qui va » de la mondialisation et répondre à une exigence de justice à l'égard des pays qui n'ont pas le sentiment d'avoir droit à la parole.

Le chantier est immense mais les actions à engager s'imposent avec évidence.

La première doit consister à utiliser à leur plein potentiel les institutions existantes. Au moment, pourtant, où la plupart des leaders [126] politiques - c'était le cas, il y a peu, du Président Lula - font de leur restructuration et de leur renforcement - un point constamment répété de leurs discours, on n'avance guère. À vrai dire, et pardonnez-moi si je vous donne le sentiment de ne pas être en cela d'une objectivité clinique, le premier pas devrait consister de la part des gouvernements à cesser de les traiter - comme si souvent - en boucs émissaires de tous les maux du monde, y compris de leurs propres manquements et leur donner les moyens financiers et juridiques correspondants aux tâches qu'ils leur confient.

Ils devraient aussi les respecter assez pour leur laisser faire leur travail.

Permettez-moi d'évoquer ici certains domaines où, dans une existence antérieure, j'ai connu des problèmes inattendus : l'adoption des mesures nécessaires pour parvenir à une meilleure stabilité des rapports de change entre les grandes monnaies ; le rôle de « prêteur de dernier ressort », rôle qu'il faudrait enfin reconnaître au FMI ; son rôle aussi pour la discipline des mouvements de capitaux ; son rôle enfin en matière de solution aux problèmes de la banqueroute des États... Sur tous ces sujets, le FMI a multiplié des propositions prudentes ; les gouvernements n'ont pas trouvé le moyen de s'entendre ou ont préféré attendre.

À côté de celle des gouvernements, retenons aussi la puissante influence et responsabilité de la société civile dans l'orientation de ces institutions. Je ne suis pas loin de penser par exemple que les constantes campagnes de satanisation de l'Organisation mondiale du commerce au cours des années récentes ne sont pas totalement étrangères aux retards dans la préparation de Cancun et, finalement, dans son échec. En tant que membres de ces organisations, nous devons garder en mémoire que l'on ne peut pas à la fois prétendre s'engager pour les plus pauvres et discréditer les institutions multilatérales, quelles que soient leurs imperfections. J'aimerais que tous ceux qui ont applaudi l'échec de Cancun y réfléchissent.

Restructurer, renforcer ce qui existe mais aussi nous interroger sur la pertinence, aujourd'hui, de l'appareil institutionnel mis en place en 1945... Considérons cet archipel : il a été défini, non sans vision, en fonction des problèmes les plus pressants de l'époque, mais non de ceux d'aujourd'hui... Il lui manque les outils nécessaires en matière notamment d'environnement et de migrations. Il nous faut traiter aussi le difficile problème de la « responsabilité politique » des institutions [127] internationales, trop souvent vues comme des technocraties irresponsables, alors que chaque jour des responsabilités plus importantes leur sont conférées et que, de fait, leur orientation ultime relève des gouvernements.

Nous sommes dans un domaine où le devoir de justice rejoint les exigences de l'efficacité. Dans tous les domaines de l'économie et de la finance, une mondialisation plus respectueuse de l'homme requiert la mise en place de règles mondiales, sans lesquelles abus et asymétries

ne pourront être maîtrisés. Or pour que de telles règles puissent être adoptées et mises en vigueur, les institutions en charge devront pouvoir être perçues comme démocratiquement légitimes parce que permettant mieux aux pays pauvres ou émergents d'être partie à la délibération et à la décision. Cela implique une action dans deux directions : à l'intérieur de chaque institution et au-dessus d'elles. À l'intérieur de chaque institution d'abord, où la représentation des pays est très inégale. De premières tentatives n'ont pas abouti et les pays en développement n'y ont pas, en fait, prêté beaucoup d'attention.

Il faudrait créer aussi une instance d'arbitrage politique ultime lorsque des différences d'opinions graves se manifestent entre les institutions et pour fournir au système les orientations politiques d'ensemble qui, aujourd'hui, ne lui sont pas clairement données. Une suggestion guère éloignée de l'idée du Conseil de sécurité économique de Jacques Delors, consisterait à élargir les sommets du G8 en une réunion des chefs d'État et de gouvernement des vingt-quatre pays représentés aux Conseils d'administration du FMI et de la Banque Mondiale, en présence des dirigeants des principales organisations mondiales et du Secrétaire général de l'ONU. Ceci permettrait d'opérer une coordination des stratégies dont ces organisations ont la charge et ceci établirait un lien fort et plus évident entre ces institutions et les représentants les plus légitimes de la communauté mondiale et, notamment, du monde en développement. Je suis heureux qu'après des années de palabres et d'hésitations, un premier pas modeste ait été fait à l'occasion du sommet d'Évian avec la réunion dite du « sommet élargi » au cours de laquelle 21 chefs d'État et de gouvernement du Nord et du Sud ont pu - au moins de façon informelle - échanger leurs vues sur les problèmes stratégiques centraux de la conduite de l'économie mondiale. Évian ne fut qu'un premier pas, veillons à ce qu'il soit suivi de beaucoup d'autres.

[128]

Sur ce chantier de la « gouvernance mondiale », l'Europe doit faire un effort spécial pour parler d'une seule voix en apportant son plein soutien aux initiatives allant dans le sens de cette « nouvelle donne ». L'impact pourrait en être décisif. Elle devrait aussi partager, sans complexes, son expérience de la construction européenne. Ce paradig-

me est un succès sans précédents, dû, en très large part, à la méthode communautaire, au pouvoir d'initiative reconnu à une instance indépendante et à l'abandon graduel d'éléments de souveraineté qui ne peuvent désormais s'exercer avec efficacité qu'au plan régional ou mondial. Mutatis mutandis, le monde doit pouvoir bénéficier de cette expérience unique. Loin de laisser s'affadir la méthode communautaire, soyons capables de la partager et de l'appliquer sur un champ plus vaste encore.

Cela dit, ne nous méprenons pas. Dans l'optique du développement durable, le XXI^e siècle doit être celui du renforcement progressif et de la démocratisation des institutions mondiales, mais aussi celui de la décentralisation et de l'épanouissement simultané de l'ensemble des échelons de responsabilités. L'affirmer n'enlève rien évidemment à la nécessité de créer des organisations régionales là où elles manquent encore et de renforcer la dimension politique des organisations économiques régionales déjà en place, telles que l'Union européenne ou le Mercosur. Plus on juge indispensable de consolider où d'investir de nouvelles responsabilités les instances mondiales ou régionales, plus il est nécessaire de les faire accepter par les opinions publiques. Plus il est nécessaire aussi de poser que leur contribution ne peut être que subsidiaire et de faire comprendre par tous qu'un travail ne peut s'opérer avec succès au plan mondial ou régional qu'assumé au plan local et soutenu par des initiatives à tous les niveaux de la chaîne institutionnelle.

Monsieur le Président, aucune de ces propositions n'est flamboyante, ni bouleversante de nouveauté. Il faut se garder de rechercher de tels effets, car le changement ne pourra venir que du consensus Nord et Sud, Est et Ouest, Méditerranée, Atlantique et Pacifique ensemble. Ces solutions sont difficiles à adopter - surtout pour les plus puissants. Mais les plus puissants peuvent reconnaître que de telles réformes correspondent aussi à leur propre besoin de croissance et de sécurité. Travaillons-y avec modestie et persévérance, mais aussi avec un sens aigu de l'urgence, car la paix et les pauvres du monde, victimes d'un ordre dépassé, ne peuvent pas attendre.

[129]

Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.

TROISIÈME SÉANCE

Troisième table ronde

[Retour à la table des matières](#)

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Mme Christine DESOUCHES

Délégué aux Droits de l'Homme, à la Démocratie et à la Paix de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Démocratie, développement économique et partenariat euro-méditerranéen

Francisco ACOSTA

représentant Patrick RENAULD, Chef de la délégation de la Commission européenne au Liban

Promesses chatoyantes piètre performance : aide et coopération dans les pays sortant d'un conflit

Nasser SAÏDI

*Ancien Premier Vice-Gouverneur de la Banque du Liban,
ancien Ministre de l'Économie*

La démocratie comme régulateur des conflits

Henri Madelin s.j.,

*Rédacteur en chef de la revue Études,
Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris*

[131]

Christine DESOUCHES

Christine Desouches est Docteur d'État en Science politique, Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), 1983. Entre autres fonctions universitaires, elle a été Assistante en Droit à l'Université d'Abidjan de 1970 à 1972. Elle est Maître de conférence à l'Université Paris I (DEA d'études africaines) depuis 1989 et Directeur adjoint du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain (Paris I).

Christine Desouches occupe la fonction officielle de Délégué aux Droits de l'Homme et à la Démocratie à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Antérieurement, elle avait été Responsable du Groupe Afrique à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) 1979-1982, puis membre du Conseil d'administration de Radio France Internationale, 1986-1987.

Publications : *L'opposition légale en Afrique : l'exemple du pacte démocratique sénégalais*, Berger-Levrault, Paris, 1983.

A participé à plusieurs ouvrages collectifs sur la coopération et la francophonie. Membre fondateur de la revue *Politique africaine*.

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Recteur,
Messieurs les Recteurs émérites,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur Sélim Abou,

Je voulais vous remercier d'abord de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à participer à cette éminente rencontre. Comme j'ai eu l'occasion de le dire hier plus en privé, l'Université Saint-Joseph est pour nous tous un symbole, un mythe. Un symbole justement de la réflexion

dans cette région et pour la francophonie. Et je voulais encore une fois vous dire combien j'ai été sensible à cette invitation en tant que déléguée aux droits de l'homme et à la démocratie à l'Organisation internationale de la Francophonie mais également en tant qu'universitaire et essayant de mettre en pratique ce que mes maîtres m'ont appris, c'est-à-dire mettre la réflexion au service de l'action.

Dans ce domaine, évidemment, de la démocratie, des droits de l'homme et de la paix, il s'agit de pouvoir bien réfléchir en concertation avec toutes les parties et les acteurs impliqués, dans un dialogue [132] permanent pour pouvoir essayer modestement de contribuer à la paix.

C'est le premier objectif de la francophonie depuis sa Charte adoptée en 1997 à Hanoi, et comme vous le savez, nous sommes tous débiteurs et redevables au Liban, au peuple libanais, d'avoir accueilli le dernier Sommet de la Francophonie en octobre dernier ici à Beyrouth.

Donc véritablement, le thème qui nous est offert pendant ces deux jours sur le dialogue des cultures et la résolution des conflits, s'inscrit en droite ligne de la Déclaration de Beyrouth puisque, selon les chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, il a été rappelé que le dialogue des cultures, la tolérance, le respect de l'autre, sont des facteurs essentiels sinon primordiaux pour la prévention des conflits et le règlement pacifique des conflits. Je suis non seulement très reconnaissante et très émue de pouvoir être dans ces lieux inspirés de l'Université Saint-Joseph avec l'ensemble des compétences ici présentes.

Vous m'avez confié, Monsieur Sélim Abou, la présidence de cette table ronde sur « Développement économique et résolution des conflits ». Nous avons entendu, comme vous l'avez dit tout à l'heure, la causerie magistrale de M. Camdessus et je vous en remercie. J' imagine que nous pourrions prendre en considération cette présentation, cette réflexion, les questions qui ont été posées et les débuts de réponse dans le débat qui pourra suivre cette table ronde, à laquelle participent également d'autres personnalités directement impliquées dans ce thème sur la coopération, la démocratie, le développement et la paix.

Je donnerai successivement la parole à M. Francisco Acosta, Conseiller politique et économique de la délégation de la Commission européenne au Liban, à M. Nasser Saïdi, ancien ministre de l'Économie au Liban, à M. Henri Madelin, rédacteur en chef de la revue *Études* et maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris.

[133]

"DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN."

Francisco ACOSTA

Francisco Acosta est né à Bilbao, en Espagne. Licencié en droit et en économie, il a également obtenu un master en droit international et européen à l'Université de Louvain, en Belgique. Également un master of Arts in International Relations, aux États-Unis. Il a commencé sa carrière en 1988 comme représentant à Bruxelles du département d'industrie du gouvernement basque. Après un bref passage dans le secteur privé comme consultant, il rejoint la Commission européenne en 1993, comme administrateur à la Direction générale industrie. En 1996, il est chargé des relations industrielles avec les pays du sud de la Méditerranée. En 2000, il rejoint la direction générale relations extérieures au sein du service responsable du partenariat euroméditerranéen, chargé du volet humain, culturel et social du processus de Barcelone. En septembre 2002, il a été nommé conseiller politique et économique de la délégation de la Commission européenne au Liban.

[Retour à la table des matières](#)

Mesdames, Messieurs

Tout d'abord permettez-moi de vous transmettre les regrets de l'ambassadeur Patrick Renauld, qui est navré de ne pas pouvoir être parmi vous et qui m'a demandé de le représenter aujourd'hui.

Peut-on avoir un système de participation politique ouverte et transparent sans un bien-être économique du citoyen ? Et, vice-versa, peut-on parler de vrai développement socio-économique, sans une participation du citoyen dans la « *res publica* » ? Des milliers de pages ont été écrits sur le sujet et il m'a semblé inutile de vous ennuyer avec une présentation académique.

J'ai donc préféré partager avec vous quelques idées sur les relations entre l'Union européenne et le sud de la Méditerranée, qui est à mon avis un des meilleurs exemples du conflit entre développement économique et ouverture politique, et voir ensemble si nos politiques sont ou non en train d'aider la région à se sortir de la situation actuelle de paralysie économique et sociale.

Permettez-moi de commencer par une énumération sommaire de quelques données qui permettront d'encadrer notre discussion.

[134]

Est-ce que les pays sont séquestrés par une classe politique et économique qui ne cherche qu'à perpétuer ses privilèges ?

Est-ce que la collusion entre ces intérêts privés et publics empêche toute modernisation économique et politique ?

Le tableau est loin d'être encourageant, certes. Mais faire la liste des doléances est en quelque sorte la partie simple de l'analyse. La vraie difficulté est de trouver la clé du verrou, la sortie du cercle vicieux dans lequel se trouve la région.

Que doit-il donc se passer pour que la région sorte de cette impasse ?

Si on regarde l'histoire récente, de nombreux pays ont réussi à casser ce cercle infernal ; l'Espagne, le Portugal, la Grèce et, bien évi-

demment, les pays de l'Est de l'Europe ont réussi le pari de la démocratie et la modernisation économique. Les raisons du succès sont multiples et souvent spécifiques au pays concerné. Toutefois, ils ont tous quelque chose en commun : ils n'étaient Pas seuls dans leurs efforts.

Bien sûr, les réformes doivent venir d'une décision politique ferme et d'un accord entre tous les groupes sociaux et économiques. Mais ces réformes internes nécessitent aussi des leviers externes, un défi commun de rattachement à un groupe partageant les mêmes intérêts. Dans le cas des pays européens il est évident que ce but commun a été l'adhésion à l'Union européenne.

Je pense que l'Union européenne peut offrir ce levier pour aider la région à bâtir un futur pour sa jeunesse ; à répondre aux efforts de transition démocratique, économique et sociale. La raison est simple : l'enjeu stratégique majeur de l'UE envers la Méditerranée : elle est « notre dernière frontière ».

Une réponse à ce défi a été le partenariat euro méditerranéen.

- Le PIB de la région (de toute la région, 300 millions d'habitants) est inférieur à celui de l'Espagne (37 millions d'habitants) et celui par habitant est douze fois moindre que celui de l'UE.
- Les exportations de la région (extra et intrarégionales) sont inférieures à celles des Pays-Bas.
- Les investissements étrangers de la région représentent 3,5% du total des investissements directs étrangers en direction de pays moins développés.
- Le taux de chômage moyen est de 20 %, avec des pointes de 35% - presque quatre fois plus que celui de l'UE. La pression démographique fait que la région est obligée de créer 40 millions d'emplois dans les prochains dix ans.

[135]

- Plus de 50% de jeunes de la région veulent quitter leur pays et émigrer.

- Le niveau de participation du citoyen dans la gestion de la « chose publique », que ce soit au niveau local ou national, est inférieur à la moyenne des pays moins développés.
- La corruption est généralisée, avec des politiciens qui sont, souvent, parmi les individus les plus riches du pays.

Quelles sont les raisons pour cette stagnation sociale et économique ?

Est-ce que - comment on entend souvent dire - la région a laissé passer le train du développement économique et social ?

Est-ce que sa structure économique (pour la plupart des économies rentières) et sociale (basée sur des clans familiaux) empêche tout développement ?

En 1995, l'Europe passait par un moment crucial de son histoire : le mur de Berlin était tombé et l'adhésion à l'UE des anciens satellites soviétiques était acquise ; la guerre des Balkans s'achevait ; l'UE s'agrandissait avec trois nouveaux États membres. Restait sa frontière sud, la Méditerranée.

Cette année-là, lorsque cette région vivait une période d'espoir dans la réconciliation entre frères ennemis, l'UE a proposé aux douze pays de la Méditerranée une nouvelle façon d'entendre nos relations.

Le mot-clé était partenariat, c'est-à-dire une nouvelle façon de travailler ensemble envers des objectifs communs, tout en dépassant des vieilles tendances post-coloniales.

À Barcelone, les vingt-sept pays du pourtour méditerranéen ont approuvé une déclaration révolutionnaire dans sa philosophie et ses objectifs. Un texte qui a permis le démarrage de nouvelles relations non seulement entre l'Union européenne et la Méditerranée mais aussi, et surtout, entre les pays voisins de la rive sud. Il est basé sur trois principes simples : la paix et la stabilité, une prospérité partagée et le dialogue entre nos Peuples.

Je tiens à souligner que ces choix n'étaient pas seulement européens. Tous les pays de la région se sont accordés sur les mêmes objectifs.

Cette stratégie était-elle la bonne ? Est-ce que ce partenariat a aidé les pays de région à trouver leur chemin vers la stabilité et la prospérité ?

Force est de constater que, après presque huit ans, la région est toujours instable, son développement économique continue à être un des plus faibles du monde et les immigrants illégaux continuent à arriver par milliers sur les rives de l'UE.

[136]

Mais il y a aussi une autre manière plus positive de voir les choses. Les pays de la région sont plus proches que jamais de l'UE, à travers les accords d'association, dont onze d'entre eux sont déjà signés avec l'UE. Des accords qui vont au-delà de l'ouverture des marchés et qui prévoient un nouveau type de dialogue politique ainsi que les mécanismes nécessaires pour accompagner les gouvernements dans leurs politiques de transformation économique et sociale.

Mais c'est dans sa dimension régionale que le partenariat trouve toute sa valeur ajoutée. En effet, le partenariat est la seule enceinte où tous les pays de la région (et j'insiste, tous) ont continué à se rencontrer et à se parler. Et cela non seulement au niveau technique, mais aussi dans des réunions politiques, même dans les pires des moments.

De plus, le partenariat a aidé à développer de nouvelles relations entre les pays du Sud. Je dis nouvelles parce qu'elles n'existaient pas avant. Il est toujours surprenant pour moi de constater le manque de connaissance que les pays de la région ont de leurs voisins. Le partenariat est en train de remédier à cet immense défaut.

Certains pensent que, malgré tout, cette stratégie de petits pas, d'accompagnement, est erronée ; qu'elle est un signe de faiblesse politique de l'UE.

Je ne le crois pas.

L'Europe doit continuer dans la voie tracée par le partenariat ; utiliser, comme le dit souvent le commissaire Patten : « nos armes d'attraction massive ». Ne pas bâtir de murs mais de ponts entre nos peuples.

L'UE vient de faire un nouveau pas dans sa stratégie d'attraction. Un nouveau pas qui est aussi un nouveau défi : l'Europe élargie ; une nouvelle politique de voisinage ; la création d'un cercle d'amis autour de nous.

Avec elle, nous proposons à nos voisins immédiats, de la Russie au pourtour méditerranéen, d'approfondir encore davantage leurs relations avec l'UE.

Notre initiative a quelque chose de révolutionnaire : ni plus ni moins qu'une participation à égalité dans le marché intérieur ainsi que dans certaines de nos politiques européennes (comme l'environnement l'énergie, les transports, les télécommunications). C'est-à-dire pratiquement tous les droits d'un État membre, sauf la participation dans les institutions.

[137]

Qu'est-ce que nous attendons en contrepartie ?

Deux choses. D'abord la traduction, par nos partenaires, d'un certain nombre de valeurs fondamentales (État de droit, droits de l'homme, protection des minorités). Et ensuite mettre en œuvre les réformes nécessaires garantissant le fonctionnement d'une économie de marché viable.

Cette initiative demande une décision politique historique : le partage avec l'UE de valeurs communes, à travers une convergence politique et économique.

Nous sommes confiants dans le succès de notre proposition puisque cet objectif de convergence a fait ses preuves avec les nouveaux États membres. En quinze ans, dix États vont passer d'une situation de dictature et retard économique, à être membres de l'Union européenne le 1er mai 2004. Ils ont souffert, ils ont fait des sacrifices, certes, mais les résultats ont été payants.

Pourquoi les pays de la Méditerranée ne pourraient-ils pas en faire autant ?

La Commission européenne va proposer dans le mois à venir, aux pays qui acceptent le défi, des plans d'action à négocier avec chacun

d'entre eux. Ils vont définir les étapes à atteindre et les critères précis permettant de mesurer les progrès accomplis.

Il est clair que s'agissant de pays aussi divers, les besoins et les aspirations diffèrent. L'UE ne proposera donc pas un modèle unique, mais une approche différenciée, tenant compte des spécificités de chacun. Il ne s'agit nullement d'un exercice imposé, mais d'un processus dont chaque étape nécessite l'accord des partenaires concernés.

L'offre est sérieuse. Elle l'est d'autant plus que l'UE y voit non seulement l'intérêt de ses partenaires, mais aussi le sien propre.

Nous n'avons pas l'intention de donner des recettes pour des plats que nous n'allons ni cuisiner ni manger. Mais nous sommes fiers de notre histoire récente, des expériences de nos États membres et de notre société civile, et nous sommes prêts à la partager avec nos partenaires.

Mais, à la fin, c'est aux pays arabes de répondre à ce défi historique.

Nous espérons qu'il sera le levier externe dont la région a besoin. Si c'est le cas, nous aurons atteint nos objectifs communs de prospérité et stabilité.

Merci beaucoup.

[138]

[139]

"PROMESSES CHATOYANTES, PIÈTRE PERFORMANCE : AIDE ET COOPÉRATION DANS LES PAYS SORTANT D'UN CONFLIT."

Nasser SAÏDI

Docteur en sciences économiques, il occupe actuellement le poste de Premier vice-Gouverneur de la Banque du Liban. Il préside le Comité de technologie bancaire moderne et d'informatique (COBIT). En décembre 2000, il fut nommé par Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, membre du Comité des Nations Unies pour les politiques de développement. Il est aussi membre du Comité régional des Nations Unies pour le Programme d'informatique des Pays Arabes.

Entre décembre 1998 et octobre 2000, Nasser Saïdi a été membre du Gouvernement libanais en tant que ministre de l'Économie et du commerce, et ministre de l'Industrie. Il a occupé des postes de conseiller économique et de directeur auprès de plusieurs banques privées en Europe (1986-1992). Il a été Professeur d'économie à l'Université de Chicago (1978-1982), à l'Université de Rochester (1976-1978), à l'Université de Genève et à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (1981-1985), à l'Université Américaine de Beyrouth (1994-1996). Il est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

[Retour à la table des matières](#)

Plus de 57 guerres et conflits ont eu lieu depuis 1990, avec une prédominance des guerres civiles. La plupart des victimes ont été des civils et non des militaires ou paramilitaires. Des millions de personnes ont été tués, estropiés, handicapés, déplacés. Les guerres ont en-

dommagé et détruit le capital physique et l'infrastructure des pays. Ceci constitue la partie la plus visible de la destruction et implique une perte de la capacité de produire des biens et services et d'entreprendre le commerce intérieur ou extérieur, ainsi que des investissements. Les guerres ont engendré des chutes de revenu - une croissance économique négative - en excès de 30% et parfois 50% - et une hausse de la pauvreté et de la misère.

La destruction moins visible, mais plus importante, réside dans la détérioration et destruction du capital social (y compris le « capital politique ») des pays en guerre civile. Le capital social comprend les lois des pays, institutions, cultures et traditions qui sont les fondements de la structure sociale, et permettent la gouvernance des pays.

Les institutions incluent les institutions politiques, légales, judiciaires et agences publiques et privées, ainsi que la société civile et autres institutions qui sont la source ultime de l'autorité et de la confiance.

[140]

Reconstruire et investir dans le capital social et politique constitue la tâche principale de la reconstruction d'une nation dans les sociétés et économies sortant d'un conflit. En fait, c'est l'incapacité de reconnaître l'importance de la reconstruction du capital social et politique comme pilier fondamental de la reconstruction d'une nation qui a engendré les piètres résultats et performances en matière d'aide et de coopération dans les cas des pays émergeant d'un conflit.

Reconstruire l'infrastructure physique détruite, à elle seule, ne pourrait ni restaurer la structure sociale déchirée, ni diminuer la probabilité d'un renouvellement de conflit.

Guerres civiles et conflits violents

Plus de 5 millions de personnes ont péri dans de violents conflits entre 1989 et 2002, et plus de 38 millions ont été déplacés. La majorité des victimes était le résultat de conflits internes ou de guerre civile : par exemple, en 2002, parmi 21 conflits graves, 20 étaient inter-

nes. Quant à la répartition géographique, elle est inégale : notons que quelque 70% des conflits, 29% des attaques terroristes internationales et 70% des victimes étaient en Afrique et Asie ².

Conflits violents, 1990-2002

CONFLITS	2000	2001	2002
Nombre de conflits	25	24	21
Nombre de lieux	23	22	19
Nombre cumulatif de conflits	56	57	58
Nombre de lieux depuis 1990	44	45	46
Conflits internes	53	54	57

Pour que l'aide internationale et la coopération soient plus efficaces en matière de prévention des guerres civiles, de limitation et réduction de leur durée, échelle et intensité, qu'elles puissent empêcher leur contagion dans les pays voisins, et garantir la reconstruction et le redressement, ainsi que pour prévenir ou réduire la probabilité de renouvellement des conflits, il est essentiel de comprendre les causes et conséquences de guerres civiles et des conflits.

[141]

Économistes, chercheurs et les institutions internationales tels la Banque Mondiale, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et diverses ONG ont, récemment, largement enrichi notre connaissance des guerres civiles, en se penchant, en particulier, sur les causes sociales et économiques ainsi que les conséquences des guerres civiles et conflits violents.

² Voir les rapports du SIPRI 2003, 2002, 2001 et du Haut-commissariat des Réfugiés des Nations Unies 2003.

Je résume les conséquences les plus importantes :

1. Une forte augmentation de la mortalité et de la morbidité durant mais aussi après les conflits. Les guerres civiles sont associées à une plus grande vulnérabilité et une baisse de l'immunité de la population, et une transmission plus rapide des maladies. La dégradation de la santé des populations affectées mène à une mortalité et à une morbidité plus élevée. L'expérience des pays sortant de conflit montre qu'à peu près la moitié de la perte d'espérance de vie - ajustée pour les infirmités dues à un conflit - ne survient qu'après la fin du conflit. Ces conséquences peuvent durer plus longtemps que les conflits eux-mêmes. De plus, il y a la dégradation de l'environnement et son impact sur la santé et la mortalité à cause des mines, de l'uranium épuisé (DU), et d'une variété de déchets d'armes toxiques.

2. Les guerres civiles donnent lieu à un déplacement massif de populations, aussi bien à l'intérieur du pays en conflit, que vers l'extérieur, résultant en une migration forcée et souvent, au trafic humain. Par conséquent, l'activité économique et la vie sociale sont perturbées. Le fonctionnement normal du marché du travail est interrompu avec la perte de la sécurité du travail et de la possibilité de gagner sa vie à travers des activités légales. Typiquement, aussi, l'émigration est associée à la fuite des cerveaux, avec une tendance fréquente de la population active professionnelle, éduquée et spécialisée, à quitter de façon permanente le pays. Le déplacement de la population engendre une dégradation du capital humain et mène à une baisse de la productivité totale et du travail ainsi que de la croissance économique.

De plus, le déplacement interne de la population donne lieu à une demande additionnelle pour les services d'infrastructure physique (électricité, eau, transport, communications, télécommunications) afin de servir la population déplacée dans leur nouvel emplacement. Cela s'ajoute aux coûts totaux et besoins de reconstruction qui résultent de la destruction de l'infrastructure.

3. *Les conflits violents et guerres civiles mènent à l'amplification de la pauvreté et à une réduction du revenu par tête d'habitant.* La [142] guerre civile typique réduit le revenu par tête d'habitant de près de 15% en termes réels et augmente la fréquence de pauvreté à une moyenne de 30% de la population. Dans le cas du Liban, j'estime que le revenu par tête d'habitant a chuté de 35% au moins et la pauvreté a augmenté de façon à inclure quelque 25% de la population résidente ³.

4. *Les guerres civiles détruisent le capital (bâtiments, structures, usines et équipements) et l'infrastructure physique et mènent à une dépréciation accélérée du capital par suite du manque d'investissements et de dépenses d'entretien.* Typiquement, les investissements directs domestiques et étrangers diminuent, résultant en une plus grande réduction de la capacité physique de production, une baisse de la productivité et de l'activité économique.

5. *Les guerres civiles et conflits induisent à une fuite de capitaux vers l'extérieur,* à cause des rendements réduits et de la hausse de leur volatilité, ainsi qu'à cause de la probabilité accrue de perte, d'expropriation ou d'extorsion.

6. *Les coûts énormes des conflits et guerres civiles ne sont pas compensés par les changements des politiques économiques et des réformes après-guerre, ni par la création ou l'amélioration des institutions domestiques ou des libertés politiques.*

Cela est bien illustré dans le cas du Liban où la fin des guerres et conflits, comme enchâssée dans l'accord de Taëf de 1989, n'a pas mené à des réformes fondamentales et profondes en matière politique ou économique. Plutôt, l'accord de Taëf et la révision de la Constitution ont augmenté la rigidité des institutions politiques. Il a créé une Troïka inefficace entre le Président de la République, le Président du Par-

³ Voir l'analyse et les résultats dans N. Saïdi (1986), et plus amplement développés dans N. Saïdi (1999).

lement et le Premier Ministre, qui en fait consolident et confirment une division sectaire du pouvoir. Ceci a mené à une sclérose du pouvoir et la détérioration de toutes formes de gouvernance.

7. Les guerres civiles sont un « mal public » régional et potentiellement mondial. Les populations déplacées et réfugiées ont tendance à étendre maladies et conflits dans les pays voisins. À la fin 2002 le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCUNR) estime à plus de 20, 556, 700 le nombre de personnes auxquelles il offre l'aide, notamment protection des réfugiés et des personnes déplacées. Par contre, les personnes internement déplacées (PID) sont les personnes [143] obligées à quitter leurs maisons mais qui ne sont pas réfugiées dans un autre pays. Ils ne reçoivent donc pas la protection de la loi internationale. Le nombre des PID a augmenté à cause des conflits internes et représente à la fin de 2002, plus de 5,777,200 personnes.

Une étude qui se base sur les données annuelles de 135 pays durant la période 1960-1999, a analysé les effets des flux de réfugiés dans les pays tropicaux. Les résultats indiquent que pour 1000 réfugiés, il y eut 1406 nouveaux cas de malaria dans les pays d'asile ⁴.

Au niveau régional, les mouvements massifs de populations déplacées entraînent des effets négatifs sur l'activité économique dans les pays de refuge ou avoisinants ⁵. La guerre civile dans un pays résulte en une baisse de la croissance économique dans les pays voisins, une externalité négative. Ceci se fait à travers des canaux multiples : réduction du commerce bilatéral et des flux d'investissement, baisse du tourisme dans la région (e. g. : la volatilité des revenus du tourisme dans les pays méditerranéens suite aux attaques du 11 septembre 2001), baisse des afflux de capitaux et hausse de la sortie de capitaux dans les pays affectés, augmentation des primes d'assurance et de transport ainsi que des coûts d'emprunts internationaux. Pour les pays

⁴ Voir les résultats dans l'étude de la Banque Mondiale (2002).

⁵ Voir l'étude de Murdoch et Sandler (2000).

d'asile, il y a aussi le fardeau direct des réfugiés, l'augmentation du taux de chômage, parallèlement aux coûts militaires et de sécurité élevés ⁶.

Source: UNHCR 2003.

Source: UNHCR 2003.

⁶ Le dernier rapport du UNHCR estime à plus de 20 millions les personnes réfugiées dans le monde en 2002.

Au niveau mondial, la caractéristique de « mal public mondial » des guerres civiles résulte de l'échec de l'ordre public. Il est estimé que les territoires de guerre civile sont associés à des activités criminelles, telles que la production et le commerce des narcotiques, et le trafic humain : en effet on a pu estimer que « 95% des drogues sont produites dans les pays à conflits ».

8. Conséquences macroéconomiques et fiscales ⁷. Les conflits violents diminuent la croissance réelle de l'économie et entraînent une baisse des recettes fiscales du gouvernement. La baisse des recettes fiscales est due, d'une part, à la baisse de l'activité économique et donc des revenus, et d'autre part au fait que l'efficacité de l'administration fiscale se détériore. À son tour, la perte de revenus engendre des déficits budgétaires plus élevés et qui sont typiquement financés par une expansion monétaire, qui elle se traduit par des taux d'inflation plus élevés et une dépréciation du taux de change. Comme mentionné ci haut, les investissements baissent durant les conflits, avec une reprise du ratio investissement/PIB après la chute initiale. De la même façon, l'investissement privé tombe dramatiquement, mais avec une tendance de reprise pendant la période de reconstruction après conflit.

Les résultats empiriques montrent un changement dans la composition des dépenses publiques, avec une augmentation des dépenses militaires gouvernementales *avant et pendant les conflits*. En revanche, les dépenses de santé et de l'éducation chutent en pourcentage [145] du PIB et des dépenses publiques totales. Ces réductions dans les dépenses et prestations sociales, de santé, et de l'éducation affaiblissent l'immunité et la capacité de la population de réagir à la propagation des maladies, et diminuent les investissements dans le capital humain et social. L'absence de l'État laisse le champ libre aux groupes

⁷ Pour une étude récente, voir Gupta, S. et al. (2002) et Elbadawi, I.

rebelles et militaires qui se substituent comme prestataires de services publics.

Source : IMF working paper : *Fiscal Consequences of Armed Conflict and Terrorism in Low-and Middle Income Countries* WP/02/142.

Source : IMF working paper; *Fiscal Consequences of Armed Conflict and Terrorism in Low-and Middle Income Countries* W/P/02/142.

Ce bref aperçu des conséquences et résultats des guerres civiles s'est concentré intentionnellement sur la dimension économique, négligée, des guerres. Les guerres civiles, en détruisant le capital physique, social et politique ainsi que la cohésion sociale, méritent d'être désignées « développement à l'inverse. » Les guerres civiles, peuvent effacer les exploits et le patrimoine de générations, en détruisant et retardant le développement économique et social. Le contraire est aussi vrai : le développement économique, en réduisant la pauvreté et l'émergence de griefs sociaux, retarde et réduit la probabilité de guerre civile ⁸. Il est clair que les pertes et conséquences négatives l'emportent sur les effets positifs qui pourraient résulter des réformes politiques, économiques et sociales après-guerre. Les guerres civi-

⁸ Cf. l'étude de la Banque mondiale sur les conflits et leurs conséquences pour le développement économique (2003).

les ne sont pas de bons instruments pour le changement ! La conclusion importante est que les guerres civiles ne sont pas des agents effectifs, ne forment [146] pas un outil pour le progrès économique, social ou politique ni pour les réformes.

La dimension économique a aussi été négligée dans l'analyse du déclenchement et la durée des guerres civiles. Le résultat des recherches approfondies a conclu que sur la période entre 1965-1999, le *risque d'une guerre civile est systématiquement lié aux conditions économiques*, telles que la forte dépendance sur l'exploitation et l'exportation de matières premières et de produits de base, et le niveau bas du revenu par tête d'habitant. Inversement, et de façon étonnante, les mesures objectives de grief social, telles que l'inégalité, le manque de démocratie, et les divisions ethniques et religieuses, n'ont aucun effet systématique sur le risque de guerre civile ⁹. Les guerres civiles ont typiquement pour objectif de contrôler la richesse d'un pays, plutôt que de résoudre des problèmes sociaux ou divisions ethniques et religieuses.

En effet, une des principales conclusions des recherches empiriques est que les sociétés qui sont diversifiées quant à leur appartenance ethnique et religieuse sont considérablement plus stables que celles qui sont homogènes.

En conséquence, pour comprendre les guerres civiles une importance centrale doit être donnée à l'analyse de « la viabilité économique et financière de l'organisation rebelle comme cause de guerre civile ». C'est une des caractéristiques essentielles qui rendent les guerres civiles si différentes des guerres internationales. Les milices, groupes armés et organisations rebelles doivent se financer pour survivre. Dans la plupart des cas, la source de financement a été un produit de base ou une matière première (diamants, pierres et métaux précieux, pétrole) et/ou narcotiques. Dans d'autres cas - tel qu'au Liban - le financement externe s'est ajouté aux narcotiques ou au commerce d'armes, comme facteurs principaux permettant la viabilité financière des milices.

⁹ Voir P. Collier et al. (2002).

Aide publique internationale et coopération

En 2002 l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, soit 0,23% de leur revenu national brut (RNB), [147] affichant ainsi un début de reprise par rapport au point bas sans précédent de 0,22% du RNB auquel elle stagnait depuis trois ans ¹⁰. À la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey en mars 2002, les pays donateurs se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement en faveur des pays en développement. D'après les estimations de l'OCDE, si ces promesses se concrétisent, il devrait en résulter une progression importante de l'APD qui porterait le rapport APD/RNB à 0,26% d'ici 2006 - niveau encore largement inférieur aux 0,33 % régulièrement enregistrés jusqu'en 1992. L'aide des pays du CAD de l'OCDE est en baisse depuis 1990 ! Le total de US\$57 milliards pour 2002, est seize fois inférieur aux dépenses en armes (un total dépassant les US\$800 milliards) ! Cela durant une décade, 1990-2000, les « roaring nineties », de forte croissance dans les pays industrialisés ; il semblerait que l'aide publique au développement baisse, alors que la richesse, la croissance et la productivité augmentent dans les pays riches ! Comme l'illustre de manière très claire le graphique [...] les pays industrialisés sont bien au-dessous de l'objectif fixé par l'ONU, de contribuer 0.7% de leur PIB à l'aide au développement.

Au vu de ces chiffres, l'aide publique au développement peut-elle jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et la recons-

¹⁰ Le Comité d'aide au développement (CAD) est une des organisations principales où les grands donateurs bilatéraux oeuvrent ensemble pour l'amélioration de l'efficacité des efforts à l'appui du développement durable. Les pays membres du CAD sont à l'origine d'au moins 95% des versements mondiaux d'ADP. Les États-Unis demeurent le donneur le plus important au monde par le volume de son aide ; viennent ensuite le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Voir le rapport du CAD de l'OCDE, 2003.

truction des pays sortant de conflit ? Cette aide, avec ces montants timides, voire dérisoires, peut-elle avoir un impact sur le développement économique et la croissance dans les pays récipients de l'aide et notamment dans les pays émergeant de conflits destructeurs ? L'aide et la coopération internationale mènent-elles à une reprise de la croissance, l'encouragement de l'investissement étranger et domestique et la diminution de la pauvreté ? Sous quelles conditions une intervention étrangère peut-elle réussir dans ses objectifs ?

[148]

Source : www.oecd.org/dac/

Le rôle de l'aide publique internationale et coopération a été minutieusement examiné durant les dernières années. Les organisations financières internationales, menées par la Banque Mondiale, et des chercheurs se sont concentrés sur les déterminants et effets de l'aide publique étrangère. Les recherches empiriques¹¹ permettent d'aboutir aux conclusions suivantes :

[149]

1) Les théories et modèles économiques qui promettaient un lien de causalité direct entre l'aide publique au développement, la coopération, et l'investissement et la croissance économique sont démentis par les résultats et la piètre performance des programmes d'aide et de coopération. L'aide internationale et la coopération ne paraissent pas encourager l'investissement domestique ni attirer les investissements directs étrangers, ni produire une croissance écono-

¹¹ Voir l'article de Burnside et Dollar (2000), Easterly (2003), Alesina & Dollar (2002).

mique élevée ou une diminution de la pauvreté. En particulier, l'aide internationale n'a pas mené à une reprise de la croissance dans les pays sortant de conflit ou à un encouragement des investissements.

2) L'aide étrangère, due à son caractère interchangeable, facilite et est utilisée le plus souvent pour une consommation publique gaspilleuse. L'aide et la coopération, y compris les programmes et l'aide conditionnée, permettent aux gouvernements de poursuivre des politiques économiques inefficaces et manquant de transparence. En particulier, l'aide conditionnée peut être détournée ou faciliter le gaspillage public.

3) Les différences entre les politiques économiques poursuivies par les gouvernements expliquent amplement la différence des résultats économiques entre pays et leur capacité de bénéficier de l'aide et de la coopération étrangère. Les pays qui poursuivent de bonnes politiques peuvent mettre l'aide étrangère et la coopération à bon usage. Cependant, la probabilité qu'un pays adopte des politiques économiques « bonnes » et efficaces n'est pas influencée par le montant de l'aide étrangère qu'il reçoit ¹².

4) Les pays donateurs déboursent pour une grande part l'aide étrangère en fonction de considérations stratégiques, géopolitiques, et commerciales plutôt qu'en fonction des vrais besoins des pays destinataires de l'aide. Les gouvernements donateurs établissent souvent des programmes d'aide qui reflètent leurs intérêts politiques ou ceux de leurs approvisionneurs nationaux. Les résultats des recherches empiriques sont clairs : le passé colonial et les alliances politiques sont les déterminants fondamentaux de l'aide étrangère ! Ils sont plus importants notamment que les éléments « objectifs » classiques tels que la pauvreté, la taille de la population, l'ouverture au commerce, les pratiques démocratiques et le respect des libertés. La distribution de l'aide bilatérale à travers les pays explique pourquoi

¹² Voir l'analyse et les résultats empiriques dans Burnside et Dollar (2000).

l'aide et la [150] coopération étrangères n'ont réussi que partiellement, à augmenter la croissance et réduire la pauvreté. Les liens coloniaux et la fréquence avec laquelle un pays vote avec les pays donateurs d'aide à l'ONU expliquent plus la distribution d'aide que les institutions politiques ou les politiques économiques suivies par les pays récipients. Les résultats d'Alesina et Dollar ¹³ sont éloquentes : « Une ex-colonie non démocratique obtient près de deux fois plus d'aide qu'une non-colonie démocratique. » De la même façon, les ex-colonies qui sont fermées au commerce international ou à l'investissement étranger reçoivent plus d'aide que les non-colonies ouvertes au commerce international et poursuivant une politique économique libérale !

Aide bilatérale aux anciennes colonies, 1970-1994

DONNEURS	PART DES COLONIES (% DU TOTAL)
Australie	55.5
Belgique	53.7
France	57.0
Allemagne	2.6
Italie	9
Japon	6.3
Pays-Bas	17.1
Nouvelle Zélande	22.5
Portugal	99.6
Espagne	4.8
Royaume-Uni	78.0
États-Unis	2.9
Total	19.6

Source : Alesina et Dollar (2000)

5) Il y a une différence considérable dans le comportement des différents pays donateurs. Quelques donateurs - particulièrement les pays scandinaves et les Pays Bas - fournissent l'aide en réponse aux motivations « correctes », à savoir le niveau bas du revenu, les « bon-

¹³ Voir l'article d'Alesina & Dollar (2000).

nes institutions » du pays destinataire et son ouverture au commerce et à l'investissement. D'autres pays -particulièrement la France, le Royaume Uni et le Portugal - assistent leurs ex-colonies reflétant des alliances politiques, sans tenir grand compte d'autres éléments, tels que la pauvreté, les régimes politico-économiques, la démocratie ou la gouvernance. Le modèle américain est bien connu pour être quasiment dominé par son aide à Israël et à l'Égypte. En effet, une étude récente du Congrès [151] américain estime qu'Israël a reçu plus de *US\$91* milliards de dollars durant la période 1946-2003. Un citoyen israélien reçoit, en moyenne, plus d'aide du gouvernement américain qu'un citoyen américain ! L'aide japonaise va aux pays qui votent avec le Japon à l'ONU.

6) Les résultats empiriques indiquent une augmentation de l'aide aux pays qui « démocratisent » : un pays démocratisant est 'récompensé' par une hausse de 50% du montant de son aide initiale. Également, les pays qui deviennent plus ouverts ou libéralisent leurs politiques économiques, obtiennent une augmentation temporaire de près de 25 % de l'aide internationale. Par conséquent, un pays peut espérer une augmentation de l'aide internationale à condition de réformer ses institutions politiques et ses politiques économiques.

7) Les promesses chatoyantes et la rhétorique qui accompagne les programmes d'aide étrangère promettent une reprise de la croissance économique, de réduire la pauvreté, mais aussi de récompenser les bonnes politiques ainsi que les gouvernements efficaces et honnêtes. Du fait de l'attention récente sur la « bonne gouvernance », il est intéressant de s'interroger sur le lien entre l'aide internationale, la bonne gouvernance et la corruption. Les gouvernements corrompus reçoivent-ils moins d'aide ? La « bonne gouvernance » est-elle récompensée ? L'aide internationale réduit-elle la corruption ? En d'autres termes, l'aide internationale stimule-t-elle la bonne gouvernance ?

Les récentes recherches donnent une réponse négative à ces questions ! Alesina & Weder (2001) découvrent *qu'en réalité plus un gou-*

vernement est corrompu, plus il reçoit de l'aide ! Il n'existe aucune mesure de corruption qui indique qu'un gouvernement moins corrompu, mieux gouverné, reçoit plus d'aide. De plus, ils concluent qu'une augmentation de l'aide étrangère ne réduit pas la corruption : les donateurs d'aide ne tentent pas de récompenser des gouvernements à devenir moins corrompus.

Au niveau bilatéral, les pays scandinaves (et l'Australie) paraissent aider plus les gouvernements moins corrompus. Les États-Unis, par contre, sont à l'extrême opposé : les résultats indiquent que l'aide étrangère Américaine va vers les pays où les gouvernements sont les plus corrompus. Les États-Unis paraissent plus intéressés par la démocratie, plutôt que par la qualité des gouvernements ou la bonne gouvernance. Les résultats empiriques d'Alesina et Weder (2001) suggèrent qu'« un pays qui est plus corrompu reçoit près de \$8 plus d'aide par personne ». Finalement, ils concluent qu'« il n'existe pas une [152] grande différence entre organisations multilatérales et donateurs bilatéraux » dans la distribution de l'aide et que « ni l'un ni l'autre paraît avoir visé les pays à corruption limitée. »

8) Plus inquiétante est la présence d'un « effet de voracité » dans l'aide étrangère : les pays qui reçoivent de l'aide étrangère ont tendance à devenir plus corrompus ! L'explication paraît résider dans le fait que l'aide étrangère crée une clientèle politique dépendante et nourrie par cette aide, et qui donne naissance à la corruption. Ceci est similaire à l'aide militaire étrangère que reçoit Israël qui le rend plus belligérant et violent. À son tour, cette aide militaire à Israël crée un cercle vicieux, un cycle de réactions violentes à la sauvagerie israélienne, qu'Israël utilise pour chercher et « justifier » une plus grande aide militaire, afin d'affronter la violence que lui-même a induite par ses actions !

9) Les programmes d'aide souffrent de multiples problèmes techniques et institutionnels : lent déboursement des fonds promis, failles dans les mécanismes de mobilisation des fonds promis, dispositifs inappropriés pour le suivi des flux d'aide, faible coordination avec

la communauté des donateurs, et faible coordination entre les donateurs eux-mêmes ou avec les autres acteurs comme les ONG, et qui abouti, souvent, à une duplication ou même une incompatibilité entre les divers projets d'aide. L'exemple des programmes MEDA de l'Union Européenne lancé comme partie intégrante du processus stratégique de Barcelone illustre bien ces faiblesses. Ainsi, et malgré que le programme MEDA I soit un instrument indispensable du processus de Barcelone, les résultats ont été décevants : pour un total d'engagements de 4,843 millions d'Euros, le ratio paiements/engagements s'est établi à seulement 26% en moyenne, calculé sur la période 1995-1999 (et un ratio de 2% pour le Liban !). Une réforme importante et la création de Europe Aid a permis quelques progrès : la moyenne du ratio passe à 40.5% pour la période 1995-2002 (et 20.4% pour le Liban) ¹⁴.

Les principales conclusions des études empiriques sur les déterminants et résultats de l'aide étrangère, récusent les mythes et contredisent les préconceptions standards et rhétoriques politiques. L'aide des principaux pays donateurs vise, comme priorité, à promouvoir leurs propres intérêts stratégiques. Dès lors, l'aide bilatérale n'a qu'un faible lien avec la pauvreté, la croissance et le développement économique, la démocratie, la bonne gouvernance ou l'aide à la [153] résolution des conflits et la reconstruction des pays émergeant de conflits violents. L'aide étrangère n'augmente pas la croissance économique, ni ne réduit la pauvreté en améliorant la qualité des politiques d'un gouvernement et la gouvernance. Bien au contraire, l'aide étrangère a tendance à aller aux gouvernements les plus corrompus ! La thèse que l'aide et la coopération visent à réformer les gouvernements corrompus ou stimuler les bonnes politiques économiques et politiques est démentie par les résultats empiriques : l'aide étrangère a tendance à engendrer plus de corruption, et non moins ! Les programmes d'aide et de coopération contiennent souvent des promesses chatoyantes et de bonnes intentions, mais résultent, souvent, en une piètre performance !

¹⁴ Commission européenne, Bilan de l'exécution budgétaire 2002 pour la Méditerranée.

Un exemple indicatif des conclusions mentionnées ci-dessus sur les politiques de l'aide et leurs déterminants, consiste dans l'échec de la communauté internationale à gérer la situation après conflit au Liban Sud suite au retrait israélien de son occupation prolongée du Sud Liban et de la Bekaa de l'ouest en mai 2000. Vu la reconnaissance de la communauté internationale de l'importance géostratégique de la sécurité, la paix et la stabilité au Liban Sud, l'anticipation des responsables politique libanais - dont je faisais partie à l'époque - était que l'aide et la coopération internationale seraient immédiates pour une région appauvrie, dévastée suite à deux décennies d'occupation. En effet, la libération du Sud Liban avait été le seul événement positif après des années de tentatives stériles pour arriver à un règlement pacifique dans la région. Un plan de développement quinquennal détaillé fut préparé par le PNUD en coopération avec le gouvernement libanais, en un temps record, et les donateurs conviés à une réunion en juillet 2000, afin de bénéficier de l'euphorie produite par la libération des territoires occupés. Trois objectifs avaient été identifiés : un objectif de prospérité, un objectif de sécurité et un objectif de réintégration nationale de la partie sud au Liban. Quatre secteurs avaient été jugés critiques : le déminage, la reconstruction de l'infrastructure, la rééducation et réintégration des anciens détenus des prisons illégales et camps de détention israéliens, et le financement de la reconstruction et du développement de la zone occupée. Hélas, la réponse de la communauté internationale fut honteuse : les organisations internationales telles que la Banque Mondiale se sont pliées aux pressions politiques internationales et domestiques, les pays jugés amis du Liban se sont évincés, et d'autres ont joué dans la politique domestique. Divers acteurs -notamment Israël - ont cherché et réussi [154] à saboter les timides efforts internationaux pour participer à la reconstruction du Sud Liban. En particulier, ces diverses interventions réussirent à ajourner la conférence des donateurs programmée pour octobre 2000. Jusqu'à cette date, aucune conférence des donateurs n'a été tenue et le Sud Liban continue à porter les cicatrices de l'occupation israélienne et reste un point névralgique de tension géostratégique au Moyen-Orient. En effet, il est maintenant moins peuplé qu'au temps de l'oc-

cupation et le revenu par tête habitant a baissé ¹⁵. Aucun des gouvernements libanais depuis octobre 2000, ni d'ailleurs la communauté internationale n'a cherché à soulager le peuple des zones d'occupation de leur misère et de la mémoire douloureuse de l'occupation. Ce qui, en d'autres circonstances, aurait pu être une véritable occasion pour rétablir la confiance et la crédibilité de la communauté internationale, de créer un exemple réussi d'une région reconstruite suite à un conflit, a été perdu de façon irrécupérable.

Je termine cette section sur les déterminants et les effets de l'aide et de la coopération en analysant un autre exemple d'intervention étrangère : les programmes de prêt des organisations internationales. Une étude récente entreprise par l'éminent économiste Robert Barro a examiné les déterminants des emprunts des programmes du FMI à travers 130 pays sur une période couvrant les trois dernières décennies. Barro découvre que les prêts du FMI ont été influencés par la présence d'un pays au Fonds, mesuré par la part du pays dans le quota et sa part du personnel professionnel du FMI. Les prêts du FMI ont aussi été sensibles à la proximité politique et économique d'un pays aux principaux actionnaires du Fonds : les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume Uni. La proximité politique est estimée par la fréquence avec laquelle un pays a voté avec un pays influent du FMI dans l'Assemblée Générale de l'ONU, et la proximité économique par le volume de commerce bilatéral.

Donc « l'ensemble des variables de politique économique était en gros statistiquement important pour expliquer la taille des prêts du FMI, la fréquence de participation dans les programmes du FMI, et la probabilité d'approbation de l'emprunt. » Le FMI comme institution internationale tient apparemment compte de la politique dans ses décisions de prêts aux pays en voie de développement. Qu'en est-il de [155] la conséquence des prêts du FMI ? Donnent-ils lieu à de meilleurs résultats économiques et une croissance plus importante dans les pays emprunteurs ? Il s'avère qu'en tenant compte des variables politico-économiques susmentionnées, les prêts du FMI n'ont aucun impact *contemporain* sur la croissance économique. Cependant, les prêts du

¹⁵ L'enquête de l'Administration Centrale des Statistiques (2002) décrit la situation dans les zones libérées.

FMI ont une influence *négative* sur la croissance économique à moyen terme (après cinq ans) ; en d'autres termes, ils ont un effet adverse sur la croissance avec un décalage de l'ordre de cinq ans !

Leçons pour reconstruire les nations post-conflit

Quelles leçons peut-on tirer de la discussion et des résultats examinés dans les deux sections antérieures ?

A. La vaste majorité des conflits est intra-étatique, conflits internes ou guerres civiles. Il en découle que l'aide et la coopération internationale devraient s'adresser aux conséquences des guerres civiles et donc agir dans le but de prévenir ou diminuer la probabilité de renouvellement des conflits. Les guerres intra-étatiques sont différentes dans leurs causes et conséquences des guerres internationales et exigent une stratégie et approche différentes en matière d'aide et de coopération du paradigme qui a émergé suite à la Seconde Guerre Mondiale et autres guerres internationales. Le paradigme du Plan Marshall ne convient pas aux pays émergeant de guerres civiles.

B. Les résultats indiquent que l'aide au développement et la coopération ont échoué dans leurs objectifs déclarés : elles n'encouragent pas l'investissement, ne mènent pas à une augmentation durable de la croissance économique, et ne réduisent pas la pauvreté. Elles n'encouragent pas les gouvernements des pays destinataires à adopter de meilleures politiques économiques et sociales ou à entreprendre des réformes politiques. L'aide internationale est typiquement dictée par les intérêts commerciaux, politiques et stratégiques des pays donateurs et guidée par des alliances politiques telles que les liens coloniaux ! La plus grande part de l'aide n'est pas fournie pour des raisons altruistes. Plus accablante est la réalité que les gouvernements corrompus ont tendance à recevoir plus d'aide plutôt que moins ! La

rhétorique et les sermons des pays donateurs d'aide ou des organisations internationales sur « la bonne gouvernance » ne se retrouve pas dans leurs actions ou les programmes d'aide. Les gouvernements donateurs ne font pas ce qu'ils déclarent ! Et pareils aux politiciens, les déclarations [156] des pays et leurs agissements sont très différents ! De plus, les organisations internationales telles que le FMI et la BM semblent soumises aux mêmes forces politico-économiques dans leur politique de prêts et d'aide.

Existe-t-il des leçons à tirer ou des directives pour agir ? Il n'existe probablement pas de leçons universellement utiles pour aider la reconstruction des nations post-conflit. J'aimerais cependant offrir quelques recommandations basées, entre autres, sur l'expérience du Liban, que j'estime être pertinente pour les cas « vivants » de l'Irak et de l'Afghanistan ¹⁶.

1. Il est impératif de rétablir la sécurité et la justice, très rapidement. Ni l'activité économique, ni l'investissement ne peuvent reprendre dans un environnement d'insécurité et de violence. De même, il n'est pas possible de réactiver le secteur bancaire, les systèmes de paiement ou d'avoir un système de crédit efficace dans l'absence de la confiance et de la mise en application des lois. Le désarmement et l'intégration des milices, des forces rebelles et paramilitaires dans les forces militaires du gouvernement sont des éléments nécessaires d'une stratégie visant à rétablir la sécurité. En particulier, cette stratégie diminue le risque que les forces irrégulières, ayant perdu leur liberté d'action, leurs sources de financement et contrôle des ressources, ne deviennent une menace à la sécurité et se tournent vers les activités criminelles pour leur survie. L'exemple du Liban témoigne de la réussite de cette stratégie. Le Liban a réussi à rétablir la sécurité intérieure - bien qu'au coût d'une augmentation des dépenses gouvernementales - en intégrant les membres des milices de toutes factions et religions au sein de l'armée.

¹⁶ Je m'inspire des leçons de Carl Bildt tirées de l'expérience des Balkans.

2. Il faut créer un environnement régional bienveillant et coopératif. Les États voisins peuvent exercer une influence considérable sur la reconstruction d'une nation ou sur sa fragmentation. Il est presque impossible de réunifier une nation fragmentée si ses voisins essaient de l'écarteler. Les exemples des pays africains en conflit, du Soudan, du Liban, et plus récemment de l'Afghanistan, et de l'Irak démontrent que la résolution durable des situations de conflits requiert une coopération régionale au niveau politique, de la sécurité et de l'économie. Un effort régional de reconstruction encourage toutes les factions nationales à participer à l'effort de reconstruction et peut [157] déclencher un cercle vertueux du fait que la paix et la sécurité deviennent un « bien public régional » pour tous les pays de la région.

3. Plus grand est le support international, plus facile devient le processus de rebâtir la nation. L'ONU et les organisations régionales doivent être engagées pour forger une paix et une coalition de reconstruction. Un effort multilatéral de reconstruction d'une nation est, certes, plus complexe et prend plus de temps qu'entreprendre des efforts unilatéraux. Par contre, elle est aussi considérablement moins chère pour tous les participants. L'effort de reconstruction multilatéral d'une nation peut produire des transformations et des réformes plus fondamentales, ainsi qu'une réconciliation régionale plus grande qu'une intervention unilatérale : le cas de l'Irak est un exemple vivant. La coopération multilatérale peut apporter des ressources plus variées et soutenir la tâche difficile de la reconstruction d'une nation.

4. Les problèmes humanitaires (santé, nourriture, refuge, services publics de base) doivent recevoir la priorité dans une première phase, mais ne devraient pas prédominer sur les questions de moyen terme. Reconstruire les institutions économiques et financières, construire la capacité d'absorption de l'État et de ses institutions, devraient recevoir la priorité afin de soutenir le rétablissement de l'économie et de son infrastructure. Par exemple, distribuer de l'aide alimentaire pendant une longue période risque d'affaiblir la ré-

cupération du secteur agricole domestique, comme le montre l'exemple afghan.

5. La question primordiale n'est pas la reconstruction physique, mais la reconstruction de l'État. La reconstruction de l'infrastructure physique détruite est importante, coûteuse et prend du temps. Mais, la reconstruction de l'infrastructure politique, la reconstitution de la structure sociale et l'infrastructure de la gouvernance économique, est plus complexe et plus importante. Pour reconstruire un État, il faut s'entendre sur l'État à reconstruire. Une résolution durable du conflit implique un accord multilatéral qui mène à une structure constitutionnelle représentative et stable, qui assurera la stabilité politique. La démocratie, la responsabilisation, la transparence et la représentation ne peuvent être ni importées ni imposées ; elles doivent être créées par tous les agents nationaux.

6. Reconstruire une nation prend plus de temps et plus de ressources qu'initialement anticipé. Le défi est de casser le tissu de méfiance filé pendant le conflit. Le défi est de casser le cercle vicieux, l'engrenage infernal, de doute et de méfiance à l'égard de « l'autre ». Or les acteurs [158] politiques ont investi dans des compétences spécialisées et seulement pertinentes pour le conflit. Même le langage, le vocabulaire et le discours politique deviennent victimes du conflit. Élections et vie politique sont décrites en termes militaires, on parle des « batailles et des luttes » sur le « front » contre des ennemis dont les os « seront brisés. » L'expérience du Liban est encore une fois pertinente : la priorité a été donnée à la reconstruction de l'infrastructure physique comme si c'était l'avenue pour la reconstruction d'une nation. Le résultat est que, malgré quelques succès, l'immense chantier de reconstruction, qui nécessairement dépasse l'infrastructure et englobe la réforme politique et institutionnelle, demeure largement inachevé.

7. La responsabilité pour les injustices passées peut être un composant puissant de démocratisation. L'expérience de l'Afrique du Sud

dans la prise en justice de ceux qui étaient responsables d'injustices eut un effet salubre dans la stimulation de la démocratie et de la « voix » du peuple. Cette culpabilisation est un des aspects les plus difficiles et controversés de tout effort de reconstruction d'une nation. Dans beaucoup de cas - comme celui du Liban - une loi sur l'amnistie est votée en tant que la mesure « qui guérit les blessures de la nation ». Ce sont les factions responsables du conflit et de la guerre qui cherchent l'amnistie et font pression sur les législateurs. Cependant, les blessures de la nation ne guérissent pas et la démocratie n'est pas servie, quand ces responsables de la violence, la guerre, la mort et la destruction ne sont pas tenus responsables de leurs actions ou pire, quand ils assument le pouvoir et occupent les postes du pouvoir. Il y a un sentiment profond d'injustice quand ces responsables de la guerre qui en ont aussi récolté les récompenses, cueillent également les fruits de la reconstruction !

8. La bonne gouvernance des ressources naturelles constitue un élément majeur dans la prévention des conflits et la limitation de leur durée. Nous devons assurer une gestion transparente des recettes des ressources naturelles, par le biais d'une meilleure dissémination des informations de la part des sociétés qui exploitent ces ressources (afin d'empêcher les paiements illicites et la corruption) et des gouvernements, avec une surveillance de la part des organisations financières internationales.

Je préconise la création d'un instrument, un « Fonds Fiduciaire » (« Trust Fund ») où toutes les ressources naturelles et les recettes de leur vente seraient canalisées. Ces fonds fiduciaires seraient gérés indépendamment des gouvernements, et répondraient du Parlement [159] ou des représentants de la nation. Vu la caractéristique non renouvelable des ressources naturelles, une gestion fiscale optimale de ces ressources impliquerait : (a) l'investissement des rentrées des ressources naturelles, et (b) le transfert d'une partie du rendement sur le « Fonds Fiduciaire » au gouvernement. Ce serait une révolution comparée aux usages courants où la richesse produite par la vente des ressources naturelles est considérée comme recettes gouvernementales et dépensée comme telle !

9) La réforme de l'aide post-conflit est une priorité. Nous devrions adopter la recommandation de Structure Stratégique de l'ONU (SF) comme cadre, qui harmoniserait les composantes politiques, de sécurité et des droits de l'homme pour l'établissement de la paix après conflit, avec en parallèle des stratégies humanitaires et de développement pour chaque pays en crise (voir l'encadré.) Cela forcerait l'harmonisation, dans la mesure où les intérêts nationaux et les mandats institutionnels le permettent, des conditions imposées par les donateurs. En particulier, et afin d'améliorer l'efficacité de l'aide et de la coopération, il me semble essentiel de créer un système standard, transparent, pour la dissémination de l'information, le suivi et le contrôle des promesses, les engagements, et les décaissements aux pays en reconstruction.

Structure stratégique de l'ONU : éléments de base

Identifier clairement les causes des crises et des conflits.	Lier les initiatives du développement économique et social, et de l'aide.
Définir les principes et le mécanisme des aides partagées.	Définir le cadre institutionnel et administratif dans les principales agences et sur les sites.
Faciliter l'analyse des besoins.	Le partage des rôles et des responsabilités entre les donateurs et les pays en développement ou émergent de conflit.
Identifier et justifier une liste des priorités de l'aide et de la coopération.	Création d'un mécanisme unifié de coordination de l'aide et de la coopération.
Indiquer les stratégies communes pour faciliter la mobilité des ressources.	Introduire la transparence et la responsabilisation.

Développer un cadre unique pour la programmation de l'aide et la coopération.	Favoriser un sens « d'appartenance locale ».
Établir un calendrier pour les différentes phases de l'aide.	Définir des stratégies de sortie claires pour minimiser la dépendance des pays récepteurs d'aide

[160]

10) Il est nécessaire d'investir dans la capacité d'absorption des pays destinataires et la bonne gouvernance du processus de la reconstruction. Les pays récepteurs d'aide et émergeant de guerres et conflits souffrent d'un manque de capacité d'absorption, pour gérer et investir l'aide et les fonds provenant des pays donateurs, et d'une administration capable de proposer des plans globaux pour la reconstruction. Souvent, l'administration et l'appareillage de l'État ont été sapés par la guerre. Soit par vénalité, incompétence ou incapacité ou manque de ressources humaines, les pays récepteurs n'arrivent pas à respecter ou remplir les conditions des emprunts bonifiés de la Banque Mondiale, du FMI et de l'ONU. L'absence de surveillance, de contrôle et de responsabilité, et la mainmise des politiciens sur les ressources de l'État, y compris l'aide et la coopération, se traduit en inefficacité, gaspillage et corruption. Plus généralement, comme l'énonce succinctement un rapport récent : « Des ressources humaines insuffisantes, des institutions politiques immatures, des structures légales sous-développées, une transparence limitée, et des disputes internes persistantes (ou résurgentes) peuvent ronger la bonne gouvernance et encourager la corruption officielle. » ¹⁷

¹⁷ S. Patrick (1998).

Remarques en guise de conclusion

Le Liban est un laboratoire vivant, un immense chantier du dialogue des cultures, des religions et de la résolution des conflits, de ses succès, mais également de ses échecs. Le Liban par son expérience démontre que les guerres civiles et conflits violents sont du « développement à l'inverse ». En effet, les guerres civiles détruisent le capital physique, social et politique ainsi que la cohésion sociale. Les conflits violents peuvent effacer les exploits et le patrimoine de générations, en détruisant et retardant le développement économique et social. Le contraire est aussi vrai : le développement économique en réduisant la pauvreté et l'émergence de griefs sociaux, retarde et réduit la probabilité de guerre civile.

Les guerres et les conflits ne sont pas des agents efficaces du progrès social ou politique ou pour conduire à des réformes structurelles et profondes. Il est clair que les pertes et conséquences négatives l'emportent sur les effets positifs qui pourraient résulter du peu de réformes politiques, économiques et sociales dans l'après-guerre. Plutôt, les guerres civiles sont un « mal *public* » *national*, mais aussi régional [161] et mondial vu leur impact sur les pays avoisinants et sur la criminalité internationale. Par conséquent, la communauté régionale et internationale a tout intérêt à s'activer pour la prévention des conflits et la reconstruction des nations post-conflit.

Les résultats indiquent que l'aide au développement et la coopération ont échoué dans leurs objectifs déclarés : elles n'encouragent pas l'investissement, ne mènent pas à une augmentation durable de la croissance, et ne réduisent pas la pauvreté. L'aide des principaux donateurs (pays ou institutions internationales) vise, comme priorité, à promouvoir leurs propres intérêts stratégiques. Dès lors, l'aide bilatérale n'a qu'un faible lien avec la reconstruction des pays émergeant de conflit, peu d'effet à alléger la pauvreté, à promouvoir la croissance et le développement économique, la démocratie et la bonne gouvernance. L'aide étrangère n'augmente pas la croissance économique ni ne réduit la pauvreté en améliorant la qualité des politiques des gouvernements

et la gouvernance. Bien au contraire, l'aide étrangère a tendance à aller aux gouvernements les plus corrompus ! Nous devons reformer le processus, les formes et les mécanismes d'aide. L'aide internationale et la coopération se doivent d'être multilatérales multidimensionnelles : sécurité, infrastructure, financement, gouvernance, économie et reconstruction des institutions. Adoptons comme cadre la Structure Stratégique de l'ONU, mais en ayant le courage et la détermination d'en faire un instrument efficace. La création d'un *Fonds Global pour la Reconstruction* géré par l'ONU et ses institutions internationales tels que la BM et le FMI pourrait être un instrument efficace pour une action rapide et permettant la coordination de l'aide des pays donateurs.

Il faut s'engager, devenir actif dans l'exécution d'une série d'initiatives globales qui contribueraient à limiter la durée des guerres, leur incidence et conséquences. Ces initiatives incluent le Kimberley Process (2000) pour assurer une plus grande transparence du commerce international des diamants, les efforts du GAFI dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et l'utilisation criminelle du système financier, la Criminalisation de la corruption internationale, et l'interdiction complète des mines anti-personnelles.

Pour être crédible, la communauté internationale devra respecter ses engagements. En 2000, la communauté internationale a adopté les Objectifs du Millénaire pour le développement. En 2002, l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au [162] développement (CAD) de l'OCDE s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, soit 0,23% de leurs ressources globales, alors que l'objectif fixé par l'ONU est de 0.7% ! Le respect de cet engagement exige plus qu'un doublement d'Aide au Développement Officielle, à plus de \$110 milliards, et un renversement de la tendance à la baisse des niveaux de l'aide depuis 1990. Serons-nous à la hauteur de la tâche et la responsabilité qui nous incombe, au Liban et ailleurs de réduire la misère humaine et autres séquelles des guerres civiles et de les prévenir ?

Références

Alesina, Alberto, and David Dollar. 1998. "Who Gives Aid to Whom and Why ?" Working Paper 6612, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass.

Alesina, Alberto and Beatrice Weder. 1999. "Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid ?" Working Paper 7108, National Bureau of Economic Research.

Barro, Robert J. 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries." *American Economic Review*. May, 106 : 2, pp. 407-43.

Barro, Robert J. and Jong-Wha Lee. 2002. "IMF Programs : Who is Chosen and What Are the Effects ?" Working Paper 8951, National bureau of Economic Research.

Bildt, Carl. Mai, 2003. International Herald Tribune, comment.

Boone, Peter. 1996. "Politics and the Effectiveness of Foreign Aid." *European Economic Review*. 40 :2, pp. 289-329.

Burnside, Craig and David Dollar. 1998. "Aid, the Incentive Regime, and Poverty Reduction." Policy Research Working Paper 1937, Washington, D.C. : World Bank.

---, 2000. "Aid, Policies, and Growth." *American Economic Review*. September, 90 : 4, pp. 847-68.

Collier, Paul. 1997. "The Failure of Conditionality." In C. Gwin and J. Nelson, eds, *Perspectives on Aid and Development*. Washington, D.C. : Overseas Development Council.

---, 1999. "On the Economic Consequences of Civil War." *Oxford Economic Papers* 51, pp. 168-83.

---, 2000. "Economic Causes of Civil Conflict and Their implications for Policy." Development Research Group. World Bank.

Collier, Paul and Jan Dehn. 2001. "Aid, Shocks, and Growth." Working Paper No. 2688, World Bank, October.

Collier, Paul and David Dollar. 2002. "Aid Allocation and Poverty Reduction." *European Economic Review*. September, 46 :8, pp. 1475-500.

Collier, Paul and Anke Hoeffler. 2002. "Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies." Policy Research Working Paper 2902, Washington, D.C. : World Bank.

Dalgaard, Carl-Johan, and Henrik Hansen. 2001. "On Aid, Growth and Good Policies." *Journal of Development Studies*. August, 37 :6, pp. 17-41.

Development Aid Committee Online. Paris : Development Aid Committee (DAC), 2002.

[163]

Durbarry, R. Gernmell, N. and Greenaway, D. 1998. "New Evidence on the Impact of Foreign Aid on Economic Growth." CREDIT Research Paper 98r8, Nottingham : University of Nottingham.

Easterly, William. 2001. *The Elusive Quest for Growth : Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics*. Cambridge, Mass. : MIT Press.

---, 2002. "The Cartel of Good Intentions : Bureaucracy versus Markets in Foreign Aid." Working Paper No. 4. March. Center for Global Development.

---, 2003. "Can Foreign Aid Buy Growth ?" *Journal of Economic Perspective*. Summer, 17 :3, pp. 23-48.

Easterly, William and Ross Levine. 1997. "Africa's Growth Tragedy : Politics and Ethnic Divisions." *Quarterly Journal of Economics*. November, 112 : 4, pp. 1203-250.

Easterly, William, Ross Levine and David Roodman. 2003. "New Data, New Doubts : A Comment on Burnside and Dollar's 'Aid, Policies, and Growth' (2000)." *American Economic Review*. Forthcoming.

Elbadawi, Ibrahim A., and Njuguna S. Ndung'u. 2001. "The Economics of Civil Wars and Post-Conflict Recovery." Working Paper. May. World Bank.

Goldin, Ian, Halsey Rogers and Nicholas Stern. 2002. "The Role and Effectiveness of Development Assistance : Lessons from World Bank Experience," in *A Case for Aid : Building A Consensus for Development Assistance*. Washington, D.C. : World Bank, part 3.

Guillamont, Patrick and Lisa Chauvet. 2001. "Aid and Performance : A Reassessment." *Journal of Development Studies*. August, 37 - 6, pp. 66-92.

Gupta, S. and R. Sharan . 2000. "Corruption & Military Spending." February. IMF Working Paper.

Gupta S. et al. 2002. "Fiscal Consequences of Armed Conflicts and Terrorism in Low and Middle Income Countries". IMF Working Paper, WP/02/142.

---. 2002, "The Elusive Peace Dividend Finance & Development." IMF. December, 39 : 4.

Hansen, Henrik and Finn Tarp. 2000. "Aid Effectiveness Disputed." *Journal of International Development*. April, 12 :3, pp. 375-98.

---, 2001. "Aid and Growth Regressions." *Journal of Development Economics*. 64 :2, pp. 547-70.

Haughton, J. 1998. "The Reconstruction of War-Torn Economies." CAER II Discussion Paper. June, No. 23, Harvard Institute for International Development.

Humphreys, Macartan. 2002. "Economics and Violent Conflict." August. Working Paper, Harvard University.

Jepma, Catrinus J.1991. "The Tying of Aid." Paris : OECD Development Center.

Lu, S. and Ram, R. 2001. "Foreign Aid, Government Policies, and Economic Growth : Further Evidence from Cross-country Panel Data for 1970-93." *Economia Internazionale*. February, 54 : 1, pp. 15-29.

Mankiw, N. Gregory ; Romer, David and Weil, David N. 1992. "A Contribution to the Empirics of Economic Growth." *American Economic Review*. May, 107 : 2, pp. 407-37.

Murdoch, James and T. Sandler. *Economic Growth, Civil Wars, and Spatial Spillovers*. OECD. *The Influence of Aid in Situations of Violent Conflict : OECD DAC journal 2001, No. 2, Volume 3*.

---, 2002. "Economic Consequences of Terrorism." *Economic Outlook* 71.

[164]

Pack, Howard, and Janet Rothenberg Pack. 1993. "Foreign Aid and the Question of Fungibility." *Review of Economics and Statistics* 75(2).

Radelet, Steven. 2003. "Challenging Foreign Aid : A Policymaker's Guide to the Millennium Challenge Account." Center for Global Development, Washington, DC.

Rodriguez, Francisco and Dani Rodrik. 2001. "Trade Policy and Economic Growth : A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence," in *NBER Macroeconomics Annual*, MIT Press, Cambridge, MA.

Sachs, Jeffrey D. and Andrew Warner. 1995. "Economic reform and the process of global integration." *Brookings Papers on Economic Activity*, pp. 1-118.

Saïdi, Nasser. 1986. "Economic Consequences of the War in Lebanon." Center for Lebanese Studies, *Papers on Lebanon*, No.3, Oxford University.

--, 1999. "Growth, Destruction, and the Challenges of Reconstruction : Macroeconomic Essays on Lebanon." The Lebanese Center for Policy Studies, Beirut.

Stockholm International Peace Research Institute. *Yearbooks*. Various years.

Svensson, Jakob. 1999. "Aid, Growth and Democracy." *Economics and Politics*. November, 11 : 3, pp. 275-97.

---, 2000. "Foreign Aid and Rent- Seeking." *Journal of International Economics*. August, 51 : 2, pp. 437-61.

---, 2003. "Why Conditional Aid Doesn't Work and What Can Be Done About It ?" *Journal of Development Economics*. 70 : 2, pp. 381-402.

United Nations High Commissioner for Refugees. 2003. *Refugees by Numbers*.

US Congressional Research Service, the Library of Congress. 2003. CRS Issue Brief for Congress. "Israel : U.S. Foreign Assistance".

U.S. Department of State, *World Military Expenditures and Arms Transfers*. Washington, DC : various years.

University of Uppsala, Dept. for Peace & Conflict Research. 2003. "Armed Conflict List, 1946-2001". *Conflict Dataset Catalog*. March.

White, H. 1992. "The Macroeconomic Analysis of Aid Impact." *Journal of Development Studies* 28.

World Bank. 1998. "Assessing Aid : What Works, What Doesn't, and Why". Washington, D.C. : World Bank.

---, 2002e. *A Case for Aid : Building a Consensus for Development Assistance*. Washington, D.C. : World Bank.

---, World Development Indicators 2003 database -. Washington, DC : 2003.

---, 2003. - *Breaking the Conflict Trap : Civil War and Development Policy* -.

World Bank, - Conflict Prevention & Reconstruction Unit. 2002 ». *Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Countries*, Dissemination Notes No. 2.

World Bank Group. 2003. - *Cry Havoc : Why Civil War Matters* », Policy Research Report. February.

[165]

"LA DÉMOCRATIE COMME RÉGULATEUR DES CONFLITS."

Henri MADELIN

Henri Madelin est né le 26 avril 1936 à Guebviller. Religieux de la Compagnie de Jésus, il est actuellement professeur dans un Centre de formation jésuite (Centre Sèvres). Il est également rédacteur en chef de la revue *Études* depuis 1995 et maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP) depuis 1971.

Provincial de France de la Compagnie de Jésus (1979 à 1985). Président du Centre Sèvres (1985 à 1991). Aumônier national du MCC (Mouvement Chrétien des Cadres).

Son dernier ouvrage paru est : *Jeunes sans rivages, héritiers ou novateurs*, Desclée de Brouwer, 2001.

La démocratie, « gouvernement du peuple par le peuple », se situe toujours dans un environnement de conflits anciens, récurrents et nouveaux. Elle fonctionne par acceptation et addition de nouveaux sujets ; ses alliés habituels sont la conscience d'une universalité toujours plus ouverte, les progrès de la science, de l'éducation et de l'esprit critique, l'élévation de la condition socio-économique du plus grand nombre et le surgissement intermittent de gouvernants qualifiés et de grande envergure.

Elle est une confrontation perpétuelle entre constituants et constitués, gouvernants et gouvernés, élus et électeurs, force du nombre et qualité des élites. Par la séparation des pouvoirs (entre législatif, exécutif, administratif, judiciaire et désormais médiatique ...), elle est habitée par le pluralisme des hommes, des corps intermédiaires et des

institutions. Elle sait, depuis Montesquieu, que « le pouvoir arrête le pouvoir », puisque « tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ». Son terrain nourricier est la persistance des conflits qu'elle a pour mission de réguler et de tourner vers le mieux, une sorte de Bien commun praticable et sans cesse à élargir. On se souvient de la réflexion qui avait cours sous la Restauration, en France, après l'épopée [166] napoléonienne : « La France compte trente millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement ».

Pour approfondir ces notions, nous suivrons le schéma suivant : la démocratie en conflit dans l'histoire, la démocratie contre-distinguée de l'économie, la démocratie entre libertés et peurs.

Nous terminerons avec une réflexion du père Teilhard de Chardin. Elle éclairera notre situation présente, du fait qu'elle a été énoncée, dans un contexte violent, à l'orée de la seconde guerre mondiale (1939).

La démocratie en conflit dans l'histoire

La Grèce, mère des démocraties, avec Aristote, concevait l'homme comme « un animal politique ». Mais les femmes et les esclaves étaient exclus de la cité. La démocratie est donc une *idée neuve* qui connaît des régressions et des progressions au long de l'histoire des hommes. Elle est à la fois un bien à maintenir et à conserver. Mais elle est aussi à construire. Constamment à faire ou à refaire au milieu des difficultés, elle est un fait constatable, mais aussi une utopie à projeter dans le futur.

La démocratie peut relever d'une *double approche*. Système de normes et de valeurs, elle est aussi un mode d'organisation du pouvoir politique avec ses spécificités propres dans l'espace et dans le temps. C'est sur la première approche que l'Église est la plus claire. Elle est davantage préoccupée par ce qui se passe dans le champ des références et des principes : depuis ses origines elle enseigne et pratique le respect d'exigences qui confortent la vigueur d'une référence à des

principes démocratiques. Mais ses analyses sont plus limitées et prudentes lorsqu'elle aborde le deuxième versant.

Elle n'est pas seule à raisonner ainsi à l'époque actuelle. Un philosophe, Giovanni Sartori, a écrit dans sa *Théorie de la démocratie* que « la démocratie est le nom pompeux de quelque chose qui n'existe pas ». Et l'on connaît la boutade de Winston Churchill, souvent citée : « la démocratie est le pire des systèmes à l'exception de tous les systèmes connus. » Karl Popper ajoute à ce réalisme quelque peu sceptique ses propres remarques, empreintes d'ironie, en affirmant : « entre les deux formes de gouvernement - la démocratie et la dictature - le choix ne peut s'effectuer à cause de la divinité de la première mais en raison de la malignité de la seconde ¹⁸. »

[167]

La démocratie a permis la construction d'une citoyenneté de plus en plus large au fil des ans et toujours à la suite de grandes batailles.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le sociologue britannique T.H. Marshall proposait de distinguer trois dimensions de la citoyenneté : civile, politique et sociale. La citoyenneté civile institutionnalise la liberté : liberté de la personne, de la propriété, de l'expression. C'est la plus ancienne. Elle est conquise au XVIII^e siècle. Vient ensuite la citoyenneté politique, fille du XIX^e siècle. Elle émerge avec l'obtention et l'exercice des droits politiques : droit de vote, liberté de la presse, droit d'association. Le suffrage universel et le parlement constituent le cœur du dispositif de la citoyenneté politique. La troisième dimension, la citoyenneté sociale, apparaît quant à elle avec le XX^e siècle. Elle se fonde sur la prépondérance des droits-créances (protection sociale, santé, éducation, travail) garantis et organisés par l'État. L'État, d'État-gendarme, se mue ainsi en État-providence.

Mais cette multiplication des droits finit par brouiller l'image de la citoyenneté. Les limites de départ entre citoyens actifs et citoyens passifs, entre colons et indigènes, entre hommes et femmes, entre statuts communautaires différents et parfois exclusifs sont perçues

¹⁸ Karl POPPER : *The Economist*, 23 avril 1988, cité par Yves MENY dans *La corruption de la République*, Fayard, 1992, p. 8.

progressivement comme dépourvues de fondement. Le processus démocratique engendre une impatience permanente devant les limites. Les verrous institutionnels sont vus comme peu légitimes. Aujourd'hui, les frontières nationales sont traversées par de nouvelles forces venues de l'extérieur : médias étrangers, tourisme, mouvement de migrations, etc. Mais le plus grand perturbateur de l'égalité démocratique demeure le jeu économique doté d'atouts puissants et qui se rit de plus en plus des frontières territoriales ¹⁹.

La démocratie contre-distinguée de l'économie

Avec les progrès de la socialisation, on voit mieux que toute existence humaine est structurée par deux réalités fondamentales : l'économie et la démocratie politique. Mais le rapport humain n'est pas identique dans l'une ou l'autre sphère. L'économie naît de la nécessité, pour chacun, d'assurer sa subsistance et de trouver les moyens de vivre.

[168]

Elle est d'abord lutte contre une nature rebelle, tentative pour arracher aux choses leur secret, humanisation de tout l'environnement. Les fils qu'elle tisse entre les hommes, comme une gigantesque araignée construisant une toile infiniment complexe, maintiennent pourtant les hommes dans leur particularité. À travers les échanges qui se nouent, une stricte égalité est recherchée. Je traite avec mon semblable, parce qu'il occupe une certaine place dans l'univers social, rencontre de vendeurs et d'acheteurs, de producteurs et de consommateurs, d'employeurs et de salariés...

La politique se situe d'emblée à un niveau beaucoup plus global. Pour organiser la circulation et la répartition de biens que le génie de

¹⁹ Dominique SCHNAPPER, *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard, 2002 - Présentation dans Pierre GRÉMION : « De l'État-providence à la démocratie providentielle », *Esprit*, septembre 2002.

l'homme a extraits, transformés ou fabriqués, une autorité devient nécessaire. Car la démocratie n'est pas d'abord tournée vers les choses, mais sa raison d'être est d'instituer des rapports inter-humains par le moyen de pouvoirs. En elle, je ne rencontre plus un individu spécifié par un rôle dans le processus de transformation de la nature, les relations n'y sont pas bâties sur la réciprocité des échanges comme dans l'économie. Il s'agit de tout autre chose. Mon vis-à-vis est un homme tout court, quelle que soit par ailleurs sa tâche dans l'univers économique-social. Dans cette relation, il y va du tout de l'homme. C'est l'« autre », celui qui est différent de moi, que je rencontre dans le face-à-face démocratique. Ce sont des libertés qui s'affrontent dans leur nudité. Ce sont des projets contrastés qui s'entrecroisent opposant des individus ou des groupes. Dès lors ne nous étonnons pas si la passion et le calcul, l'intérêt et le sens du service, la peur et le courage coexistent dans cet univers relationnel ; c'est tout simplement le signe qu'il s'agit d'un univers humain, où tout ce qui constitue l'homme doit se retrouver.

La perception du politique ne doit cependant pas verser dans un idéalisme suspect. L'économie est fondée sur la distance entre l'ampleur des besoins et la faiblesse des satisfactions que les sciences et les techniques permettent d'obtenir. Elle organise la production dans un monde façonné par la rareté. Les conflits essentiels proviennent des accaparements et des convoitises que cette rareté fait sans cesse resurgir. Ils structurent à leur tour l'univers politique où l'égalité proclamée n'est souvent qu'un faux-semblant. Les libertés individuelles et collectives qui s'affrontent sont déjà colorées par un jeu économique dissymétrique. La démocratie ne peut échapper à ce conflit primordial. Elle est la science des pouvoirs dans un monde d'inégalités. Et la décision politique [169] conduit bien souvent à valoriser certains groupes, en apportant ou non des compensations à d'autres.

L'économie, en se développant, produit de nouvelles inégalités. La démocratie s'efforce de redonner de l'égalité dans le champ inégalitaire (allocations diverses, égalité des chances, rites électoraux...). Elle ne peut totalement s'abstraire des dissymétries venues de l'économie. Comme on le remarque avec pertinence : dans une démocratie florissante « certains sont plus égaux que d'autres ». Et l'inégalité

essentielle persiste entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas. C'est pourquoi la bataille pour le pouvoir est si grande au milieu de tous les enjeux, le pouvoir devient l'enjeu des enjeux. Mais le propre de la démocratie est de ne pas réduire au silence, à la prison ou la mort les opposants d'aujourd'hui car ils peuvent devenir demain, par le jeu électoral, les maîtres du pouvoir. Le centre du pouvoir en démocratie doit demeurer un lieu vide dont personne n'a la propriété éternelle.

L'Utopie démocratique reste toujours présente au milieu des conflits comme le souligne Walzer. En entrant sur le forum public, chacun doit laisser au vestiaire ses armes, son portefeuille, ses titres divers...

La démocratie entre libertés et peurs

Libertés en tension et peurs s'entremêlent constamment dans le jeu démocratique. L'exercice est d'autant plus difficile qu'il se déroule de façon collective, avec une certaine transparence et au nom de symboles forts.

C'est pourquoi les philosophes politiques ont souvent insisté sur les risques de la peur qui ne peuvent être surmontés que par la confiance, le maniement des symboles et un usage pertinent de la parole publique. Car il y a la peur, toujours mauvaise conseillère, et plus grave encore la peur de la peur qui vient du comportement d'autrui.

Machiavel y insiste : « Pour cesser d'avoir peur, les hommes croient bon de faire peur. Les torts, dont ils se garantissent, ils les infligent à leurs adversaires, comme s'il était toujours nécessaire qu'il y ait un oppresseur et un opprimé » ²⁰. En observant l'agitation de Paris durant la révolution de 1848, Tocqueville note avec finesse : « Ils fai-

²⁰ MACHIAVEL, *Discours sur la première Décade de Tite-Live*, Livre 1 - Ch. XLVI, p. 479. [Texte intégral du livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

saient peur et ils avaient peur, deux contraires qui se rencontrent souvent en politique » ²¹.

[170]

L'exigence démocratique renaît chaque fois que se présente une rencontre entre des libertés différentes. C'est toujours une expérience très déroutante, qui parvient difficilement à chasser les vieux réflexes de peur : bien souvent, celle-ci vient d'un sentiment d'infériorité que le face-à-face ne peut effacer. Une rencontre pour être vraie présuppose l'égalité entre partenaires. Or cette équivalence n'existe pas généralement. La situation économique et l'environnement culturel ont déjà structuré une manière d'être et un comportement qui entravent la vérité de l'échange mutuel. Le rapport d'altérité est souvent vécu comme un rapport de domination qui peut se révéler, par une perversion supplémentaire, comme un rapport d'exploitation. Les institutions, les procédures, les structures, qui tentent de canaliser les conflits peuvent révéler en même temps la déformation des règles du jeu. Les valeurs centrales de cohésion qui sont le ciment d'une société sont l'objet de perceptions diverses. Les mieux placés dans l'échelle sociale ou les plus favorisés par la politique du pouvoir ne les conçoivent pas de la même façon que les plus démunis et les plus déshérités. Certes, la démocratie a comme ambition légitime d'être un réducteur de violence, mais son accaparement par quelques privilégiés ne peut que renforcer l'accumulation d'une violence diffuse qu'elle parviendra difficilement à endiguer ensuite. L'utopie démocratique lutte dans une direction opposée. Elle ne cherche pas à se complaire dans une espèce de fuite en avant pour exorciser les peurs que suscite toute rencontre entre des antagonismes fortement enracinés. Elle cherche à explorer les richesses enfouies au cœur du présent. Sa méthode est l'entrée dans une véritable altérité par le dialogue, si toutefois ce mot conserve sa vigueur primordiale, une fois délesté de toutes les fadeurs qui l'environnent et de tous les oripeaux dont on l'affuble généralement. Sa tâche est de travailler sur tous les fronts, pour faire cesser l'exploitation que des hommes font subir à d'autres. Elle ne peut espérer faire s'évanouir le poids des contraintes, mais elle veut

²¹ Alexis DE TOCQUEVILLE, *Souvenirs*, Gallimard, p. 106.

au moins limiter les débordements de la domination exercée par quelques-uns, pour ne conserver dans l'exercice de l'autorité que ce qu'exige une véritable fonctionnalité.

Sans utopies directrices, les sociétés risquent de retomber dans l'esclavage de la peur. Peurs entre groupes qui font des analyses totalement différentes et qu'aucun projet collectif ne vient obliger à entrer dans un dépassement nécessaire de points de vue trop partiels. Peurs des réactions adverses et peur, finalement, d'avoir peur de soi-même et des autres. Peurs aussi, liées au schématisme et à la [171] simplification qu'engendrent les productions idéologiques contradictoires. Quand on parle de groupe à groupe, il y a un poids du collectif qu'on ne peut pas tellement évacuer. On est obligé de durcir, de simplifier, de mettre en ordre, on est conduit à rassembler à partir de principes simples. C'est peut-être regrettable, mais on ne peut pas faire avancer des collectivités humaines sans ces grandes simplifications. Si l'on vise une certaine efficacité sociopolitique, il faut apprendre à vivre avec cette loi des grands organismes qui ne peuvent pas faire les subtils raffinements de chacun des individus pris un à un ²².

L'Animalité surmontée, la politique est l'art de faire vivre ensemble des individus que tout sépare, en faisant confiance à la force de la parole. La démocratie, contrairement à une visée sommaire, est réductrice de la violence primitive. L'homme est un animal qui parle ; or les pratiques dictatoriales et les guerres civiles constituent un retour à l'animalité, ce stade où l'on ne parle pas. Mais, lorsqu'on arrive à rassembler, autour d'un tapis vert, des personnes que tout sépare, la violence passe sur le mode verbal et, alors, on commence à trouver des lieux de compromis, de réconciliation. J'emploie à dessein ce mot « réconciliation » parce qu'il est proche du vocabulaire théologique. C'est l'homme qui parle à l'homme, des peuples qui à nouveau échangent et se retrouvent, c'est la recherche de solutions humaines.

En politique, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait inflation verbale. Non seulement ce n'est pas, grave, mais c'est même très positif, parce que la parole est le substitut de la guerre et que faire la guerre

²² Henri MADELIN, *Les chrétiens entrent en politique*, Cerf, 1975, p. 83-84.

avec des mots est infiniment préférable que de la faire avec une kalachnikov ou à l'arme blanche. Une société se dégrade lorsqu'elle ne sait plus parler des questions qui la concernent au premier chef. Lorsque chacun règle directement ses problèmes sans se soucier des autres, les hommes et les sociétés régressent. La démocratie cherche à faire vivre ensemble des gens extrêmement différents à les faire se rencontrer dans leurs différences et à leur faire surmonter la peur... d'avoir peur ! Alors, comme quand on a peur, la parole cherche à désarmer la méfiance et à engendrer la confiance. Certes, la vérité ultime de la démocratie n'est pas la parole, mais une pratique qui, à travers les paroles, recherche ce qui peut être inventé pour transformer quelque chose de la condition des hommes.

[172]

Tel est le destin des démocraties. À travers la formulation de paroles et de dialogues, il leur faut tenter de repérer les chemins qui conduisent à la reconnaissance des différences et à la réduction des oppositions violentes. La démocratie est un cercle entre l'action et la parole, la parole anticipant et accompagnant l'action et la parole qui justifie l'action. Si ce cercle ne fonctionne pas bien, il y a menace du retour à la violence de l'animalité. Autrement dit, la démocratie avec les citoyens et leurs appartenances c'est une « animalité surmontée ».

Les démocraties sont éprouvées aujourd'hui sur tout le pourtour de la planète à cause d'une guerre en Irak. La guerre est ascension des conflits à l'extrême et retour à l'animalité, loin des tapis verts du dialogue diplomatique.

Pour verser une note d'optimisme dans cette conjoncture, je termine volontiers par une référence au père Teilhard de Chardin tirée de « L'heure de choisir » et qui porte la date de 1939, ce moment de l'histoire où la politique a viré à l'affrontement guerrier.

« À la racine des troubles majeurs où les nations se trouvent aujourd'hui engagées, je crois distinguer les signes d'un changement d'âge dans l'Humanité. [...]

Que nous le voulions ou non, l'âge des pluralismes tièdes est définitivement passé. Ou bien un seul Peuple arrivera à détruire et à absor-

ber tous les autres, ou bien tous les peuples s'associeront, en une âme commune, afin d'être plus humains. [...]

Voilà, si je ne me trompe, le dilemme posé par la crise présente... Que sous le choc des événements, la passion d'unir s'allume en nous, plus ardente qu'en face, la passion de détruire. Peut-être, à cet instant, derrière nos coups, l'autre arrivera-t-il à percevoir que nous le respectons et le désirons plus qu'il ne pense nous haïr. Il reconnaîtra que nous ne lui résistons que pour ne lui apporter que ce qu'il cherche. Et alors, atteint dans sa source, le conflit mourra de lui-même, et pour toujours. » ²³

²³ J. P. CUÉNOT, *Pierre Teilhard de Chardin*, « L'heure de choisir », p. 303.

[173]

**Dialogue des cultures et résolution des conflits.
Les horizons de la paix.**

TROISIÈME SÉANCE

Conférence de synthèse

Joseph Maïla

[Retour à la table des matières](#)

[175]

Les conférences de synthèse sont un exercice périlleux. Si elles se contentent de résumer les propos des intervenants, elles se présentent sur le mode fastidieux des redites. Si, en revanche, elles extrapolent à partir des propos tenus par les conférenciers, elles apparaissent comme une conférence de plus. C'est entre ces écueils que je m'efforcerai de naviguer, sans illusion toutefois, sur les chances que mes propos échappent dans leur teneur et leur tournure aux risques inhérents aux deux genres précités.

Lorsque le Recteur Sélim Abou et le Conseil Stratégique de l'Université Saint Joseph ont adopté le thème du dialogue des cultures et de la résolution des conflits comme thème du Colloque que nous achevons de tenir, l'idée centrale était de conjuguer l'urgence d'une ouverture des cultures les unes sur les autres avec la recherche de solutions à des conflits qui les empêchent de dialoguer. De fait, il est contradictoire de parler de dialogue des cultures et d'occulter des conflits dont beaucoup sont l'exact contraire. En saine logique, la résolution des conflits est un préalable au dialogue des cultures. De la même façon que la prévention des conflits est une condition pour que perdure le dialogue des cultures. La résolution des conflits et le dialogue des cultures peuvent être considérés comme les deux aspects d'une même thématique. Ils constituent en outre, comme l'aura largement souligné notre Colloque, deux défis majeurs de notre temps.

[176]

Qu'avons-nous, précisément, appris sur ces défis au cours du colloque ?

Nous avons tout d'abord pris la mesure de la complexité de notre monde. Nous nous en doutions, certes, bien que nous ayons tendance, habitués que nous sommes à envisager les problèmes isolément, à oublier l'enchevêtrement des réalités auquel nous faisons face aujourd'hui. L'optimisme qu'avait fait souffler le vent de la mondialisation nous a fait un moment croire que nous étions sortis de l'Histoire. Mais c'est tous les jours que l'Histoire nous donne rendez-vous à travers le spectacle des turbulences et des violences de notre monde.

La violence, dans sa figure première, pour nous qui sommes au Liban, c'est celle du Moyen-Orient et de toutes ses tragédies, israélo-arabe comme irakienne. La radicalisation des passions, la montée des haines, l'obscurcissement des horizons conduisent trop souvent à des rejets globaux ou alors à des adhésions brutales. La violence répond à la violence comme pour l'annuler mais en réalité dans une rivalité sans fin et une montée incessante aux extrêmes. Dans ce maelström, il est, néanmoins, nécessaire et urgent de faire la part des choses ; et bien que la condamnation de la violence aveugle s'impose toujours, comment ne pas voir qu'il existe des causes légitimes, des combats justes, et que la dignité humaine est en jeu dans nombre des luttes en cours. Résistance ? Terrorisme ? Nous savons que la dialectique de la violence peut aisément s'inverser, que la résistance des uns peut devenir le terrorisme des autres. Dans le même temps, qui peut empêcher un homme de protester par la violence contre la dépossession de ses droits ? Qui peut impunément avaliser une occupation, accepter des avilissements et une humiliante hégémonie ? Certes, comment se taire devant l'inadmissible violence faite aux populations civiles ? Comment, toutefois, consentir à l'oppression qui les nourrit ? Comment accepter que des leçons de civilisation soient données quand des pages d'injustice continuent d'être écrites ? Nul ne peut se résigner à ces terribles dilemmes et admettre que la violence soit le dernier mot de l'histoire des hommes au Moyen-Orient. Encore faut-il que la recherche de solutions justes ne procède pas de la seule diplomatie mais qu'elle scelle des pardons et des reconnaissances.

La violence se rencontre aussi dans les inégalités économiques. Au plan national, comme au plan international. Des exposés très riches nous ont fait percevoir la persistance durable du sous-développement,

la permanence de la misère, les disparités et les dysfonctionnements [177] de l'économie internationale. Les rapports de dépendance qui sont ainsi créés ne sauraient être occultés par le recours au vocable, très neutre, de mondialisation. Là encore, rien ne sera fait si l'on sacrifie à des protocoles et des procédures et que l'on oublie que la solidarité est le premier des processus de rapprochement des hommes et la meilleure globalisation, car pensée et voulue, de leurs problèmes.

Enfin, l'incertitude du droit. Celui qui dit les relations entre les États aujourd'hui. Son incertitude est, en l'occurrence, une forme de violence : de par ses lacunes, ses réponses inadéquates et inadaptées dans un monde de relations internationales mouvantes. Incertitude du droit également, à cause de l'usage inégal qui en est fait et qui en fait une arme redoutable. « Deux poids, deux mesures » : l'expression résume le discrédit. De quelque manière qu'on le prenne, le droit donne prise à la critique. La protection des plus faibles fait crier à l'ingérence mais, l'intervention, celle des plus forts nécessairement, ne va pas sans nourrir des soupçons d'hégémonie. Que faire ? Pour ne pas rester passif devant les détresses de notre temps, il faut réagir quitte à transgresser les normes, a-t-il été proposé. Pour inventer le droit de demain, il faut parfois aller contre le droit d'aujourd'hui. Ce ne serait là qu'anticiper le droit et hâter l'émergence de ce qui, dans les consciences, est à l'état inchoatif. Si le droit n'organise qu'imparfaitement la solidarité, faut-il pour autant renoncer aux raisons de l'aide et aux actions d'assistance ? Le débat ne fait que commencer et le chantier est immense. La société internationale, la société civile en voie de mondialisation, ainsi que les États sont partie prenante d'un questionnement dont l'issue ne manquera pas de façonner le monde qui vient.

Nous n'avons pas, au cours de ce colloque, interrogé l'état du monde tel qu'il est, avec ses contradictions. Nous avons aussi, avec beaucoup de volontarisme, repéré des pistes d'avenir qui restent à inventer. Nous avons ainsi fait appel de manière récurrente à un concept central : celui de culture. Nous l'avons décliné, ce concept, de façons diverses selon nos points de vue et nos domaines de spécialité. Mais nous avons tous mis l'accent sur le fait qu'il revenait aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui de construire un système de valeurs, d'idéaux et d'attitudes susceptibles de structurer des comporte-

ments et de faciliter des interactions tournées vers une meilleure intelligence de nos particularités.

La paix n'est pas, dans l'esprit des anthropologues, la première des finalités de la culture ni la plus explicite. Encore qu'à l'évidence, feront-ils [178] remarquer, la culture est ce qui rend possibles la vie et l'échange entre les hommes. Elle est donc bien le lien qui les unit au sein de communautés particulières. Mais parce qu'elle est aussi, au carrefour de la tradition et du changement, une construction de l'intelligence, des perceptions, des émotions et des valeurs, la culture pourrait, dans une fonction plus haute encore, devenir ce qui unifie leurs communautés particulières. La culture de paix, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, a été évoquée à plusieurs moments de nos échanges. On a pointé plus particulièrement ses manques en monde arabe. Elle ne consiste pas en bons sentiments. Elle mêle un impératif éthique, celui de rechercher la paix, à des intérêts communs bien compris dont le moindre n'est pas la survie de l'espèce humaine. Elle procède d'une démarche globale qui fait préférer la solidarité à l'intérêt immédiat, rechercher des concertations multilatérales plutôt que la détermination solitaire et permet de faire prévaloir des idéaux d'universalité sur des fins de particularité. Dans cette perspective, on l'a dit, les religions ont leur place. Elles sont un facteur de paix, nous a-t-il été rappelé avec force : par leurs valeurs d'ouverture et de tolérance, et par la dignité de l'Homme qu'elles promeuvent et enseignent. Or, dans les conflits contemporains, la religion ne joue pas toujours ce rôle pacificateur et médiateur qui doit être le sien. Souvent utilisée comme instrument d'agrégation guerrière ou confondue avec une mobilisation nationaliste et ethnique, elle en arrive à légitimer des comportements et des débordements en absolue contradiction avec ses enseignements. Que les monothéismes soient porteurs d'une culture de paix quand ils se vivent en adéquation avec eux-mêmes, nul n'en disconvient. La question est de savoir ce qu'ils font de ce qu'on fait d'eux quand on les invoque pour légitimer des atteintes intolérables à la dignité humaine.

Culture de paix, culture religieuse de paix, la paix restera en manque, toutefois, tant qu'elle n'aura pas résorbé l'inégalité homme/femme. Certes, aucune guerre, ni aucune déstabilisation, au sens de la

menace classique ne résultera du maintien de cette inégalité. Mais aucun accomplissement ne sera atteint, non plus. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. Elle est dans son sens le plus élevé, une culture du respect, un état de reconnaissance marqué par l'égalité de tous comme sujets égaux de droits, loin de toute violence comme de toute méconnaissance. La femme n'est pas « l'Autre » à intégrer, elle est « l'Égal » à associer.

Enfin, une troisième dimension de la culture de paix est la culture démocratique. L'importance de la démocratie comme régulateur des [179] conflits a été soulignée. Au plan international, elle est devenue inséparable de celle de la bonne gouvernance. Cette dernière notion regroupe le respect de la règle de droit, le principe de transparence et celui du développement durable : tous principes, qui au-delà de leur domaine d'application propre, renvoient à la mise en place d'un ordre international plus juste, fait de coopération entre les institutions internationales et les États. La bonne gouvernance au plan mondial ne servirait de rien, cependant, si elle devait se résumer en quelques règles morales de gestion. C'est la solidarité internationale qui doit être visée, au-delà des procédures et des droits. Elle fait appel à l'idée de justice et se donne à voir de manière active dans le partenariat. Démocratie et bonne gouvernance sont des conditions nécessaires pour prévenir les conflits et marcher vers la paix. Mais comment cette dernière pourra-t-elle jamais être atteinte si la voie n'est pas ouverte à plus de solidarité ?

S'il fallait retenir, en conclusion, quelques idées avec lesquelles clore ce colloque, j'en retiendrais trois.

Premièrement, l'Europe. L'Europe, comme idée et comme institution, n'a jamais été absente de nos débats. Vues du Proche-Orient, les raisons en sont simples. Elles tiennent, d'abord, au voisinage et relèvent d'une géopolitique de la proximité. De plus, en Europe se construit une Union qui, pour tous, est un paradigme. Au plan institutionnel certes, mais aux plans moral et de la volonté politique surtout. Car l'Europe s'est faite en surmontant des drames dont on pouvait penser qu'ils constitueraient des obstacles durables. En dépit des morts et des meurtrissures, des destructions et des ressentiments, l'Europe a su réconcilier des ennemis héréditaires, vaincre des patriotismes fa-

rouches et des préjugés tenaces, et combiner le respect des diversités dans une intégration progressive des politiques et des législations.

Une deuxième idée à retenir, est celle qui fait du dépassement des conflits une voie active de construction de l'avenir. Où plus qu'au Proche-Orient une telle nécessité s'impose-t-elle de manière impérieuse ? C'est de la résolution des conflits, en particulier du conflit israélo-arabe, que naîtra une paix d'intégration régionale. Mais la résolution des conflits a des exigences propres. Elle suppose la justice, comme elle appelle une réconciliation en profondeur entre les protagonistes et nécessite une vision commune de l'avenir. Nous n'en sommes malheureusement pas là encore au Proche-Orient, mais rien ne justifie [180] que l'on perde de vue l'horizon de la paix et qu'on n'y travaille pas d'ores et déjà.

Enfin, de ce colloque, nous retiendrons l'idée centrale du dialogue. Le dialogue dans ses deux modalités : une modalité formelle que représente la démocratie, puisque la démocratie c'est la forme institutionnelle ou institutionnalisée du dialogue ; et puis un dialogue, plus large, plus ouvert, et en un sens plus difficile à saisir, métaphorique presque : celui des cultures. Quand on parle du dialogue des cultures, on va, en effet, quelque peu au-delà des mots parce qu'à proprement les cultures ne dialoguent pas entre elles. Ce sont des hommes qui dialoguent, ce sont des personnes qui s'interpellent, des biens symboliques qui s'échangent et des idées qui circulent. De ces flux continus ainsi que des interactions qu'ils suscitent, surgit un vaste mouvement d'acculturation, d'emprunt de traits culturels, et de métissage. En un sens, on pourrait dire que le dialogue des cultures se fait tous les jours, dans la communication, au contact des populations et des sociétés civiles entre elles. Reste qu'un autre dialogue attend, lui, de se faire qui, au plan institutionnel mondial, viendra préserver la diversité des cultures et assurer les conditions de leur rayonnement.

Ce sont ces trois idées que je voudrais essentiellement retenir. D'autant plus qu'elles peuvent être aussi des idées pour le Liban. Qu'elles concernent, en effet, le nécessaire dépassement d'un conflit qui a ravagé le pays, qu'elles aient trait à un avenir qui repose en très grande part sur le dialogue islamo-chrétien et sur le dialogue interreligieux de manière générale, ou qu'elles fassent appel à la coopération

avec une Europe proche et omniprésente : ces approches des réalités libanaises sont fondamentales au sens où elles soulignent les grandes orientations du pays et donnent à la vocation libanaise sa consistance. Même si, aujourd'hui, l'occupation et une indépendance tronquée ne permettent pas leur déploiement effectif...

Je voudrais, au terme de nos débats, remercier en votre nom à tous, intervenants et public, le Recteur Sélim Abou qui a préparé et organisé ce colloque. Les thèmes que nous avons abordés sont pour lui, depuis longtemps, des sujets de recherche et de méditation. C'est pourquoi ce colloque est aussi une manière de lui rendre hommage. Lui, qui a su, tout au long de ces années, plaider avec rigueur pour la réconciliation, le dialogue des cultures et l'ouverture sur l'Europe, et qui a su lutter avec courage pour la liberté et le rayonnement du Liban.

FIN